

Promouvoir la compétitivité des PME au Burkina Faso

Un fondement résilient pour le redressement post-COVID



Ministère de l'Industrie, du
Commerce et de l'Artisanat

En collaboration avec



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

© Centre du commerce international 2021

L'ITC (Centre du commerce International) est l'agence
conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et
des Nations Unies.

Adresse: ITC
54-56, rue de Montbrillant
1202 Geneva, Switzerland

Adresse postale: ITC
Palais des Nations
1211 Geneva 10, Switzerland

Téléphone: +41 22 730 0111

Fax: +41 22 733 4439

E-mail: itcreg@intracen.org

Internet: <http://www.intracen.org>

Promouvoir la compétitivité des PME au Burkina Faso

Un fondement résilient pour
le redressement post-COVID

À propos de ce document

Une compétitivité accrue des petites et moyennes entreprises du Burkina Faso permettrait de les rendre plus résilientes aux crises, selon les résultats de l'Enquête sur la compétitivité des PME et ceux de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises.

Un accès limité aux financements, un faible taux de certification et des infrastructures défaillantes sont les écueils les plus cités par les entreprises burkinabè. Dans le contexte particulier de la crise liée à la COVID-19, un tiers des entreprises interrogées affirmaient que, sans l'aide du Gouvernement, elles risquaient de devoir cesser leur activité dans les six mois suivant l'entretien. Cependant, celles faisant preuve de meilleures pratiques de gestion, de connexions plus étroites avec leur environnement des affaires, et d'une meilleure capacité à innover ont su mieux résister à la crise engendrée par la pandémie. Ces dernières caractéristiques pourraient constituer le fondement de la compétitivité des entreprises et de leur résilience face à la crise actuelle et à celles à venir.

Éditeur: Centre du commerce international

Titre: *Promouvoir la compétitivité des PME au Burkina Faso: Un fondement résilient pour le redressement post-COVID*

Date et lieu de publication: Genève, Septembre 2021

Nombre de pages: 86

Langue: Français

Numéro de document ITC: RSE-21-72.F

Citation: Centre du commerce international (2021). *Promouvoir la compétitivité des PME au Burkina Faso: Un fondement résilient pour le redressement post-COVID*. ITC, Genève.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter: Valentina Rollo, rollo@intracen.org

Pour de plus amples informations sur l'Enquête sur la compétitivité des PME, veuillez-vous rendre sur:

<http://www.intracen.org/SMEintelligence/> (page en anglais).

L'ITC encourage la reproduction et la traduction de ses publications pour permettre une plus large diffusion. Il est possible de reproduire librement de courts extraits de ce document, à condition de mentionner leur source. Une autorisation devra être demandée pour une reproduction ou traduction plus complète. Une copie de la reproduction ou traduction devra être envoyée à l'ITC.

Images numériques de couverture: ©Shutterstock.

© Centre du commerce international (ITC)

L'ITC est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies.

Avant-propos

Le Burkina Faso, ces dernières années, jouissait de perspectives économiques favorables, avec une croissance du produit intérieur brut réel de 6,2 % sur la période 2016-2019. Les fluctuations économiques générées par la pandémie de COVID-19 mettent en péril ce potentiel, et vont sérieusement impacter l'activité des entreprises burkinabè. L'économie s'est contractée d'environ 2 % en 2020, et sa croissance ne devrait se rétablir qu'à 3,9 % en 2021.

Tous les pans de l'économie ont été touchés, mais les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ont été particulièrement vulnérables aux répercussions de la crise. Un tiers d'entre elles rapportent un risque de fermeture dans six mois en raison de la pandémie.

Le Plan national de développement (2021-2025) du Burkina Faso reconnaît le rôle des MPME dans la transformation structurelle de son économie. Les MPME génèrent de 35 % à 40 % du produit intérieur brut du pays et emploient une part considérable de la force de travail. Elles sont aussi primordiales pour atteindre les objectifs de développement durables 2030 des Nations Unies ainsi qu'une croissance inclusive. C'est ce qui rend l'impact de la crise liée à la COVID-19 d'autant plus préoccupante.

Le plan de réponse développé par le Gouvernement burkinabè a permis de préserver de nombreuses petites entreprises des effets à court terme les plus néfastes de la pandémie. Des mesures politiques ciblées pourraient à présent les aider à se redresser et les rendre plus durables, résilientes et compétitives. Ces mesures doivent cependant être conçues sur la base de données exactes, montrant les contraintes pesant sur les MPME et les opportunités qui s'offrent à elles.

Afin de fournir ces données et de tirer les enseignements qui en découlent, le Centre du commerce international (ITC) s'est associé au Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat et à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) pour établir un diagnostic de la compétitivité des MPME dans le pays et examiner la manière dont elles ont vécu la pandémie de COVID-19. Les trois partenaires partagent une vision commune, celle d'équiper ces petites entreprises pour leur permettre de résister aux chocs, et d'être plus compétitives sur les marchés national, régional et international.

Ce rapport est basé sur les données recueillies auprès de 490 entreprises ayant pris part à l'Enquête sur la compétitivité des PME, et de 1 200 autres ayant participé à l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises au Burkina Faso. Les résultats mettent en lumière les forces et les faiblesses des petites entreprises burkinabè et de leur environnement des affaires. Ils doivent permettre de concevoir des politiques et des programmes visant à créer un secteur des MPME plus compétitif et résilient, capable de propulser l'économie nationale.

Une compétitivité accrue et des exportations élargies pourront alimenter la croissance, faciliter la transformation structurelle de l'économie du pays et y réduire la pauvreté, surtout si des mesures politiques bien ciblées sont mises en place. Nous considérons ce rapport comme une étape essentielle pour faire de cette vision une réalité.

Pamela Coke-Hamilton

Directrice exécutive
Centre du commerce international

Mahamadi Savadogo

Président
Chambre de commerce et
d'industrie du Burkina Faso

Harouna Kaboré

Ministre
Ministère du commerce,
de l'industrie et de l'artisanat

Remerciements

Le Centre du commerce international (ITC) exprime sa gratitude aux représentants des entreprises qui ont bien voulu répondre à l'Enquête sur la compétitivité.

Floriana Borino, Eric Carlson et Aissata Boubacar Moumouni ont rédigé ce rapport sous la direction de Valentina Rollo de l'ITC. Sameedh Sharma, Derek Carnegie et Ruatpuii Cira, tous de l'ITC, ont apporté des éléments clés et fourni un appui statistique. Aissatou Diallo, a facilité les échanges institutionnels. Barbara Oliveira Ramos, de l'ITC, a supervisé ce projet.

Thimothée Dabiré, Idrissa Kaboré, Raïssa Kormodo/Zoungrana, Jean Ives Boro et Zakaria Souli de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) ont coordonné et supervisé la mise en œuvre opérationnelle de l'enquête auprès des entreprises sous la direction de Issaka Kargougou, Directeur général. Nous leurs transmettons donc nos remerciements non seulement pour leur appui dans le processus de collecte de données, mais aussi pour les amendements pertinents qu'ils ont apportés à la version initiale de ce document et qui ont permis d'améliorer la qualité du rapport.

L'ITC étend également sa gratitude à la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) pour avoir facilité le processus institutionnel et appuyé la collecte des données sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises burkinabè.

L'ITC remercie encore Natalie Domeisen et Anne Griffin qui ont supervisé les processus d'édition et de production; Jennifer Freedman qui a assuré l'édition de ce rapport; ainsi que Franco Iacovino et Serge Adeagbo qui ont fourni l'appui graphique et l'impression. Cette version française a été traduite de l'anglais par Patrick Schmitt.

La Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso appuie le développement du secteur privé dans le pays. Sa mission est triple: consultative, représentative et administrative. Elle fournit ainsi au Gouvernement des conseils et des renseignements sur les questions commerciales et industrielles, et présente la perspective de la communauté des affaires. La CCI-BF représente également la communauté d'affaires du Burkina Faso auprès des institutions nationales, régionales et internationales, au sein desquelles elle porte la voix des acteurs du secteur privé burkinabè. Par ailleurs, elle conçoit et gère des services d'utilité publique au sein de domaines économiques variés.

L'ITC a été établi à Genève, en Suisse, en tant qu'agence conjointe de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. Il est dédié au renforcement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises, afin de construire des secteurs d'exportation dynamiques et durables, capables d'offrir des opportunités entrepreneuriales, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés défavorisées.

Table des matières

À propos de ce document	ii
Avant-propos	iii
Remerciements	iv
Acronymes et abréviations.....	vii
Synthèse	viii
Chapitre 1	
Libérer le potentiel des petites entreprises	2
Évaluer la compétitivité des petites et moyennes entreprises	3
L'Enquête sur la compétitivité des PME au Burkina Faso	5
Les entreprises burkinabè au cœur de la crise de la COVID-19	6
Chapitre 2	
Améliorer les infrastructures en faveur de la compétitivité.....	12
Un meilleur usage des ressources grâce à l'amélioration de l'accès aux services publics	12
Disparités entre régions des services logistiques et de transport	14
Une bonne gestion des stocks réduit les pénuries d'intrants en temps de crise	16
Chapitre 3	
Exploiter la certification pour réussir sur les marchés étrangers	22
Un usage limité des certifications reconnues	22
La coopération entre entreprises aide au partage d'informations et à la certification	23
Les exportateurs sont durement touchés par la crise, mais plus résilients.....	25
Chapitre 4	
Avancer sur l'inclusion financière	30
Une gestion financière solide renforce la résilience aux chocs	31
Améliorer la qualité des services financiers	33
Des solutions numériques pour l'inclusion financière	35
Chapitre 5	
Renforcer les liens commerciaux grâce à l'inclusion numérique	40
La connexion aux organisations d'appui est vitale en période de crise	41
Les entreprises dirigées par des jeunes sont moins connectées à leur écosystème.....	42
L'accès à Internet est essentiel à la connectivité des entreprises.....	44
Chapitre 6	
Appuyer l'innovation pour renforcer la résilience	50
Une attitude positive envers l'innovation et les technologies	51
Cibler l'appui aux entreprises innovantes dirigées par des femmes	52
Les entreprises innovantes se sont montrées plus flexibles durant la crise	53
Chapitre 7	
Politiques de résilience et de compétitivité.....	58

Annexe	63
Notes de fin.....	67
Références.....	71

Tableau

Tableau 1 Les corridors internationaux ne traversent pas toutes les régions.....	14
--	----

Figures

Figure 1 Grille de compétitivité des PME.....	4
Figure 2 Régions du Burkina Faso couvertes par l'Enquête	5
Figure 3 Caractéristiques des entreprises ayant participé à l'Enquête	6
Figure 4 Quatre entreprises sur cinq ont vu leurs ventes décliner en raison de la COVID-19	7
Figure 5 Risque de fermeture pour une entreprise sur trois, surtout dans le secteur des services.....	9
Figure 6 Un accès fiable aux services publics améliore la productivité.....	13
Figure 7 Des services logistiques et de transport précaires hors des corridors internationaux.....	16
Figure 8 Une gestion des stocks inefficace entrave l'accès aux intrants	18
Figure 9 Seul un tiers des entreprises sont certifiées à l'international	23
Figure 10 La coopération aide les entreprises à se faire certifier	24
Figure 11 Les exportateurs sont plus touchés par la crise, mais aussi plus résilients	26
Figure 12 La détention d'un compte bancaire améliore la gestion financière	32
Figure 13 Une bonne gestion financière réduit le risque de fermeture	33
Figure 14 Une entreprise sur trois mentionne la faible qualité des services financières	34
Figure 15 Les paiements numériques favorisent la gestion financière	36
Figure 16 Les OAE facilitent l'accès des entreprises à l'appui lié à la COVID-19	42
Figure 17 Les jeunes entrepreneurs manquent de connexions	43
Figure 18 Un internet défaillant et coûteux entrave les connexions	44
Figure 19 Les entreprises dirigées par des jeunes utilisent davantage les réseaux sociaux	45
Figure 20 Une attitude positive envers les nouvelles technologies.....	51
Figure 21 Les entreprises dirigées par des femmes soucieuses de la qualité de l'appui institutionnel.....	53
Figure 22 Les entreprises innovantes adoptent des stratégies d'adaptation pour affronter la crise	54
Figure 23 Enquêtes sur la compétitivité des PME à travers le monde.....	65

Encadré

Encadré 1 Politiques gouvernementales en faveur des petites et moyennes entreprises	3
Encadré 2 Investir dans le commerce électronique pour une reprise vigoureuse	46

Acronymes et abréviations

Sauf mention contraire, toutes les références au dollar (\$) concernent le dollar américain, et les références à la tonne renvoient à la tonne métrique. Certains graphiques dans ce rapport peuvent présenter des totaux différents de 100 % en raison des arrondis.

CCI-BF	Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
ITC	Centre du commerce international
L'Enquête	Enquête sur la compétitivité des PME
MPME	Micros, petites et moyennes entreprises
OAE	Organisation d'appui aux entreprises
PME	Petites et moyennes entreprises
TIC	Technologie de l'information et de la communication

Usage de la langue française

Dans son appui aux petites et moyennes entreprises (PME), l'ITC favorise en particulier les firmes dirigées par des femmes. Cependant, la promotion de l'égalité des genres est difficile à rendre compte en français, en raison de la règle grammaticale privilégiant le recours au masculin. À cet égard, l'ITC se range à l'avis de l'Académie française qui explique qu'une fonction exprimée au masculin (par exemple, un chef d'entreprise) ne saurait définir le sexe de la personne occupant cette fonction. En conséquence, et dans le souci de garder l'expression fluide et claire, l'ITC préfère éviter les formules telles que chef/cheffe, ou chef(fe), étant entendu que les titres et fonctions sont exprimés de manière neutre, sans considération de sexe.

Synthèse

Le cœur de toute économie florissante est fait de petites et moyennes entreprises (PME) compétitives. Elles représentent 90 % des entreprises enregistrées au Burkina Faso. Même si elles comptent dans leur plus grande majorité moins de 100 employés, ces entreprises fournissent la plupart des emplois du pays. En raison de ces emplois et de leur impact sur la société, et en vue d'une croissance résiliente, inclusive et durable, les PME jouent un rôle central dans la transformation économique du Burkina Faso.

C'est pourquoi l'analyse de l'impact de la crise sanitaire sur les petites entreprises revêt une importance considérable. L'économie du Burkina Faso est largement affectée par la pandémie de COVID-19: l'économie s'est contractée d'environ 2 % en 2020, selon le FMI¹, après des taux de croissance annuels moyens de 6,2 % entre 2016 et 2019. Toutefois, ce séisme économique n'atteint pas tout le monde de la même manière. Avec des ressources plus limitées, les petites entreprises burkinabè sont plus vulnérables aux répercussions de la crise. Or, ce secteur joue un rôle primordial dans le redressement économique.

Pour permettre à ces entreprises de survivre à la pandémie et de prospérer sur les marchés internationaux de demain, le renforcement de leur compétitivité est vital, en ce qu'il stimule aussi leur résilience. À cette fin, il est essentiel de comprendre leurs forces et leurs faiblesses, ainsi que l'environnement des affaires dans lequel elles opèrent.

Pour enclencher ce processus, le Centre du commerce international (ITC), la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) et le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat se sont associés pour établir un diagnostic de la compétitivité des PME dans le pays.

Dans le cadre de cette collaboration, l'Enquête de l'ITC sur la compétitivité des PME a été menée auprès de 492 entreprises à travers tout le Burkina Faso, entre décembre 2019 et avril 2020. Par ailleurs, la CCI BF a conduit une enquête complémentaire en mars et avril 2020 auprès de 1 201 entreprises, pour s'enquérir de l'impact de la crise sanitaire sur l'activité des entreprises.

Ce rapport met en lumière les résultats des deux enquêtes. Il identifie les forces et les faiblesses des compagnies et

de leur écosystème d'affaires, et examine leur rapport à la compétitivité et la résilience. Bien que ce document se concentre sur les PME, de grandes entreprises sont incluses dans les analyses à des fins de comparaison. L'analyse des différents aspects de la compétitivité permet de dégager un aperçu de la réalité quotidienne des entreprises burkinabè. L'étude de la performance des PME dans certains secteurs et les différentes régions – qui intègre aussi des entreprises dirigées par des femmes et des jeunes – permet d'identifier des éléments importants de la compétitivité des entreprises du Burkina Faso.

La plupart des entreprises burkinabè se débattent face à la crise liée à la COVID-19

La plupart des compagnies ont fait face à des contraintes de production et un ralentissement de la demande, à la fois sur les plans national et international. Selon les résultats de l'Enquête de l'ITC sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, 80 % des entreprises interrogées ont vu leurs ventes chuter. Le secteur du commerce semble avoir été frappé le plus durement, avec 95 % des entreprises burkinabè rapportant une baisse de leurs ventes. Il est suivi par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, puis celui de l'industrie non alimentaire. Tous ces secteurs sont constitués d'une large majorité de micros et petites entreprises. Il n'est donc pas surprenant que 82 % de ces entreprises rapportent une chute de leurs ventes, contre 65 % pour celles de taille moyenne ou grande.

Les résultats de cette enquête indiquent également que l'ampleur de l'impact de la pandémie dépend des caractéristiques et de la compétitivité des entreprises. Les entreprises ayant le mieux résisté à la pandémie sont celles dotées de bonnes pratiques de gestion, de liens plus étroits avec les organisations d'appui aux entreprises, et montrant un intérêt marqué pour l'innovation.

Une bonne gestion des stocks réduit l'exposition aux chocs

Au cours des 10 dernières années, le Burkina Faso a massivement investi dans ses infrastructures, réalisant ainsi des progrès considérables. Néanmoins, les données de l'Enquête montrent que l'amélioration de l'accès aux

services publics et de transport à travers tout le pays doit se poursuivre, en particulier dans les régions de production les moins reliées aux marchés. Ce fait est d'autant plus marquant que les résultats de l'Enquête démontrent qu'une PME bénéficiant d'un bon accès aux services publics est aussi plus compétitive.

En dépit des problèmes d'infrastructure, les entreprises burkinabè peuvent renforcer leur compétitivité en adoptant de bonnes pratiques de gestion. Les données montrent que 71 % des entreprises interrogées font preuve d'une bonne gestion des stocks. Ce type de gestion, essentiel pour stimuler la compétitivité à l'international des PME burkinabè en temps normal, est absolument crucial à leur résilience en temps de crise. D'après les données collectées, les petites entreprises ne faisaient pas preuve d'une bonne gestion des stocks avant la crise, ce qui, durant la pandémie, s'est traduit par des difficultés accrues pour accéder aux intrants, contrairement à leurs pairs de taille plus grande, généralement mieux organisés.

La certification peut aider les entreprises à exporter et à renforcer leur résilience face aux chocs

La certification aide les compagnies à se démarquer face aux clients, et facilite leur participation aux chaînes de valeur internationales, mais celle-ci est relativement peu répandue au Burkina Faso: à peine un tiers des entreprises interrogées sont certifiées selon une norme internationale. Des inégalités notables en matière de certification doivent être surmontées. En matière de normes internationales, les entreprises plus petites et informelles, ainsi que celles dirigées par des femmes, présentent des taux d'adoption plus faibles que la moyenne. Les obstacles invoqués par de nombreuses entreprises sont les coûts élevés des processus de certification, ainsi que le manque d'informations à ce sujet.

La collaboration entre les compagnies aide à réduire certaines barrières relatives à l'accès aux informations. Les résultats de l'Enquête montrent que, lorsque les entreprises collaborent avec leurs homologues, elles ont trois fois plus de chances d'accéder aux informations sur la certification, et deux fois plus de chances d'être certifiées.

Les entreprises exportatrices sont davantage exposées aux chocs économiques. Les données montrent en effet que, durant la pandémie, les exportateurs ont été plus affectés que les non exportateurs, en termes de baisse des ventes, d'accès aux intrants ou de flux de trésorerie. Cependant, les exportateurs ont aussi été plus enclins à

adopter des stratégies résilientes, telles que la création de nouveaux produits ou l'intensification de leurs efforts de marketing, leur permettant de mieux se positionner en vue de la reprise économique. Ces résultats mettent en avant l'importance de réduire les barrières à la certification, afin de permettre l'accès aux marchés internationaux à davantage d'entreprises, et donc de les rendre ainsi plus résilientes aux chocs économiques.

Les paiements numériques peuvent faciliter l'inclusion financière

En temps normal, l'accès aux services financiers, ainsi qu'une bonne gestion financière sont essentiels pour assurer les activités économiques et la croissance. Ils sont particulièrement importants lorsque les entreprises s'efforcent de s'ajuster à des chocs imprévus. Même si c'est temporaire, la pandémie a engendré une forte réduction des ventes pour la plupart des entreprises. Il n'est donc pas étonnant que les deux tiers des entreprises interrogées rapportent des problèmes de liquidité du fait de la crise sanitaire.

Pour opérer de manière fluide, surtout dans un contexte marqué par des revenus volatiles, les compagnies doivent avoir de bonnes pratiques de gestion financière. Les données de l'Enquête sur la compétitivité des PME indiquent que seuls 14 % des entreprises disposant d'une bonne gestion financière courraient le risque de devoir fermer définitivement dans le mois. À l'inverse, ce taux est pratiquement doublé (23 %) pour celles dont la gestion financière est plus fragile.

Toutefois, seules trois entreprises burkinabè sur cinq déclarent une forte capacité à gérer leur flux de trésorerie. Un des moyens de promouvoir une bonne gestion financière serait d'étendre l'inclusion financière par le biais des technologies de paiement numérique. Au Burkina Faso, de nombreuses entreprises ne détiennent pas de compte bancaire, mais celles qui recourent aux paiements numériques (par exemple via leur compte Mobile money) font néanmoins preuve d'une meilleure gestion financière. Le déploiement des technologies de paiement numérique serait donc opportun, surtout pour les compagnies dirigées par des femmes et les entreprises informelles, qui rencontrent souvent plus de difficultés à accéder aux institutions financières formelles.

Les entreprises connectées amortissent mieux les chocs

La recherche montre que, de manière générale, les PME ayant développé des connexions plus étroites avec leur communauté sont plus résilientes aux crises. Les données recueillies au Burkina Faso confirment ce fait. Les compagnies burkinabè impliquées dans des organisations d'appui aux entreprises ont eu un meilleur accès aux informations sur les mesures de réponse gouvernementale face à la pandémie de COVID-19, ce qui montre bien le rôle crucial de ces organismes.

Les données de l'enquête indiquent également que le manque d'accès à l'internet s'accompagne d'une réduction de la capacité des entreprises burkinabè en termes d'accès aux informations et de connexion à l'ensemble de l'économie. Ainsi, au Burkina Faso, les entreprises dirigées par des jeunes peinent à se connecter aux acheteurs et aux fournisseurs. Elles sont aussi moins enclines que leurs autres homologues à s'impliquer dans des institutions. En conséquence, des investissements dans l'infrastructure nationale du numérique pourraient bénéficier à de nombreuses entreprises, notamment celles dirigées par des jeunes. Elles pourraient ainsi se connecter à leur écosystème des affaires et se tenir à jour des tendances des marchés.

L'adoption généralisée des technologies renforce la résilience future

Les entreprises innovantes, de par leur nature, s'adaptent mieux aux besoins des marchés; face à la pandémie, elles ont su, mieux que les autres, se montrer flexibles et adopter des stratégies d'adaptation. Ainsi, parmi les compagnies interrogées, celles qui avaient considérablement investi dans la recherche et le développement ont pu, au moment de la pandémie, s'orienter vers la vente de nouveaux produits et le détachement de certains employés, contrairement à leurs pairs moins innovants. L'Enquête sur la compétitivité des PME révèle un intérêt pour les technologies émergentes largement répandues parmi les entreprises burkinabè, particulièrement en raison de leur potentiel d'amélioration des opérations commerciales. Cette attitude positive vis-à-vis des nouvelles technologies pourrait stimuler l'innovation et la productivité, à condition de l'exploiter avec des mesures politiques appropriées.

Dans le secteur agricole en particulier – un secteur de première importance économique pour le pays – les entreprises pourraient amplement bénéficier de l'adoption

des nouvelles technologies, qui peuvent stimuler leur productivité et renforcer leur résilience aux changements climatiques. Pourtant, de nombreuses PME agricoles du Burkina Faso ignorent tout le potentiel de ces technologies. Pour développer l'innovation, la productivité et la résilience, des politiques spécifiques doivent donc viser l'émulation des compétences techniques et le renforcement de la qualité des institutions d'appui.

Perspectives politiques

Plusieurs recommandations politiques émergent des résultats de l'Enquête. Vu le lien manifeste entre la compétitivité des entreprises en temps normal et leur capacité à affronter les crises, il est impératif de redoubler d'efforts, afin d'établir les fondements de la compétitivité et de la résilience. Selon cette étude, le renforcement de la compétitivité et de la résilience des entreprises au Burkina Faso passe par les priorités suivantes: assurer l'accès aux infrastructures physiques et garantir leur qualité, améliorer la qualité des produits et services et étendre leur certification, améliorer l'accès aux financements et renforcer les compétences en gestion financière, promouvoir la coopération entre entreprises et doter celles-ci de meilleures capacités pour innover et mettre à profit les technologies.

Les défaillances des infrastructures physiques limitent le potentiel de diversification des exportations. Les exportations burkinabè se concentrent sur des produits bruts ou semi transformés à faible valeur ajoutée, tels que le sésame et le beurre de karité non raffiné. Ces biens sont relativement faciles à expédier et courent moins le risque d'être endommagés.

Toutefois, la diversification de la base d'exportation du Burkina Faso pour en faire des exportations à valeur ajoutée requiert d'investir dans les infrastructures. Cette amélioration permettra de s'assurer que les produits soient acheminés dans les délais, avant toute détérioration, et de répondre aux besoins pressants des clients soumis à des contraintes de temps. Une telle amélioration des infrastructures et des transports pourrait appuyer le développement de liens intersectoriels en amont et en aval à travers le pays, facilitant ainsi une transformation structurelle de l'économie.

Le faible taux de certification parmi les entreprises burkinabè se traduit par un moindre succès sur les marchés internationaux. L'amélioration de la qualité des produits exportés ainsi que leur certification selon les normes internationales s'avèrent d'autant plus importantes dans un contexte global de pandémie où les pays imposent des

normes plus strictes sur les biens importés. De ce fait, à la date du 1^{er} décembre 2020, les deux tiers des notifications envoyées à l'Organisation mondiale du commerce par ses États membres concernent de nouvelles normes et réglementations. Le manque d'informations dont disposent les entreprises sur les processus de certification constitue une partie du problème. La promotion de la coopération et du partage d'information entre les compagnies permettrait de relever ce défi.

Un accès amélioré aux financements et une meilleure gestion financière au niveau des entreprises ont un effet direct sur leur potentiel de productivité. Les entreprises burkinabè montrent un faible recours aux services bancaires: une compagnie sur cinq ne dispose même pas d'un compte bancaire. Cela s'explique d'une part par l'inadéquation entre l'offre de services bancaires (coût et condition d'accès au crédit) et les besoins réels des PME, et d'autre part par le fait que les entreprises personnes physiques n'ont pas l'obligation de disposer d'un compte bancaire à leur création, contrairement aux entreprises personne morale. Aussi, au Burkina Faso, les entreprises personnes physiques représentent 69 % du nombre total d'entreprises et majoritairement des MPME, selon le rapport 2020 sur l'état du secteur privé au Burkina Faso de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso². Néanmoins, les plateformes de paiement numérique sont en mesure de promouvoir une inclusion financière. L'ouverture d'un compte en ligne exige une moindre documentation formelle, atténuant la barrière de l'accès à ces services. Cependant, malgré la croissance continue de l'utilisation des téléphones mobiles, les femmes sont laissées de côté. La promotion de l'inclusion financière va donc exiger des efforts assidus pour combler l'écart lié au genre.

Les liens existants entre les entreprises et leurs clients et fournisseurs sont particulièrement importants dans un contexte de reprise économique après la crise liée à la COVID-19. Les entreprises doivent pouvoir accéder aux informations relatives aux réglementations gouvernementales et aux programmes d'appui. Un accès de haute qualité et abordable à l'internet pourrait donc aider les entreprises burkinabè à tirer parti des opportunités offertes par le numérique et mieux s'intégrer à leur écosystème. Parallèlement, les organisations d'appui aux entreprises peuvent contribuer à relayer les informations vitales auprès des entreprises.

Enfin, pour que les compagnies soient plus résilientes à la crise en cours et aux crises futures, il faut les inciter à investir dans la recherche et le développement, ainsi que dans l'innovation. Pratiquement toutes les entreprises interrogées au Burkina Faso sont conscientes des opportunités offertes par les nouvelles technologies. En particulier dans l'agriculture, les nouvelles technologies pourraient changer la donne, en stimulant l'innovation, la productivité et la résilience aux changements climatiques. Cependant, certaines barrières demeurent, telles que le manque de compétences techniques et l'appui inadéquat de la part des organismes de promotion de l'innovation. Ces barrières devront être levées pour stimuler les investissements dans la technologie et l'innovation.

L'objectif de ce rapport est d'initier un dialogue sur la compétitivité des PME. Les solutions politiques suggérées permettraient au Gouvernement du Burkina Faso de renforcer à la fois la compétitivité et la résilience face aux crises.





Chapitre 1

Libérer le potentiel des petites entreprises

Évaluer la compétitivité des petites et moyennes entreprises	3
L'Enquête sur la compétitivité des PME au Burkina Faso	5
Les entreprises burkinabè au cœur de la crise de la COVID-19	6

Libérer le potentiel des petites entreprises

La pandémie de COVID-19 a affecté à la fois la santé humaine et la prospérité économique à travers le monde, sans épargner l'Afrique. Les données de l'Enquête de l'ITC sur l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises montrent que deux tiers des entreprises africaines ont été touchées, contre seuls 55 % des compagnies interrogées sur les autres continents³. L'étendue et la sévérité de la crise liée à la COVID-19 sont donc plus marquées pour les petites entreprises africaines. Près de 67 % des petites et moyennes entreprises (PME) d'Afrique déclarent que leur activité a été durement impactée, contre 48 % des grandes compagnies africaines.

Le Burkina Faso rencontre des difficultés similaires, en dépit des récentes tendances prometteuses. Au cours des années précédant la crise sanitaire, les perspectives de croissance du pays étaient favorables. Les réformes menées par le Gouvernement, telles que des investissements dans l'énergie et les infrastructures, ont favorisé une stabilité macroéconomique et amélioré le climat des affaires, résultant dans une croissance de l'économie de 6,2 % en moyenne entre 2016 et 2019⁴. Hélas, comme partout ailleurs, la pandémie a durement touché le Burkina Faso, dont l'économie devrait se contracter de 2 % en 2020, après une expansion de 5,7 % en 2019⁵.

Néanmoins, après avoir mis en place des mesures pour contrôler la propagation du virus, les pays africains commencent à présent à rouvrir prudemment leur économie. Les pouvoirs publics s'efforcent activement d'aider leur économie pour qu'elle revienne à des niveaux de croissance antérieurs à la crise sanitaire. Avec l'assouplissement des mesures de confinement, la hausse des prix des matières premières et les coûts d'emprunt plus faibles sont autant de signes d'une reprise économique. Par exemple, les données commerciales indiquent une hausse considérable des échanges intra africains depuis mai 2020, suggérant ainsi un début de reprise de la demande et de l'offre des économies africaines⁶.

Les petites et moyennes entreprises sont au cœur de l'économie du Burkina Faso. Elles comptent pour 90 %

de toutes les entreprises burkinabè⁷, et emploient des personnes vulnérables telles que des femmes, des jeunes et des résidents en zone rurale. En raison des emplois créés et de leur impact sur la société, les PME jouent un rôle central dans le développement et la transformation économiques, contribuant à maintenir une paix durable et une stabilité à long terme. Le Gouvernement reconnaît cette importance, comme le montrent les mesures politiques prises et la planification engagée (encadré 1).

Au moment où les compagnies se redressent après le choc induit par la COVID-19, une opportunité se profile pour renforcer leurs capacités à concurrencer sur le marché international de demain, et pour améliorer leur résilience aux chocs futurs. Disposant de ressources limitées pour affronter la tourmente, les PME ont été particulièrement vulnérables aux effets de la pandémie. Cependant, lorsque les PME sont compétitives, leur secteur peut contribuer à la résilience et à la reprise pendant et après les crises, telles que celle de la COVID-19⁸.

Des politiques stratégiques, visant à s'attaquer aux faiblesses et à consolider les points forts des entreprises, peuvent tirer parti de cette opportunité pour reconstruire un avenir résilient, numérique, inclusif et durable. La résilience est incontournable, car les compagnies ne peuvent plus se permettre d'être démunies face aux menaces externes. Il en va de même pour la dimension numérique, la crise liée à la COVID-19 ayant montré toute la puissance de la technologie dans un contexte de crise mondiale. L'approche inclusive, pour sa part, est essentielle pour s'assurer que personne ne sera laissé de côté. Enfin, la durabilité des actions engagées permettra de limiter le choc climatique et de réduire les chocs économiques futurs en découlant⁹.

Pour enclencher un tel processus, les pouvoirs publics doivent disposer de meilleures données sur l'état de la compétitivité dans leur pays. Plus précisément, il leur faut pouvoir répondre à deux questions: Quels sont les facteurs limitant la compétitivité et les caractéristiques des

entreprises les plus résilientes aux chocs ? Quelles actions pourraient aider à améliorer à la fois la compétitivité et la résilience des PME du Burkina Faso ?

Pour y répondre, le Centre du commerce international (ITC) s'est associé à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) pour évaluer la compétitivité des PME burkinabè. Il s'agit de poser un diagnostic sur l'état de ces entreprises afin de mieux comprendre leurs forces et faiblesses, ainsi que les opportunités d'amélioration de leur compétitivité et de leur résilience.

Dans le cadre de cette collaboration, le questionnaire d'Enquête de l'ITC sur la compétitivité des PME a été envoyé à 492 entreprises à travers tout le Burkina Faso, entre décembre 2019 et avril 2020. En outre, la CCI-BF a mené en mars et avril 2020 des entretiens auprès de 1 201 entreprises, invitées à témoigner de leur expérience face aux effets de la crise sanitaire. Ce rapport présente les résultats obtenus des deux enquêtes, et identifie les facteurs de la compétitivité et de la résilience au niveau des entreprises.

Évaluer la compétitivité des petites et moyennes entreprises

L'ITC a développé l'Enquête sur la compétitivité des PME¹⁰ pour permettre aux pays de collecter les données nécessaires à la mesure de la compétitivité de leurs entreprises. Au mois de janvier 2021, plus de 18 400 entreprises réparties dans 50 pays ont ainsi été interrogées, entre autres au Bénin, au Botswana, au Ghana, au Kenya, au Togo et en Zambie.

Cet outil est conçu pour combiner les informations aux niveaux méso (écosystème d'appui local pour les entreprises) et micro (capacité des entreprises), et fournir une image détaillée de la capacité du secteur privé d'un pays donné à se montrer compétitif sur les marchés internationaux et résilient face aux chocs. Bien que l'attention porte ici sur les petites et moyennes compagnies, certaines grandes entreprises ont également été incluses dans l'enquête afin de pouvoir comparer la compétitivité de ces grandes entreprises à celle des PME¹¹.

Encadré 1 Politiques gouvernementales en faveur des petites et moyennes entreprises

Le *Plan national de développement économique et social 2016-2020* (PNDES) fut adopté par le Gouvernement du Burkina Faso le 20 juillet 2016. Il vise à transformer structurellement l'économie afin de générer une croissance durable, résiliente et inclusive.

Deux leviers doivent aider à atteindre cet objectif. Le premier est un levier indirect, qui consiste à renforcer les secteurs appuyant le développement industriel, tels que l'énergie, les infrastructures de transport et le système éducatif. Le deuxième est plus direct, et implique des investissements pour développer les industries. De tels investissements comprennent le financement de systèmes d'irrigation et la fourniture d'équipements agricoles, ainsi qu'un meilleur accès des entreprises artisanales aux appels d'offre publics.

Ces dernières années, le Burkina Faso a engagé des réformes visant à simplifier la manière de faire des affaires. En 2018 par exemple, le Gouvernement a adopté une loi pour réguler tous les aspects d'une médiation, comme un mécanisme alternatif de règlement des différends. Il est aussi à l'origine de la Loi sur les partenariats public-privé, instaurant ainsi un cadre juridique et institutionnel pour mener des projets de partenariat public-privé. En outre, le nouveau code des investissements vise à promouvoir des investissements productifs et à contribuer au développement économique et social du pays. Le Gouvernement a également fait passer une loi pour promouvoir les PME, réalisé des progrès pour réformer les licences commerciales, et instauré un tout nouveau Bureau d'information sur le crédit.

Sources : FMI (2018). *Burkina Faso Economic Development Documents*. Washington D.C., États-Unis : Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/CR/2018/cr1885.ashx>; Ministère de l'économie, des finances et du développement (2018). *PNDES 2016-2020: Transformer Le Burkina*. Ouagadougou, Burkina Faso : Ministère de l'économie, des finances et du développement. https://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/burkina_faso_plan_national_de_developpement_economique_et_socialpn-des.pdf; Conseil national de prospective et de planification stratégique (2005). *Étude nationale prospective 'Burkina 2025'*. Burkina Faso : Conseil national de prospective et de planification stratégique. http://213.154.74.164/invenio/record/18783/files/burkina2025_rapportgeneral.pdf

L'importance de la compétitivité en tant que moteur de la survie des entreprises, de la croissance économique et des échanges commerciaux en font un élément essentiel du développement économique. Pour cette raison, l'ITC a développé un cadre analytique qui permet de comprendre les facteurs de la compétitivité des entreprises et la manière de l'améliorer avec le temps. Ce cadre est

conçu autour de trois piliers – compétitivité, connectivité et changement – qui définissent la capacité d'une compagnie à être compétitive à travers les trois niveaux de l'économie – les entreprises, l'écosystème des affaires et l'environnement national (Figure 1)¹². Chaque pilier est décliné en différents thèmes, constituant les sujets d'analyse de ce rapport.

Figure 1 Grille de compétitivité des PME



Source: ITC.

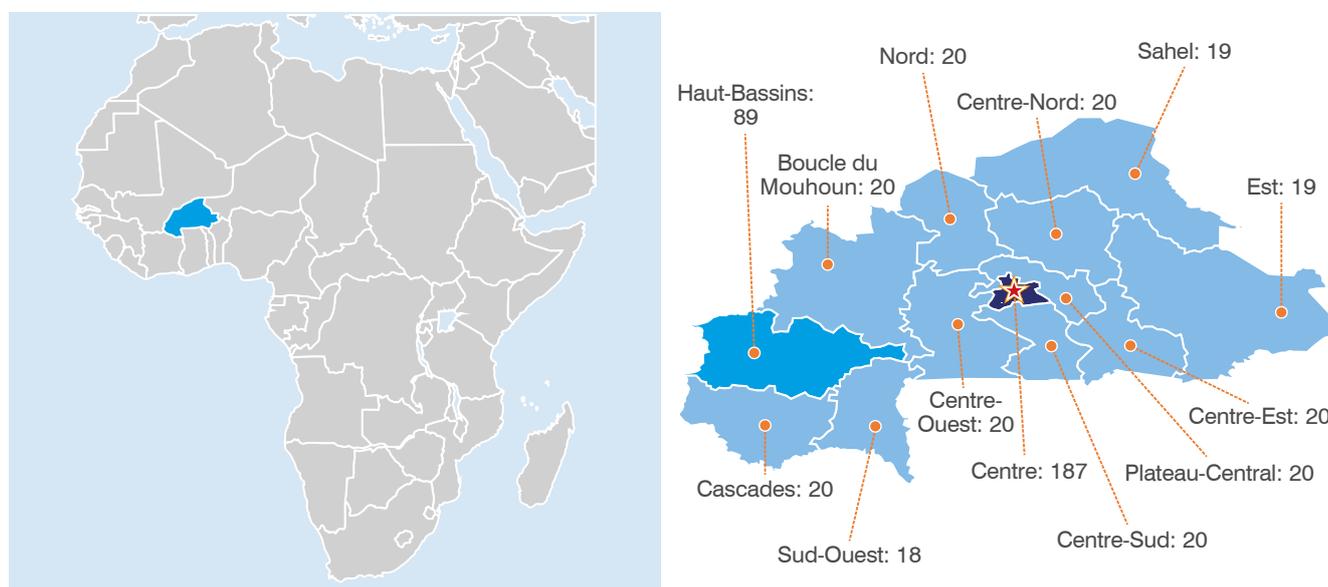


L'Enquête sur la compétitivité des PME au Burkina Faso

Avec l'appui de l'ITC, la CCI-BF a recueilli entre décembre 2019 et avril 2020 les réponses fournies lors de l'Enquête sur la compétitivité des PME auprès des entreprises burkinabè. Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat a fourni un appui de haut niveau pour mener cette initiative.

Un échantillon de entreprises a été sélectionné au hasard à partir d'une liste compilée par la CCI-BF. Les données ont été recueillies dans les 13 régions du pays. La Figure 2 montre les régions couvertes, les couleurs plus foncées indiquant une plus grande concentration de compagnies interrogées. Tous les secteurs sont représentés dans l'échantillon (secteur primaire, industrie et services), qui prend aussi en compte toutes les tailles (micro, petite, moyenne et grande entreprise), ainsi que des entreprises exportatrices et d'autres non exportatrices.

Figure 2 Régions du Burkina Faso couvertes par l'Enquête



Source: ITC, sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

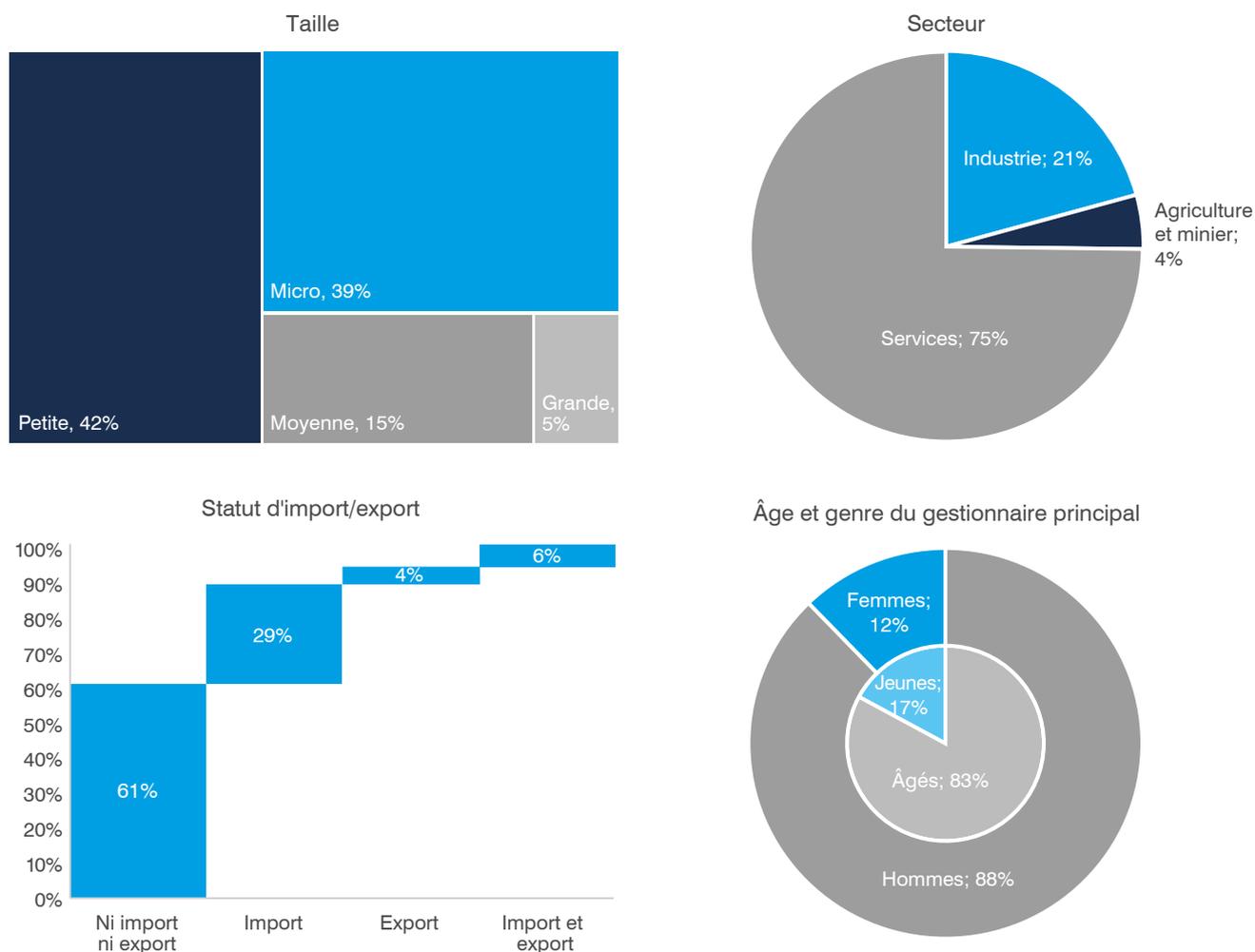
Parmi les entreprises interrogées, 96 % sont des micros, petites ou moyennes entreprises. Plus précisément, presque 40 % sont des microentreprises et 42 % des entreprises de petite taille (Figure 3). Trois compagnies interrogées sur quatre opèrent dans le secteur des services, 21 % dans celui de l'industrie, les 4 % restant dans le secteur agricole et minier¹³. Cette distribution correspond bien au pays, où les entreprises de service dominent en termes de contribution au produit intérieur brut et à l'emploi¹⁴.

Les PME sont essentielles car elles sont le moteur d'une croissance inclusive et créent des opportunités pour les groupes vulnérables. Malgré une population relativement jeune, les jeunes ne dirigent que 17 % des entreprises interrogées au Burkina Faso. En outre, seuls 12 % des compagnies interrogées sont détenues par des femmes – un taux de participation inférieur aux autres pays d'Afrique subsaharienne ayant participé au même type d'enquête.

Selon le Rapport sur le développement humain 2019, le Burkina Faso se classe en 147^e position (sur 162) en termes d'égalité des genres¹⁵. Le Plan national de développement économique et social 2016-2020 s'est efforcé d'augmenter le nombre de femmes détenant une entreprise afin de réduire ces inégalités de genre.

Les données de l'Enquête indiquent que deux cinquièmes des entreprises interrogées échantillent à l'international, confirmant ainsi la présence de compagnies actives au niveau international dans l'échantillon. Cependant, seule une firme sur dix exporte, ce qui souligne le potentiel d'exportation non exploité du Burkina Faso. L'ITC (à travers son outil Export Potential Map) estime que ce potentiel d'exportation non exploité s'élève à 279,2 millions de dollars, pour l'essentiel au sein du secteur agricole (coton, anacarde, graines de sésame, goyaves, mangues et mangoustan)¹⁶. Cela représenterait un supplément non négligeable aux 3,283 milliards de dollars d'exportations réalisés par le pays en 2018¹⁷.

Figure 3 Caractéristiques des entreprises ayant participé à l'Enquête



Note: Les microentreprises emploient entre 1 et 4 employés; les petites entreprises entre 5 et 19 employés; les entreprises moyennes entre 20 et 99 employés; et les grandes entreprises plus de 100 employés. Les activités du secteur primaire comprennent l'agriculture, la foresterie, la pêche et le minier; le secteur de l'industrie englobe toutes les activités de transformation des matières brutes en produits ou biens; les activités du secteur des services incluent la vente au détail, l'hôtellerie, la restauration, l'immobilier, le travail social, la santé, l'éducation, le tourisme, le transport, les services financiers et les autres services. Les entreprises dirigées par des femmes sont celles dont le gestionnaire principal est une femme, et au moins 30 % d'entre elles sont aussi détenues par une femme. Les entreprises dirigées par des jeunes sont celles dont le gestionnaire principal a moins de 35 ans. Les exportateurs sont des compagnies dont les ventes directes à l'export représentent plus de 10 % de leurs ventes totales; les importateurs sont des compagnies dont les intrants de l'étranger représentent plus de 10 % du total des intrants.

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Le secteur informel est omniprésent au Burkina Faso. Certaines estimations suggèrent que 90 % de la force de travail est employée par des entreprises non enregistrées, générant environ 20 % du produit intérieur brut¹⁸. Pourtant, parmi l'échantillon interrogé pour les besoins de cette enquête, seule une compagnie sur quatre appartient à ce secteur informel. De fait, cette étude porte essentiellement sur le secteur formel.

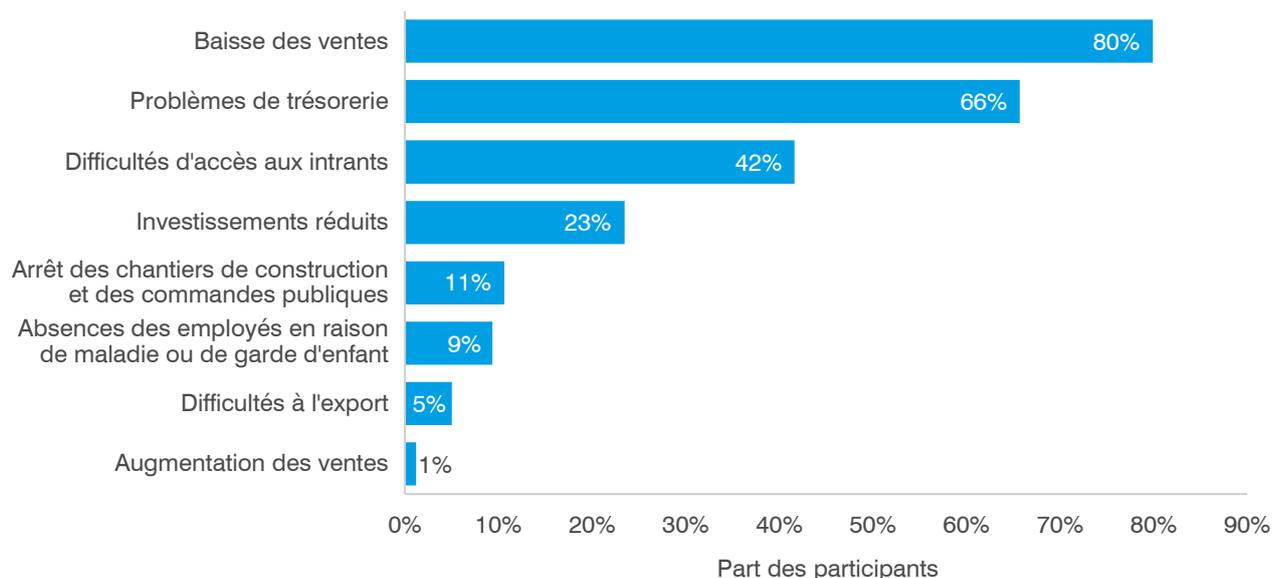
Les entreprises burkinabè au cœur de la crise de la COVID-19

La pandémie a engendré une crise sanitaire et économique sans précédent au Burkina Faso. Afin de contenir la propagation du virus, le Gouvernement burkinabè a pris plusieurs mesures, fermant ses frontières dès le début de la crise sanitaire, ainsi que les écoles, les universités et les entreprises, et interdisant les grands rassemblements. Ces mesures, tout en limitant la progression du virus, ont également freiné l'activité économique dans tous les secteurs¹⁹.

La CCI-BF a donc mené en mars et avril 2020 une enquête auprès de 1201 entreprises pour déterminer l'impact de la pandémie sur leurs activités. Les résultats de cette Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises indiquent que les ventes ont fortement diminué pour la plupart (80 %) des entreprises interrogées, et que deux sur trois ont été confrontées à

des problèmes de liquidité (Figure 4). En outre, 42 % des participants ont fait part de difficultés dans leur accès aux intrants, entravant leur capacité à produire des biens et des services. Il semble bien que la crise ait frappé la vaste majorité des compagnies, à la fois du côté de l'offre et du côté de la demande.

Figure 4 Quatre entreprises sur cinq ont vu leurs ventes décliner en raison de la COVID-19



Note: Les participants répondaient à la question « Votre entreprise a-t-elle été affectée par la pandémie de coronavirus d'une des manières suivantes ? » (réponse à choix multiples).

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME et celles de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.



Toutefois, certaines compagnies ont été plus exposées à la crise que d'autres – notamment les petites entreprises et celles du secteur des services. L'impact le plus important concerne les entreprises de vente en gros et au détail, dont les ventes ont chuté de 95 % en raison de confinement partiel ou total. Viennent ensuite, en termes de sévérité, les services de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi que l'industrie non alimentaire. Les micros et petites entreprises sont surreprésentées dans la plupart de ces secteurs. Ce n'est donc pas surprenant qu'environ 82 % des micros et petites entreprises aient fait part d'une chute de leurs ventes, contre environ 65 % pour les entreprises de taille moyenne ou grande.

Les entreprises burkinabè ont réagi à la crise de différentes manières. Certaines d'entre elles ont adopté des stratégies de retrait, comme le licenciement, la vente d'actifs ou un nouvel endettement, des mesures qui pourraient menacer leur viabilité à long terme. Environ 5 % des participants à

l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire ont adopté une telle approche.

Cependant, la plupart des entreprises ont suivi une stratégie de résilience en réduisant ou en ajustant leurs activités de manière temporaire, dans l'optique de les reprendre à une date ultérieure. Les deux stratégies de défense les plus suivies par les compagnies burkinabè sont la fermeture temporaire (58 % des participants) et la réduction temporaire du personnel (30 % des participants). Les entreprises les plus flexibles se sont transformées pour s'adapter à la nouvelle situation, soit en créant de nouveaux produits (5 % des participants), soit en détachant leurs salariés auprès des entreprises actives dans les secteurs industriels essentiels (10 % des participants).

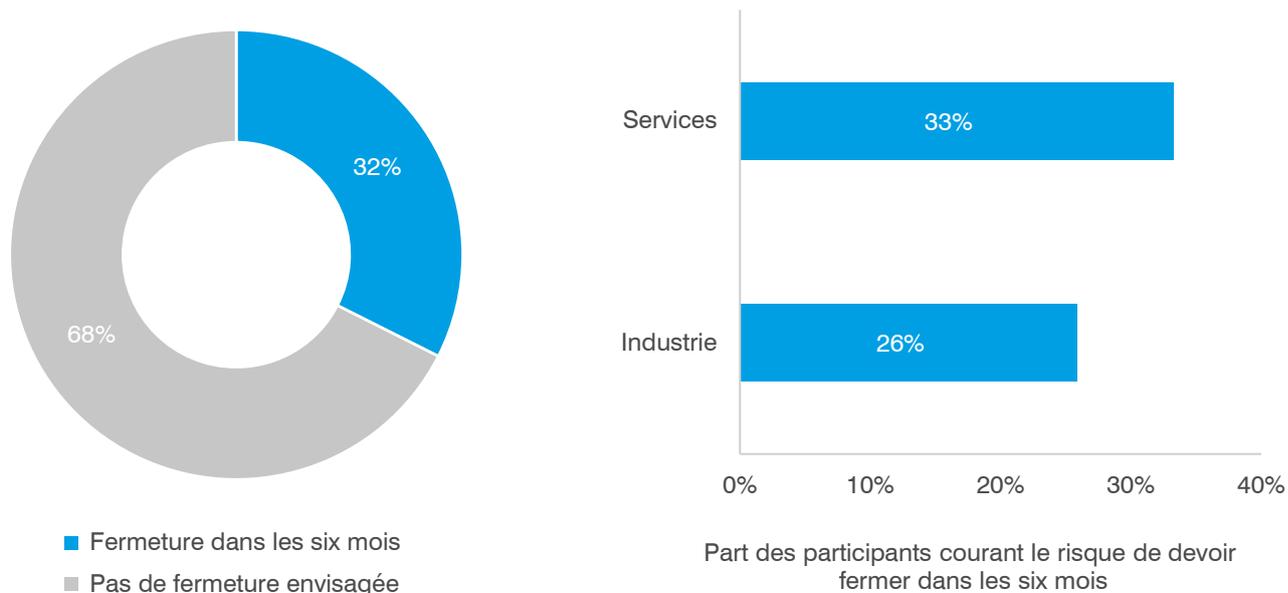
Malgré l'adoption de nouvelles stratégies pour affronter la crise, de nombreuses compagnies burkinabè courent toujours le risque d'une fermeture définitive dans un proche



avenir. Un participant sur trois (principalement dans le secteur des services) fait part du risque de devoir mettre la clef sous la porte dans les six mois en raison de la pandémie. Des mesures gouvernementales à court terme

ont été saluées par les participants à l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire, les plus utiles étant les programmes de financement, les subventions au loyer, les programmes d'emploi et l'exonération fiscale.

Figure 5 Risque de fermeture pour une entreprise sur trois, surtout dans le secteur des services



Note: Les participants répondaient aux questions « Si vous pensez qu'il y a un risque de cessation d'activité permanente pour votre entreprise, à quelle échéance cette fermeture pourrait-elle se produire ? »; et « Quel est votre secteur d'activité ? ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME et celles de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Dans le but de réduire l'impact de la pandémie sur les PME et les populations vulnérables, le Gouvernement a développé un plan de réponse ainsi qu'un plan de redressement économique, alignés sur les besoins des entreprises. Par exemple, les microentreprises du secteur informel ont bénéficié de l'exonération de leurs contributions entre avril et juin 2020. La mise en place d'un fonds de solidarité pour les employés du secteur informel est un autre exemple de mesure d'appui. En outre, l'État a procédé à des achats d'intrants agricoles et de fourrage pour soutenir la production alimentaire et pastorale.

Le redressement va exiger des efforts supplémentaires. Le Gouvernement a levé le couvre-feu au début de juin 2020²⁰. Tandis que les entreprises commencent à se remettre des effets de la crise sanitaire, le secteur privé et les pouvoirs publics se concentrent sur la manière de reconstruire en mieux, pour que les entreprises puissent être plus résilientes lors des prochaines crises.

La relance de l'économie commence avec l'amélioration de la compétitivité des compagnies. Les éléments probants recueillis par l'ITC (également dans d'autres pays) montrent que les entreprises les plus compétitives avant l'apparition de la COVID-19 sont aussi celles qui ont le mieux résisté²¹. Or, la pandémie ne sera pas le dernier choc à frapper les petites entreprises burkinabè. L'économie nationale est vulnérable aux aléas des précipitations, ainsi qu'aux fluctuations des prix au niveau mondial – d'un côté pour les exportations d'or et de coton, de l'autre pour les importations de pétrole²². Les leçons tirées de ce rapport vont profiter aux organisations d'appui aux entreprises et au Gouvernement, en leur fournissant les informations et les connaissances nécessaires pour créer un secteur des PME compétitif et résilient, capable de résister aux chocs futurs, quelles que soient leur nature ou leurs origines.

Les chapitres suivants présentent les facteurs qui rendent les compagnies plus compétitives en temps normal, et renforcent leur résilience lors des moments difficiles, leur permettant ainsi de survivre aux crises, que ce soit celle en cours ou celles à venir.



Chapitre 2

Améliorer les infrastructures en faveur de la compétitivité

Un meilleur usage des ressources grâce à l'amélioration de l'accès aux services publics	12
Disparités entre régions des services logistiques et de transport	14
Une bonne gestion des stocks réduit les pénuries d'intrants en temps de crise	16

Améliorer les infrastructures en faveur de la compétitivité

La compétitivité des entreprises est déterminée par une combinaison de facteurs à la fois internes et externes. Les éléments probants tirés de l'Enquête sur la compétitivité des PME indiquent que les entreprises burkinabè font preuve d'une bonne gestion de leurs affaires. Cependant, ils montrent aussi qu'un développement plus poussé des infrastructures dans le pays est nécessaire pour accroître leur efficacité, réduire leurs coûts et améliorer les livraisons. Les résultats de l'Enquête soulignent que les compagnies dont l'accès à l'électricité et à l'eau est intermittent produisent moins que les autres. Les données du Burkina Faso suggèrent que la faible qualité et les coûts élevés des services logistiques et de transport constituent une barrière à la livraison opportune des marchandises et aux exportations.

L'accès aux infrastructures de services et de transport est inégal entre les régions. Cela signifie que l'amélioration des infrastructures à travers le pays est pleinement justifiée, afin de stimuler la capacité d'utilisation et faciliter des exportations à valeur ajoutée. Dans un tel contexte, les entreprises burkinabè ont la possibilité de capitaliser sur les améliorations futures de l'écosystème des affaires, et de transformer le Burkina Faso en un pôle régional²³.

Dans la mesure où de plus en plus de consommateurs effectuent leurs achats en ligne, en raison des confinements et des mesures de distanciation sociale, et puisque les chaînes de valeur sont ainsi reconstruites et ré-évaluées, la fiabilité des livraisons de marchandise est devenue cruciale²⁴. Avec des chaînes d'approvisionnement éprouvées par la crise liée à la COVID-19, l'accès aux intrants et le renouvellement des stocks est devenu plus difficile. Cela fait de la gestion des stocks un instrument vital.

De fait, les compagnies burkinabè dotées d'une bonne gestion des stocks étaient plus à même de livrer leurs produits dans les délais, et ainsi mieux préparées pour affronter les problèmes soulevés par la pandémie. Les données de l'Enquête indiquent que les compagnies les plus petites tendent à avoir une gestion des stocks plus

faible que leurs homologues de plus grande taille. À cette lacune se sont ajoutées, pour les plus petites entreprises, des difficultés d'accès aux intrants durant la crise sanitaire. En conséquence, des formations en gestion des stocks permettraient au Burkina Faso de stimuler la compétitivité des petites entreprises, ainsi que leur résilience aux chocs.

Un meilleur usage des ressources grâce à l'amélioration de l'accès aux services publics

Pour atteindre leur pleine capacité de production et être compétitives sur les marchés national et international, les compagnies ont besoin d'un environnement d'affaires solide²⁵. En ce sens, des infrastructures adéquates, y compris un accès ininterrompu à l'électricité et à l'eau, à des tarifs raisonnables, constituent un facteur essentiel des processus de création de valeur au sein des entreprises²⁶.

En termes de prestation des services de base, les problèmes d'infrastructure constituent un obstacle majeur au développement du Burkina Faso. Moins de 20 % de la population du pays a accès à l'électricité, un des taux les plus bas au monde²⁷. Cela s'explique par un accès surtout insuffisant dans les zones rurales, puisque seuls 60 % des populations urbaines bénéficient d'un tel accès²⁸. En outre, les consommateurs connectés au réseau électrique font souvent l'expérience de délestage de charges et de baisse de tension²⁹.

Les éléments probants de l'Enquête confirment ces problèmes. La moitié des entreprises interrogées mentionnent la faible qualité de la fourniture en électricité (Figure 6, cadre a). Les données confirment également des disparités entre régions, les compagnies situées en dehors des régions centrales³⁰ faisant état d'une qualité plus faible des services électriques. De fait, moins d'un tiers des entreprises interrogées situées dans les régions centrales évaluent la qualité des services électriques comme faible, contre 68 % des entreprises des autres régions (Figure 6).

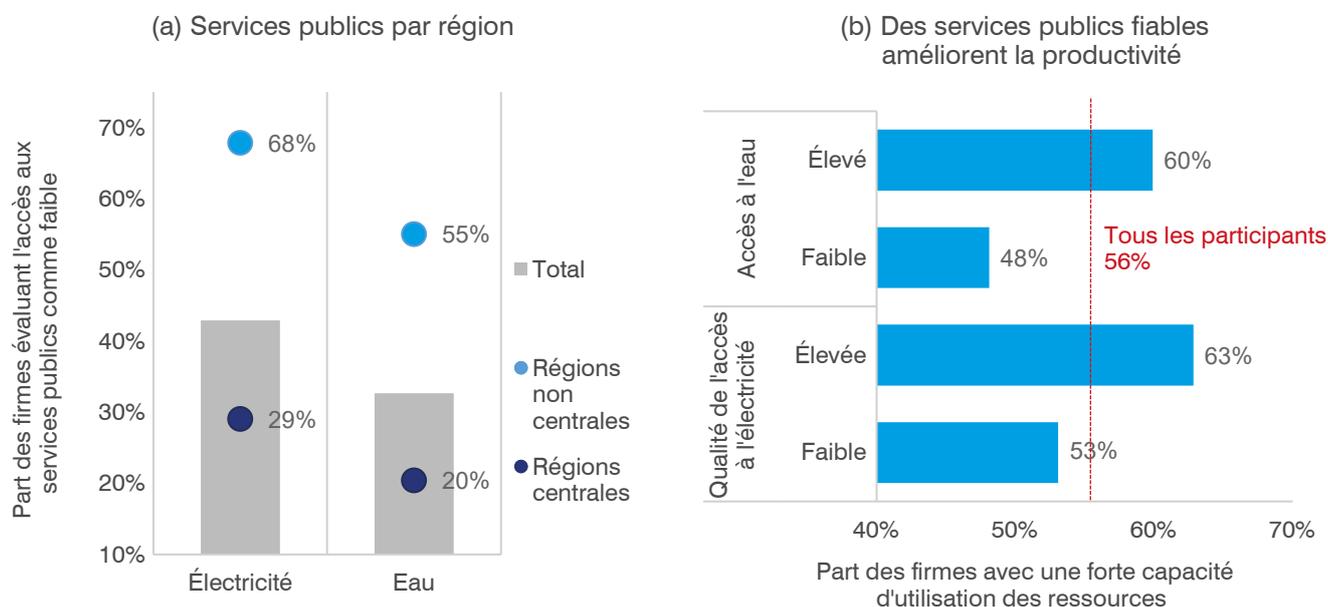
Par ailleurs, un tiers des entreprises burkinabè interrogées ont accès limité à l'eau, surtout dans les régions non centrales (Figure 6). Ce point est particulièrement préoccupant, dans la mesure où les changements climatiques ont accru les risques d'aléas naturels (précipitations limitées et non fiables, vagues de sécheresse et inondations plus fréquentes), exposant des secteurs économiques clés comme l'agriculture à une plus grande vulnérabilité³¹.

Or, l'accès à une fourniture fiable en électricité et en eau impacte directement la productivité des compagnies, et ce, à toutes les étapes opérationnelles de la création de valeur, depuis la logistique amont jusqu'à celle en aval³². Considérant la faible qualité et les coûts élevés des services publics au Burkina Faso, il n'est pas surprenant que, en moyenne, seuls 56 % des entreprises interrogées parviennent à une production d'au moins 75 % de leur capacité maximale (Figure 6, cadre b)³³.

Un accès fiable à l'eau et l'électricité permet aux compagnies de produire davantage. L'eau et l'électricité sont évidemment essentielles pour faire pousser les récoltes, élever les troupeaux et récolter les poissons, mais aussi pour transformer et préparer ces produits. Lorsque l'accès à l'électricité est satisfaisant, 63 % des entreprises interrogées affirment exploiter une part élevée de leur potentiel de production. Ce taux tombe à 53 % lorsque les compagnies doivent composer avec un accès à l'électricité de faible qualité.

De manière similaire, 60 % des entreprises interrogées disposant d'un accès fiable à l'eau font preuve d'une capacité élevée d'utilisation de leurs ressources, contre 48 % pour celles n'ayant qu'un accès limité (Figure 6, cadre b). En d'autres termes, ces résultats indiquent que les PME bénéficiant d'un bon accès aux services publics sont aussi plus compétitives.

Figure 6 Un accès fiable aux services publics améliore la productivité



Note: Les participants répondaient aux questions « Comment évalueriez-vous la qualité de votre accès à l'électricité ? »; et « Comment évalueriez-vous votre accès à l'eau en lien avec votre production ? ». Une qualité élevée de l'accès à l'électricité et un bon accès à l'eau sont notés 5 ou 6 sur une échelle allant de 1 (faible) à 6 (élevé). Les participants répondaient aussi à la question « L'année passée, quel pourcentage de la production maximale possible a-t-elle été produite par cette entreprise ? ». Ceux ayant évalué leur taux de production à 75 % ou plus sont classés comme ayant une capacité élevée d'utilisation de leurs ressources de production.

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Les petites entreprises burkinabè sont plus susceptibles de rencontrer des difficultés dans l'accès aux services publics. Environ 44 % des micros et petites entreprises interrogées évaluent la qualité de l'accès à l'électricité comme faible, contre 36 % des grandes compagnies. De manière similaire,

une part plus grande de micros et petites entreprises (35 %) évaluent l'accès à l'eau comme faible, en comparaison aux grandes compagnies (15 %). L'accès limité aux services publics se traduit par une plus faible utilisation des ressources de production par les petites entreprises.

De fait, les résultats de l'Enquête montrent que les micros et petites entreprises utilisent environ 64 % de leurs ressources de production. À l'inverse, les moyennes et grandes entreprises affichent un taux supérieur d'au moins 12 points de pourcentage.

Améliorer l'accès des entreprises aux services publics en dehors des régions centrales est primordial pour le développement économique du Burkina Faso. Cela permettrait d'accroître la productivité des PME et de réduire la pauvreté. À cet égard, le fait que le pays soit bien positionné pour adopter des sources d'énergie alternatives est encourageant. Dans un pays fortement ensoleillé, et en tenant compte de la baisse des prix des équipements et matériel solaire (baisse des taxes sur l'importation d'équipements solaires au Burkina), les petites compagnies ont l'opportunité d'établir des petites centrales solaires. De tels investissements sont déjà en cours, de nombreux opérateurs du secteur minier construisant leur propre centrale solaire indépendante³⁴. À moyen et long terme, l'énergie solaire, utilisée comme facteur de production pourrait impulser l'industrialisation à travers la transformation locale à moindre coût.

Disparités entre régions des services logistiques et de transport

Le Burkina Faso est un petit pays sans littoral, dépendant des ports de ses pays voisins pour ses échanges internationaux³⁵. Pour les entreprises burkinabè, la connectivité internationale et l'intégration régionale sont donc des éléments vitaux³⁶. En effet, tandis que les coûts du transport représentent 10 à 15 % du prix de revient des marchandises dans les pays côtiers, ils représentent entre 25 et 45 % du prix de revient au Burkina Faso³⁷.

Les corridors de transport jouent par conséquent un rôle central pour relier le Burkina Faso à ses voisins. Les principaux corridors internationaux reliant le pays à ses voisins sont le corridor routier Ouagadougou-Lomé (vers le Togo), le corridor routier Ouagadougou-Tema (vers le Ghana), le corridor routier Ouagadougou-Niamey (vers le Niger), et les corridors routier et ferroviaire Ouagadougou-Abidjan (vers la Côte d'Ivoire)³⁸. Ces corridors traversent différentes régions du Burkina Faso.

Tableau 1 Les corridors internationaux ne traversent pas toutes les régions

Région	Corridor international
Centre	Tous les corridors
Cascades	
Centre-Ouest	Ouagadougou-Abidjan
Haut-Bassins	
Centre-Est	Ouagadougou-Lomé
Centre-Sud	Ouagadougou-Tema
Est	
Plateau-Central	Ouagadougou-Niamey
Boucle du Mouhoun	
Centre-Nord	
Nord	Pas de corridor
Sahel	
Sud-Ouest	

Source: Banque mondiale (2019).



La situation géographique du Burkina Faso présente cependant aussi une opportunité étant donné sa place centrale au sein de la région. Le pays partage plus de 3 000 kilomètres de frontières avec ses six voisins directs, dont cinq font partie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. À ce titre, le Burkina Faso pourrait se positionner en tant que pôle de transit naturel en Afrique de l'Ouest³⁹

Conscient de l'importance de ses réseaux routier et ferroviaire, le pays a déjà amélioré son infrastructure de transport. Ainsi, à peu près 96 % des routes asphaltées du Burkina Faso sont jugées dans un état passable à bon, contre une moyenne de 86 % dans les pays à faibles revenus⁴⁰. Cependant, seuls 20 % du réseau routier est bitumé⁴¹.

Des investissements considérables sont donc encore nécessaires dans l'infrastructure des transports pour aider le Burkina Faso à réaliser son potentiel. Moins de 25 % de la population rurale vit à moins de deux kilomètres d'une route praticable en toute saison, un des taux les plus bas d'Afrique⁴². De fait, la moitié des entreprises interrogées évaluent la qualité des infrastructures de transport comme faible, et presque 27 % qualifient les services logistiques comme étant médiocres (Figure 7). En outre, la majorité de ces entreprises (69 %) estiment que les services logistiques sont trop coûteux. Ces frais non négligeables viennent s'ajouter au coût global des activités commerciales, un des plus élevés dans la région⁴³.

Les résultats de l'Enquête sur la compétitivité des PME soulèvent également un point intéressant: la proximité avec les corridors internationaux influence positivement la perception de la qualité des infrastructures de transport et des services logistiques du pays. Dans les régions à l'écart de ces corridors, 73 % des entreprises jugent cette qualité comme étant médiocre, contre 44 % de celles dans les régions traversées par ces corridors internationaux.

De même, alors que 53 % des compagnies à l'écart des corridors estiment que les services logistiques sont de faible qualité, ce taux n'est que de 24 % pour celles situées dans les régions traversées par ces corridors (Figure 7). De plus, les services logistiques s'avèrent être plus onéreux pour les entreprises situées à l'écart des corridors internationaux (77 %, contre 67 % pour les autres).

Figure 7 Des services logistiques et de transport précaires hors des corridors internationaux



Note: Les participants répondaient aux questions « Évaluez la qualité des infrastructures de transport dans votre région. »; « Évaluez la qualité des services offerts par les entreprises de services logistiques que cette entreprise utilise. »; et « Évaluez les coûts des services offerts par les entreprises de services logistiques auxquelles cette entreprise fait appel. ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Les services logistiques et de transport sont cruciaux pour les délais de livraison, ce qui détermine si une firme peut exporter ses biens⁴⁴ ou pas. Des recherches précédentes ont souligné les difficultés en matière de transport pesant sur les exportations burkinabè de produits frais, ainsi que de produits secs, tels que l'anacarde⁴⁵. L'analyse des données de l'Enquête montre bien que les compagnies ayant une très bonne opinion de la qualité des infrastructures de transport et des services logistiques sont aussi plus efficaces pour livrer leurs biens dans les délais, au contraire de leurs homologues ayant une piètre opinion. Les entreprises des régions traversées par les corridors internationaux, de par leur accès à une meilleure infrastructure, ont deux fois plus de chances d'exporter que les autres.

En conséquence, des investissements massifs dans les infrastructures de transport devraient donc être réalisés afin d'offrir davantage d'opportunités commerciales

aux entreprises des régions à l'écart des corridors internationaux. Cela pourrait faciliter l'intégration régionale et les échanges, et permettre aux petites entreprises des zones reculées de tirer profit de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine.

Une bonne gestion des stocks réduit les pénuries d'intrants en temps de crise

La compétitivité des PME burkinabè dépend également de facteurs internes, tels que de bonnes pratiques de gestion. Les éléments probants tirés de l'Enquête indiquent que, de manière générale, les entreprises font preuve d'une bonne gestion globale de l'entreprise. En atteste, par exemple, le fait que 89 % des entreprises conservent leurs données

économiques, 71 % sont confiantes en leur capacité à préparer un plan commercial, et 71 % ont une bonne gestion de leurs stocks.

Le niveau d'efficacité en gestion des stocks impacte directement les capacités de production et de livraison d'une compagnie⁴⁶. Des études antérieures ont montré qu'une gestion des stocks flexible est un facteur important d'optimisation des ressources, permettant d'éviter des processus de production erratiques⁴⁷. Confirmant ces observations, les éléments probants tirés de l'Enquête indiquent que les entreprises burkinabè dotées d'une bonne gestion des stocks sont plus à même de livrer leurs produits dans les délais, les plaçant en meilleure position pour gérer les difficultés soulevées par la pandémie. Ainsi, environ

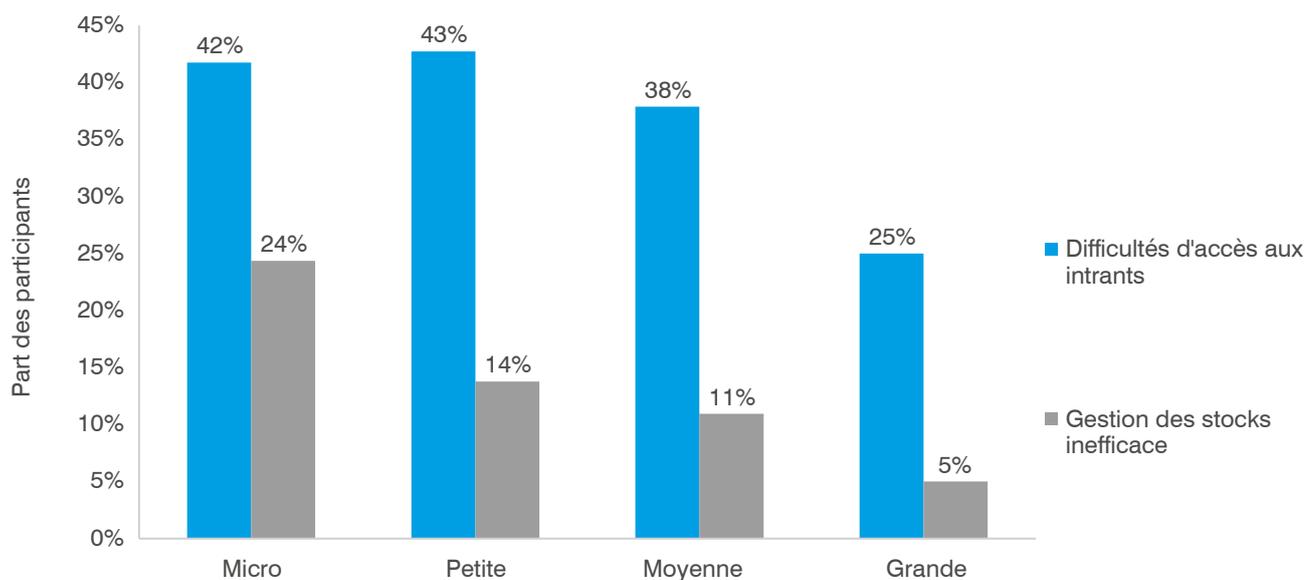
78 % des entreprises dotées d'un système d'inventaire efficace déclarent avoir livré à temps au moins trois quarts de leurs marchandises. Ce taux tombe à 62 % lorsque la gestion des stocks des entreprises est insuffisante.

Les entreprises dotées d'une gestion des stocks efficace sont aussi mieux placées pour résister à la crise liée à la COVID-19, parce qu'elles tendent à mieux sécuriser leur accès aux intrants. Les micros et petites compagnies, dotées d'une gestion de leurs stocks plus faible que les compagnies plus grandes, rencontrent également des difficultés à accéder aux intrants en raison de la crise sanitaire. Plus de 40 % des micros et petites compagnies étaient confrontées à ce problème, contre un quart pour les entreprises plus grandes.





Figure 8 Une gestion des stocks inefficace entrave l'accès aux intrants



Note: Les participants répondaient aux questions « Évaluez l'efficacité de la gestion des stocks de cette entreprise. »; « Quels sont les principaux effets de la COVID-19 sur votre activité? »; et « Quels sont vos effectifs salariés? ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME et celles de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Il est intéressant de noter la différence de priorité des firmes au moment où la crise liée à la COVID-19 a surgit, entre celles habituellement dotées d'une capacité élevée de production et celles dont la productivité était plus faible (moins de 75 % d'utilisation des capacités de production). Les premières étaient préoccupées par des facteurs externes et à plus long terme, notamment l'approvisionnement en intrants et la baisse des ventes. Les deuxièmes se sont concentrées sur des problèmes plus internes et surtout sur leur survie à court terme. Parmi ces dernières, une proportion relativement élevée s'attendait à voir leur taux de production diminuer, et s'inquiétait de leur accès aux financements.

Il peut s'avérer dangereux de laisser ces PME se débattre seules avec leurs problèmes de productivité, d'accès à l'électricité et ceux inhérents aux infrastructures déficientes, en ce que cela comporte des risques systémiques pour l'économie togolaise. Étant plus vulnérables aux chocs, ces entreprises sont en temps de crise incapables de maintenir leur production et de joindre les deux bouts. Dans la mesure où elles interviennent dans la chaîne de valeur comme fournisseurs d'intrants pour les autres compagnies, l'arrêt de la production, voire la faillite en temps de crise, comporte un risque majeur d'effets en cascade, qui pourrait affecter même les entreprises plus grandes et plus solides qui dépendent de ces intrants.

Perspectives politiques: Investir dans les infrastructures pour des exportations à valeur ajoutée

Les infrastructures sont primordiales à la compétitivité des entreprises. Elles sont aussi partie intégrante de la solution pour apporter davantage de valeur ajoutée et permettre une transformation structurelle de l'économie burkinabè.

Les exportations burkinabè se concentrent sur les matières premières, le coton et l'or comptant pour 80 % des marchandises exportées. Or, la production de ces matières premières ne produit que des liens limités en amont et en aval, et ne permet donc pas de stimuler la transformation du reste de l'économie. Ces biens à faible valeur ajoutée peuvent être expédiés relativement facilement, et courent moins le risque d'être endommagés par des transports ou une logistique de mauvaise qualité. La littérature économique confirme bien que les entreprises des régions pauvres en infrastructures invoquent précisément ces mêmes raisons pour justifier la concentration de leurs activités sur des matières premières.

Dans ce cadre, investir dans l'amélioration des infrastructures permettrait au Gouvernement d'ouvrir de nouvelles opportunités pour les entreprises, en exploitant tout leur potentiel dans des exportations à forte valeur ajoutée. Avec une fourniture fiable d'eau et d'électricité,

ainsi que des routes plus sûres, les compagnies peuvent mettre à niveau leur production, et de là, proposer des produits transformés plus lucratifs, plus à même de pénétrer les marchés étrangers.

Les résultats présentés dans ce chapitre soulignent comment les défaillances des transports et des services publics dans les zones reculées peuvent miner la compétitivité des entreprises de ces régions. Étendre l'accès à des services publics et de transport abordables et fiables, tout en offrant des formations en gestion, peut stimuler la contribution d'un plus grand nombre de compagnies isolées, les rendant assez compétitives pour leur permettre de se relier aux chaînes d'approvisionnement nationales et internationales. Ce point est particulièrement pertinent en regard de l'inclusion de la transformation structurelle du Burkina Faso.

À mesure que le pays construit davantage de routes et de chemins de fer, les entreprises burkinabè ont l'opportunité de capitaliser sur leur potentiel, en proposant des produits en coton à plus forte valeur ajoutée, tels que des fils et des textiles, ainsi qu'en transformant dans le pays d'autres produits agricoles, tels que des fruits et des noix.

Source: Nordas, H., K., E. Pinali et M. Geloso Grosso (2006). « Logistics and Time as a Trade Barrier ». *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 35. Publication OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/664220308873>; Newfarmer, R.S., J.M. Page et F. Tarp (Eds.) (2018). *Industries without smokestacks: Industrialization in Africa reconsidered* (première édition). Oxford University Press; Morris, M., R. Kaplinsky et D. Kaplan (2012). *One Thing Leads to Another: Promoting Industrialisation by Making the Most of the Commodity Boom in Sub-Saharan Africa* (première édition). Lulu.com.



Chapitre 3

Exploiter la certification pour réussir sur les marchés étrangers

Un meilleur usage des ressources grâce à l'amélioration de l'accès aux services publics	22
Disparités entre régions des services logistiques et de transport	23
Une bonne gestion des stocks réduit les pénuries d'intrants en temps de crise	25

Exploiter la certification pour réussir sur les marchés étrangers

Les normes et les certifications sont essentielles aux échanges internationaux et à la participation aux chaînes de valeur internationales⁴⁸. Les marchés internationaux sont notoires pour leurs exigences rigoureuses en matière de qualité, mais les marchés régionaux et même nationaux affichent de plus en plus les mêmes exigences. Pour les acheteurs, la certification à une norme constitue la preuve de la qualité des conditions de production d'un produit ou d'un service.

L'importance de la certification va sans doute encore s'affirmer, au moment où la crise liée à la COVID-19 engendre l'accroissement de la production d'équipements de santé. Le respect des normes sera donc crucial pour accéder aux marchés⁴⁹. De nombreux pays ont déjà adopté des normes plus strictes vis-à-vis de leurs importations, comme le reflètent les notifications soumises à l'Organisation mondiale du commerce par ses États membres, dont les deux tiers, au 1^{er} décembre 2020, concernaient des normes et des réglementations⁵⁰.

Les éléments probants tirés de l'Enquête sur la compétitivité des PME montrent que, bien que la certification demeure peu répandue parmi les entreprises burkinabè, celles qui sont certifiées en tirent un bénéfice certain. Les entreprises certifiées sont deux fois plus productives (en termes de vente par travailleur) et ont plus de chances d'exporter leur production que les compagnies sans certification. Ce point vaut d'être noté, car les exportateurs burkinabè se sont montrés plus aptes que les non exportateurs à adopter des stratégies de résilience pour affronter la crise.

Malheureusement, de nombreuses entreprises, et surtout des micros et petites entreprises, ont du mal à accéder aux informations sur la certification. Un des moyens d'augmenter le taux de certification parmi les compagnies burkinabè consiste à promouvoir la coopération entre elles. En effet, une communication régulière avec ses pairs peut aider à dépasser certaines difficultés qui freinent la certification. Les données de l'Enquête indiquent que les entreprises en contact étroit avec les homologues de leur secteur ont plus de chances d'obtenir les informations nécessaires pour accéder à la certification.

Les associations sectorielles peuvent jouer un rôle central dans la promotion d'échanges constructifs entre les compagnies. En agissant comme un pôle capable de relier les entreprises entre elles, et comme une plateforme où les experts partagent leurs connaissances sur différents sujets commerciaux, ces associations ont le potentiel de faciliter la coopération et le partage d'informations sur la certification.

Un usage limité des certifications reconnues

Des études antérieures ont montré que la conformité aux normes internationales favorise des taux de productivité plus élevés, car elle pousse à améliorer les processus de gestion et de production⁵¹. Cela se confirme au Burkina Faso, où les entreprises certifiées sont deux fois plus productives, en termes de ventes par travailleur, que celles sans certification. En outre, les certificats aident aussi les entreprises à concurrencer sur les marchés internationaux, en agissant comme un mécanisme fiable signalant la qualité de l'entreprise. Ces signaux envoyés aux acheteurs sur la qualité ou les caractéristiques d'une compagnie ou d'un procédé de production stimulent la compétitivité et donc les exportations des celles-ci⁵².

Les produits agricoles, tels que le coton, les fruits, les noix et les graines oléagineuses ont un potentiel considérable de développement des exportations burkinabè. L'adoption de normes rendrait les petits fermiers burkinabè plus compétitifs, faciliterait leur accès aux marchés internationaux, et renforcerait leur contribution à l'emploi, en quantité et en qualité.

Malgré de tels bénéfices, seul un tiers des entreprises interrogées sont certifiées selon une norme reconnue à l'international.

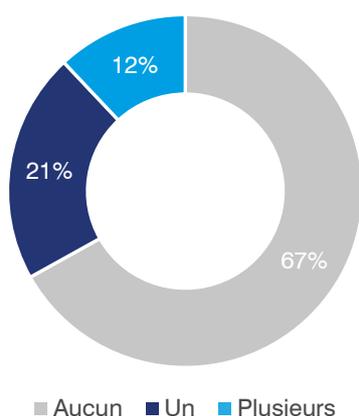
Pour les entreprises burkinabè, la certification est un moyen de concurrencer sur les marchés internationaux. De ce fait, celles qui sont certifiées ont deux fois plus de chances d'exporter que celles sans certification. Les certifications

les plus populaires sont celles de la conformité aux normes internationales de qualité, en particulier parmi les entreprises du secteur industriel et celles exportant vers

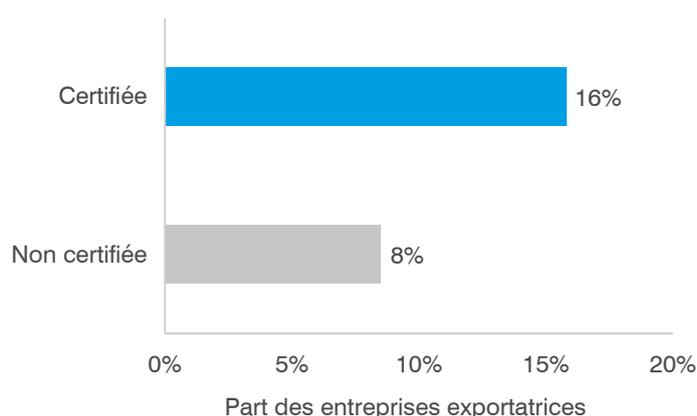
l'Europe. Les normes les plus répandues sont les normes biologiques, celles émanant de l'Organisation internationale de la normalisation, et celles du commerce équitable.

Figure 9 Seul un tiers des entreprises sont certifiées à l'international

(a) Nombre de certificats détenus par les entreprises



(b) Les entreprises certifiées sont mieux placées pour exporter



Note: Les participants répondaient à la question « Le principal produit ou service de cette entreprise détient-il l'un des types de certificats suivants reconnus à l'échelle internationale ? ». Les exportateurs sont des compagnies dont les ventes directes à l'export représentent plus de 10 % de leurs ventes totales.

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

De faibles niveaux de certification freinent le développement des exportations. Seuls 11 % des entreprises exportent, mais 40 % de celles qui n'exportent pas expriment un intérêt pour l'exportation. La certification est particulièrement difficile à obtenir pour les petites entreprises et celles du secteur informel. Seuls 23 % des microentreprises et 32 % des petites entreprises sont certifiées avec de certificats reconnus à l'échelle internationale, contre 52 % des entreprises de taille moyenne et 54 % des grandes.

Les entreprises burkinabè dirigées par des femmes présentent également des taux de certification plus faibles que leurs homologues dirigés par des hommes, et ont deux fois moins de chances d'exporter. Des études antérieures ont montré que les femmes exportatrices tendent à être plus productives que leurs collègues masculins, employer davantage de personnel, proposer une meilleure rémunération et faire état d'un niveau de ventes au-dessus de la moyenne. En conséquence, aider les entreprises dirigées par des femmes à se faire certifier constitue une opportunité considérable de croissance économique pour le Burkina Faso.

Les écarts de prévalence de la certification s'expliquent en partie par ses coûts élevés. Pour deux entreprises burkinabè sur trois, les coûts des services des autorités de contrôle des produits, de certification et d'inspection, sont élevés, voire très élevés. Ces coûts élevés, combinés au fait que les compagnies plus petites, informelles ou dirigées par des femmes sont confrontées à de nombreuses autres contraintes financières (voir chapitre 4), rend la certification particulièrement difficile, et par suite la possibilité d'exporter aussi⁵³. Cependant, les éléments probants tirés de l'Enquête montrent que la coopération entre entreprises peut lever certaines de ces barrières à la certification.

La coopération entre entreprises aide au partage d'informations et à la certification

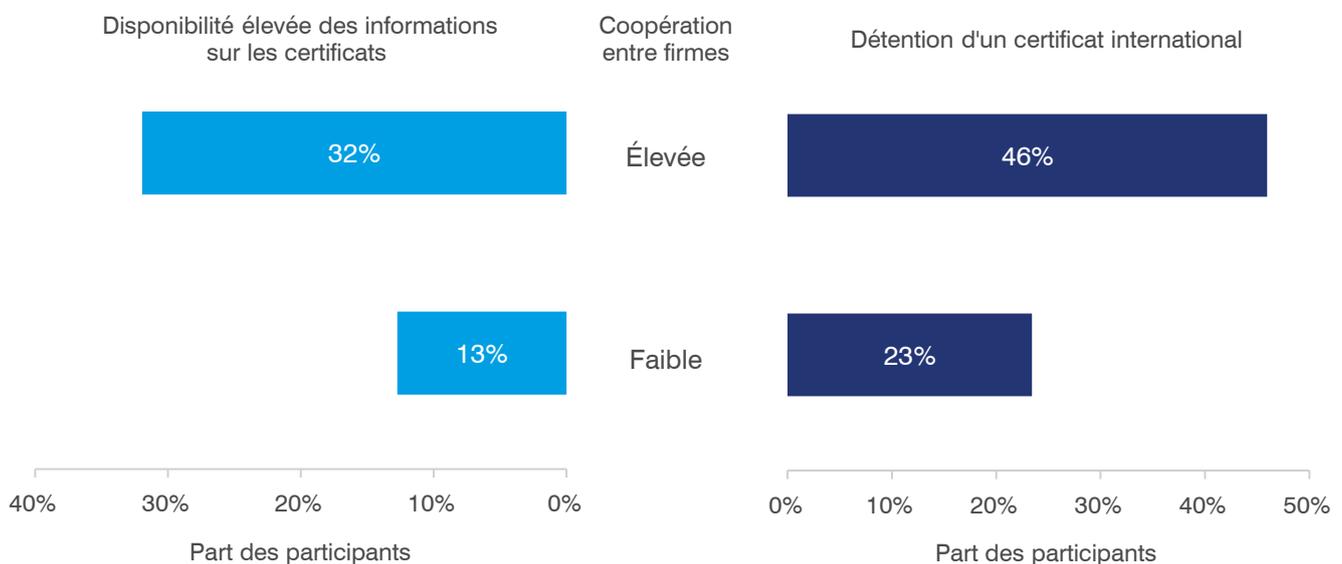
L'obtention d'informations sur les normes et les réglementations peut s'avérer difficile, surtout pour les compagnies plus petites⁵⁴. Ce point est confirmé par les données de l'Enquête, qui montrent que les entreprises burkinabè non certifiées identifient l'accès aux informations

et le coût de la démarche comme étant les principales difficultés au processus de certification. En effet, plus de la moitié des entreprises interrogées considèrent la disponibilité d'informations sur les normes et les certificats comme étant insuffisante, voire très insuffisante, tandis que seuls 21 % d'entre elles pensent que l'information disponible est de bonne qualité (Figure 10).

La collaboration entre les entreprises permet de lever certaines barrières à l'information sur la certification. L'Enquête révèle que les compagnies collaborant avec

d'autres entreprises de leur secteur tendent à se montrer mieux informées sur les certificats et les normes. Par exemple, seuls 13 % des entreprises ayant un faible niveau de collaboration ont néanmoins obtenu des informations sur les procédures de certification, tandis que ce taux est pratiquement triplé (32 %) parmi les compagnies collaborant régulièrement avec leurs pairs (Figure 10, côté gauche). Il en résulte que près de la moitié des entreprises coopérant avec d'autres compagnies de leur secteur pour résoudre leurs problèmes communs sont certifiées, contre 23 % des entreprises isolées.

Figure 10 La coopération aide les entreprises à se faire certifier



Note: Les participants répondaient aux questions « Le principal produit ou service de cette entreprise détient-il l'un des types de certificats suivants reconnus à l'échelle internationale ? » ; « Dans quelle mesure les entreprises actives dans votre secteur collaborent-elles pour résoudre des problèmes communs ? » ; et « Évaluez la disponibilité d'informations nationales sur les normes et les certificats relatifs au produit ou service principal de cette entreprise. ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Il faut aussi que les dirigeants des petites entreprises soient capables de digérer et d'utiliser constructivement ces informations. L'assistance technique est donc essentielle au succès de l'adoption de normes. En ce sens, l'ITC et ses partenaires, tels que l'Organisation internationale de normalisation, l'Institut national de métrologie allemand et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, fournissent des informations pratiques aux PME pour les aider à comprendre les normes et les exigences techniques. Cela peut prendre la forme d'ateliers de formation, d'outils, de guides et de bulletins d'information.

Par ailleurs, en agissant comme un pôle pour relier entre elles les entreprises, et comme plateforme où les experts partagent leurs connaissances sur différents sujets commerciaux, les associations sectorielles peuvent faciliter la coopération et le partage d'informations⁵⁵. La levée des barrières à la certification peut aider les entreprises à concurrencer sur les marchés internationaux⁵⁶. Comme le démontre la section suivante, l'exposition internationale sera particulièrement importante pour appuyer la reprise économique une fois la crise sanitaire passée.



Les exportateurs sont durement touchés par la crise, mais plus résilients

Les entreprises actives à l'international ont été les plus durement touchées par les effets de la pandémie de COVID-19. Cependant, ces entreprises tendent aussi à se montrer plus compétitives, plus flexibles et plus résilientes⁵⁷. À l'heure où la reprise s'amorce au Burkina Faso et sur les marchés d'exportation, de nombreux exportateurs burkinabè s'efforcent de s'adapter afin de survivre, de surmonter les problèmes générés par la crise sanitaire, et de renouer avec la croissance.

L'analyse des données tirées de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire confirme que les exportateurs ont été davantage affectés dès le début de la pandémie. Comparés aux non exportateurs, ils avaient plus de probabilités de voir leurs ventes baisser, d'expérimenter des difficultés d'accès

aux intrants et des problèmes de liquidité. Ainsi, environ 84 % des exportateurs ont fait part d'une chute de leurs ventes, 58 % ont affirmé avoir des difficultés d'accès aux intrants, et 71 % ont été confrontés à des problèmes de trésorerie. À l'inverse, 79 % des non exportateurs ont vu leurs ventes décliner, 39 % ont eu du mal à accéder aux intrants, et 65 % ont dû faire face à des problèmes de trésorerie.

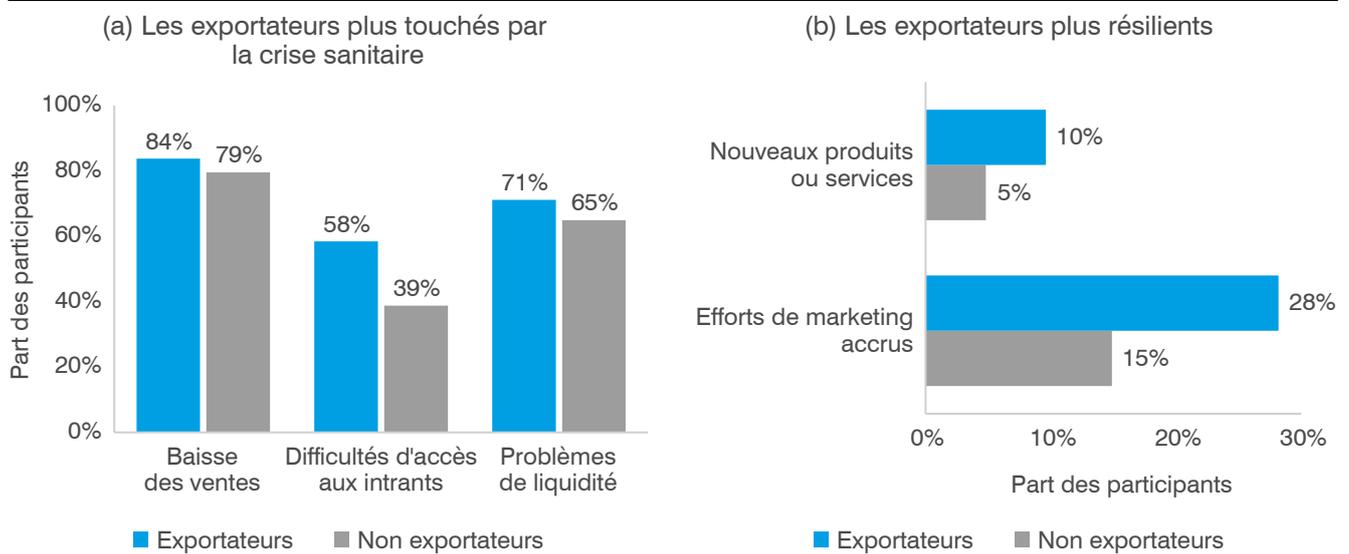
Malgré tout, les exportateurs étaient mieux positionnés que les non exportateurs pour affronter la tourmente. D'une part, parce que leurs revenus dépendent des ventes effectuées dans le pays et à l'étranger, les exportateurs s'exposent aux effets économiques des confinements, à la fois dans leur propre pays et dans les pays partenaires. D'autre part, la diversification des marchés peut jouer en leur faveur, les rendant plus résilients aux chocs. Ce dernier point est confirmé par des recherches récentes, qui montrent que le fait de concentrer la production dans un pays unique n'est pas sans risque, puisque ce pays peut subir des chocs qui lui sont spécifiques⁵⁸.

Dans le cadre des activités d'exportation, les compagnies établissent des relations d'affaires, qui peuvent s'avérer précieuses en temps de crise. Par exemple, elles ont pu être amenées à contacter des agences gouvernementales pour obtenir des rabais tarifaires, à contacter des fournisseurs en cas d'urgence, et à construire des liens de marché solides. Les exportateurs burkinabè étaient de fait mieux positionnés que les non exportateurs pour adopter des stratégies de résilience à la crise sanitaire. Les données illustrent bien ce fait, en montrant que les compagnies exportatrices étaient deux fois plus

susceptibles que les entreprises non exportatrices de créer de nouveaux produits ou services, et presque deux fois plus en mesure d'intensifier leurs efforts de marketing.

Ces résultats soulignent une fois de plus l'importance de la certification. En effet, la levée des barrières à la certification pourrait aider les entreprises à s'engager sur les marchés internationaux. En retour, cela leur permettrait de diversifier leur portefeuille de fournisseurs et d'acheteurs, devenant ainsi plus résilientes aux chocs futurs.

Figure 11 Les exportateurs sont plus touchés par la crise, mais aussi plus résilients



Note: Les participants répondaient aux questions « Votre entreprise exporte-t-elle ? », « Quels sont les principaux effets de la COVID-19 sur votre activité ? », et « Pour faire face à la crise, avez-vous adopté une des stratégies suivantes ? ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.





© Shutterstock

Perspectives politiques: Améliorer la certification

D'après les éléments de l'Enquête, une des principales faiblesses des PME Burkinabè réside dans leur faible taux de certification. L'accès aux informations sur l'exigence des marchés en termes de qualité pourrait être amélioré en encourageant des entreprises concurrentes à coopérer. Il faudra cependant aussi fournir un appui à la certification, si on veut que les petites entreprises puissent signaler la qualité de leurs produits à de nouveaux acheteurs étrangers.

Les institutions gouvernementales et de développement ont ici un rôle à jouer, pour appuyer les processus de certification – en particulier vis-à-vis des PME qui ont souvent besoin de financements et d'assistance de la part des acheteurs pour se lancer. En l'absence d'acheteur disposé à financer la certification, l'appui institutionnel peut faire toute la différence.

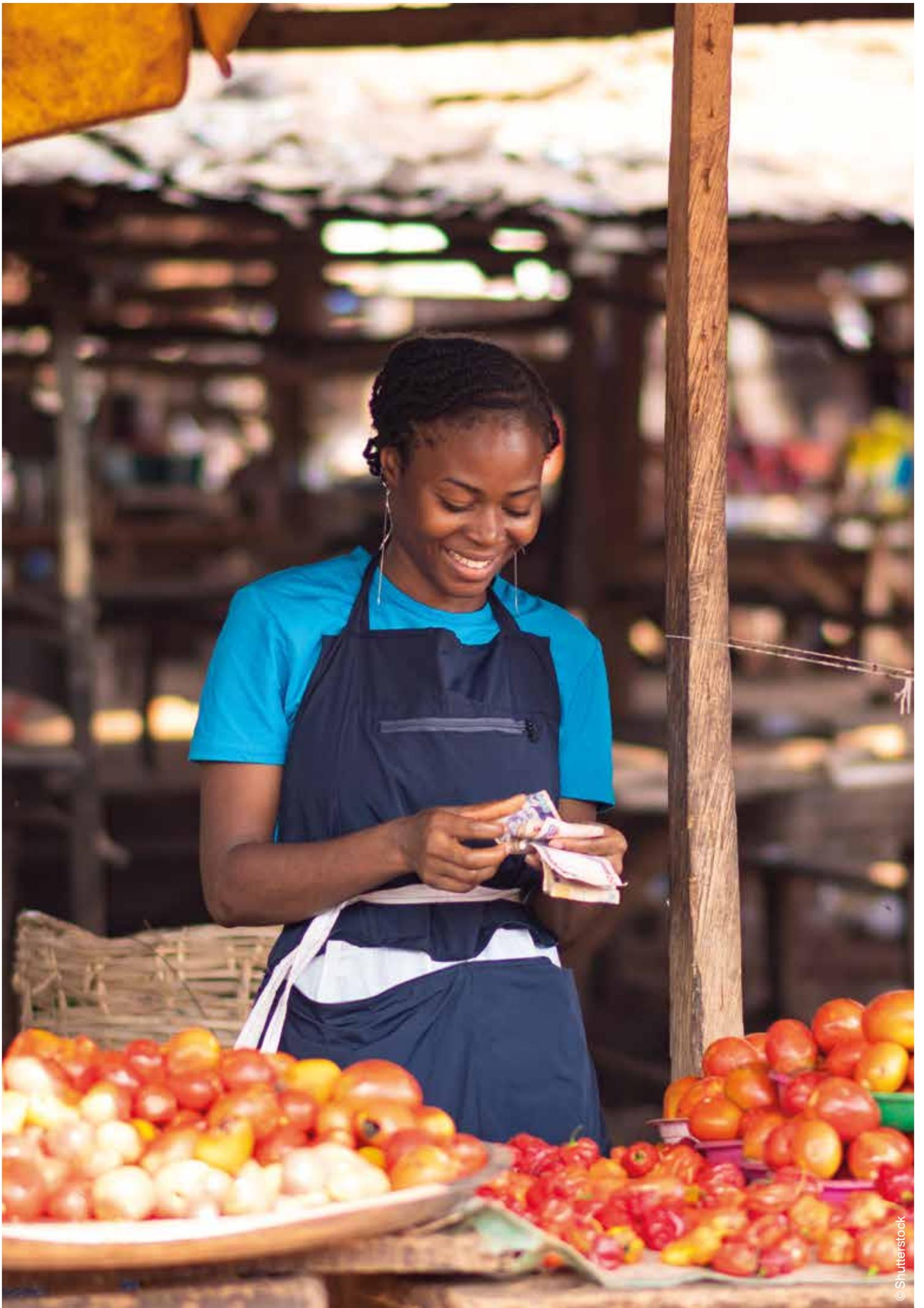
La certification devient d'autant plus cruciale au moment de la reprise économique post COVID-19, en particulier lorsque les chaînes de valeur internationales se réorganisent et les échanges internationaux reprennent. Les normes de production sanitaire vont probablement devenir des priorités pour les acheteurs. Des certifications en qualité sanitaire

pourraient donc donner un avantage aux entreprises burkinabè dans un marché mondial en pleine reprise.

L'adoption de normes par les PME africaines – comme au Kenya et au Maroc – a alimenté la croissance de leurs exportations agricoles. La région regorge d'exemples, dont les leçons peuvent être tirées.

Le Burkina Faso dispose d'un avantage comparatif potentiel dans plusieurs cultures de rente, telles que les fruits (surtout les mangues) et les légumes (avec les oignons, les tomates, les pommes de terre et les haricots). La demande pour ces produits – et en particulier la demande en produits biologiques – est forte, à la fois dans les pays côtiers ouest-africains et ceux d'Europe. Par exemple, l'ITC (grâce à son outil *Export Potential Map*) estime que le Burkina Faso dispose d'un potentiel d'exportation non exploité vers l'Europe de 24 millions de dollars en goyaves, mangues et mangoustans. Pour tirer parti de ces sources potentielles de croissance, les fermiers burkinabè devraient considérer des certifications pertinentes telles que le commerce équitable. Cela permettrait aussi de diversifier les exportations du pays.

Sources: ITC (2019). *Promoting SME Competitiveness in Kenya: Targeted Solutions for Inclusive Growth*. Genève, Suisse: Centre du commerce international; ITC (2019a). *Enquête sur la compétitivité des PME exportatrices au Maroc*. Genève, Suisse: Centre du commerce international; ITC, *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, op. cit.



Chapitre 4

Avancer sur l'inclusion financière

Une gestion financière solide renforce la résilience aux chocs	31
Améliorer la qualité des services financiers	33
Des solutions numériques pour l'inclusion financière	35

Avancer sur l'inclusion financière



La croissance et la survie des PME sont étroitement liées à leur capacité à accéder aux financements⁵⁹ et à une gestion financière disciplinée⁶⁰. Pour de nombreuses petites entreprises du Burkina Faso, à la fois l'accès et la gestion demeurent problématiques, freinant leur compétitivité et limitant leur résilience.

L'Enquête sur la compétitivité des PME réalisée au Burkina Faso montre que trois entreprises sur cinq ont une bonne gestion financière. Il existe toutefois des disparités dans la qualité de cette gestion financière, entre la taille des compagnies et entre les secteurs. Les microentreprises et les entreprises du secteur agricole, en particulier, sont confrontées à des problèmes de gestion des flux de trésorerie.

L'analyse des données de l'Enquête révèle par ailleurs que la possession d'un compte bancaire incite à une gestion financière plus solide. Une bonne gestion financière est précieuse en temps normal, et elle l'est encore davantage en période de crise. Parmi les compagnies interrogées sur la crise sanitaire, celles disposant d'une bonne gestion financière ont été moins confrontées aux contraintes de ressources, en comparaison de celles dotées de faibles pratiques en la matière.

Cependant, les données de l'Enquête révèlent qu'une entreprise sur cinq ne dispose pas de compte bancaire. Cela s'explique d'une part par l'inadéquation entre l'offre de services bancaires (coût et condition d'accès au crédit) et les besoins réels des PME, et d'autre part par

le fait que les entreprises personnes physiques n'ont pas l'obligation de disposer d'un compte bancaire à leur création, contrairement aux entreprises personne morale. En moyenne, un tiers des entreprises affirment que la qualité des services financiers est faible, indiquant par là qu'il existe une marge de progression pour assurer l'accès aux financements du secteur privé.

Les banques traditionnelles seront toujours centrales dans le système burkinabè de financement des entreprises, mais d'autres options financières sont indispensables⁶¹. Par exemple, les paiements numériques offrent une réelle opportunité aux entreprises de résoudre leurs nombreuses difficultés financières, tout en renforçant leur inclusion financière. Si les comptes en banque numériques sont plus faciles à ouvrir que les comptes traditionnels, les établissements en ligne mettent en avant comme les autres le besoin d'une bonne gestion financière. De fait, les entreprises possédant des comptes bancaires en ligne tendent à conserver soigneusement leurs données comptables, et à mieux gérer leurs flux de trésorerie que leurs homologues sans compte bancaire.

Il existe néanmoins encore un écart de genre dans l'utilisation des paiements numériques. Le taux de détention de téléphone mobile croît considérablement au Burkina Faso, mais davantage chez les hommes que chez les femmes. En conséquence, la promotion de services financiers numériques va également exiger des efforts assidus pour combler cet écart de genre.

Une gestion financière solide renforce la résilience aux chocs

La gestion financière est essentielle à la compétitivité. Pour éviter les problèmes de liquidité à court terme – une cause potentielle de fermeture des PME – les entreprises doivent suivre et gérer les flux de recettes et de dépenses⁶². Car en fin de compte, sans cette capacité à gérer leurs flux de trésorerie, elles risquent fort de manquer de liquidités pour payer leurs factures.

Trois entreprises burkinabè sur cinq affirment avoir une excellente gestion de leur trésorerie. Toutefois, le degré de gestion financière varie considérablement en fonction des caractéristiques de la compagnie, telles que sa taille, le secteur d'activité, l'âge du gérant principal et la région dans laquelle elle opère. Par exemple, seuls 38 % des microentreprises gèrent correctement leur trésorerie, tandis que la quasi-totalité des grandes entreprises ont une forte

capacité à gérer la leur. De manière similaire, un fermier sur quatre fait part d'une faible capacité à gérer sa trésorerie, contre respectivement 11 % et 19 % des compagnies dans les secteurs de l'industrie et des services.

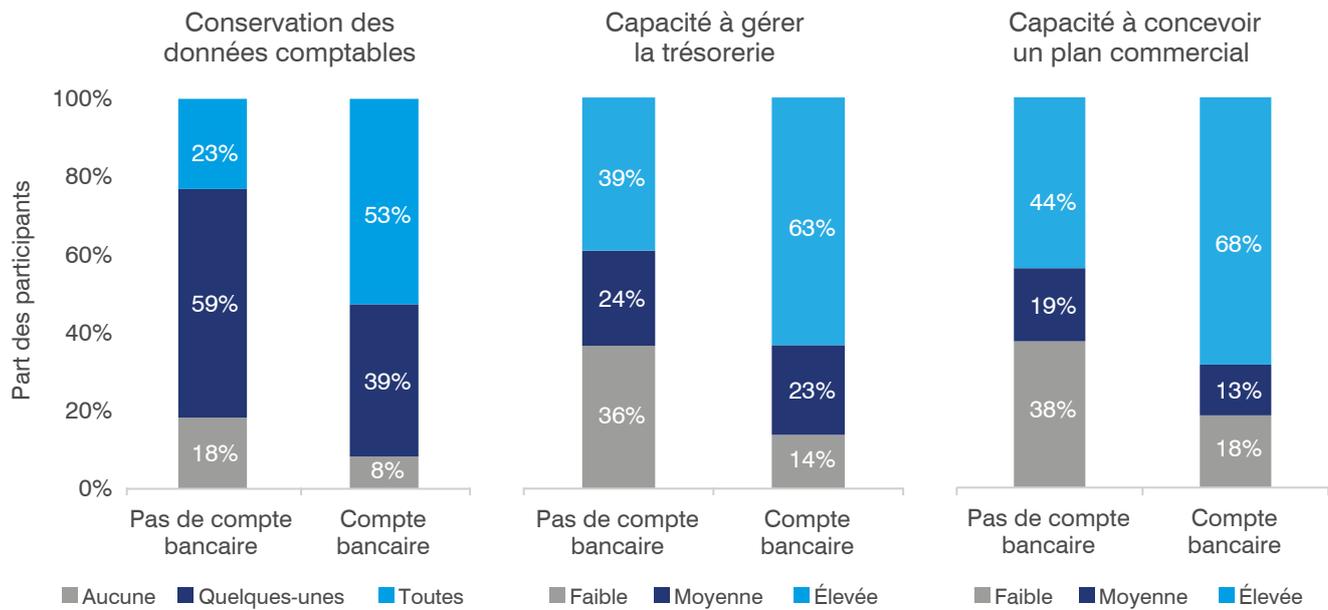
L'accès aux comptes bancaires traditionnels peut faciliter la gestion financière. Les données de l'Enquête illustrent bien ce fait, en montrant que les entreprises dotées d'un compte bancaire sont en meilleure capacité de conserver leurs données comptables, de gérer leur trésorerie, et de préparer un plan commercial. Plus de la moitié des compagnies possédant un compte bancaire tiennent aussi un registre comptable où figurent les recettes, les dépenses,



les dettes et les actifs. C'est plus du double de la part des compagnies sans compte bancaire qui tiennent malgré tout un tel registre. Parce que les banques conservent

la trace des flux entrants et sortants de leurs comptes client, la détention d'un compte bancaire facilite des comptes rendus financiers transparents.

Figure 12 La détention d'un compte bancaire améliore la gestion financière



Note: Les participants répondaient aux questions « À l'heure actuelle, cette société possède-t-elle un compte bancaire pour les opérations quotidiennes, qui est distinct d'un compte personnel ? »; « Votre entreprise conserve-t-elle les informations suivantes – Revenu, Dépenses, Dettes, Actif ? »; « Évaluez la capacité de cette entreprise à gérer ses flux de trésorerie en vue de l'exécution fiable des paiements. »; et « Évaluez dans quelle mesure cette entreprise a la capacité à présenter un plan d'affaires entièrement chiffré à une banque aux fins d'obtention d'un prêt. » Les options de réponse allaient de 1 (pas de capacité) à 6 (très bonne capacité). Les réponses 1 et 2 étaient classées comme « faible capacité » et les réponses 5 et 6 comme « capacité élevée ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

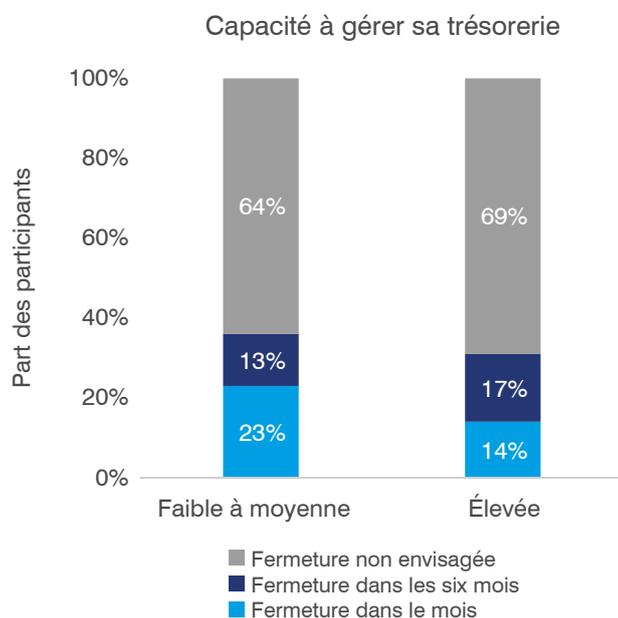
Selon les données de l'Enquête, une bonne gestion financière pourrait faciliter l'accès aux financements. En d'autres termes, une gestion financière médiocre empêche de nombreuses entreprises d'obtenir un financement externe. Ce problème pressant est récurrent au Burkina Faso où la plupart des participants à l'Enquête (87 %) affirment avoir besoin d'un prêt. Parmi ces compagnies, environ 75 % d'entre elles peinent à gérer leur trésorerie ou à concevoir un plan commercial qui leur permettrait d'obtenir un prêt. Inversement, les entreprises ayant déclaré ne pas avoir besoin de prêt rapportent également moins que les autres une faiblesse dans la gestion de leur trésorerie (57 %), ou une faible capacité à concevoir un plan commercial en vue de l'obtention d'un prêt (62 %).

La capacité à gérer ses finances permet aux entreprises de se procurer les intrants nécessaires et de procéder efficacement aux paiements, y compris lorsque les flux de revenus varient. Ce point est particulièrement important

à l'heure où la crise liée à la COVID-19 a généré une diminution temporaire mais sévère des recettes pour de nombreuses compagnies. En effet, les données de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire indiquent que deux entreprises burkinabè sur trois font face à des problèmes de liquidité en raison de la crise.

Or, une crise des liquidités peut s'avérer fatale pour une entreprise, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'un accès inadéquat aux financements. Les résultats de l'enquête sur les effets de la pandémie suggèrent néanmoins qu'une bonne gestion financière aide à réduire le risque d'un tel impact, au moins à court terme. Selon ceux de l'Enquête, une bonne gestion financière réduit le risque de fermeture par suite de la crise liée à la COVID-19. Le risque de devoir fermer dans le mois pèse sur presque un quart (23 %) des compagnies interrogées et dotées d'une faible gestion financière, alors que seuls 14 % de celles dotées d'une bonne gestion financière courent un risque similaire (Figure 13).

Figure 13 Une bonne gestion financière réduit le risque de fermeture



Note: Les participants répondaient aux questions « Évaluez la capacité de cette entreprise à gérer ses flux de trésorerie en vue de l'exécution fiable des paiements. »; et « Si vous pensez qu'il y a un risque de cessation d'activité permanente pour votre entreprise, à quelle échéance cette fermeture pourrait-elle se produire ? ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.



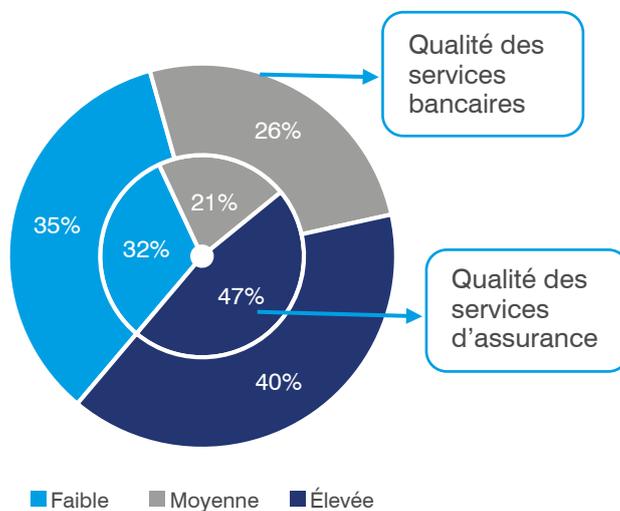
Des formations ciblées sur la littérature financière et la gestion du risque, ainsi que sur la manière de demander un prêt et de concevoir un plan commercial, pourraient aider les entreprises à tirer parti de leur potentiel et à mieux résister aux chocs futurs. Toutefois, un bon accès aux services financiers est également essentiel à la croissance et la survie des compagnies sur le long terme.

Améliorer la qualité des services financiers

Bien qu'une bonne gestion financière soit indispensable pour éviter des crises de liquidité à court terme et pour améliorer la productivité, cela ne suffit pas à la bonne performance des entreprises dans ce domaine de la compétitivité. Des services financiers de haute qualité sont également vitales pour un secteur des PME prospère et productif.

Pourtant, la plupart des entreprises burkinabè évaluent la qualité des services financiers comme étant faible. Parmi les compagnies interrogées dans le cadre de l'Enquête, une sur trois juge la qualité des services de banque et d'assurance comme médiocre, laissant entendre qu'il y a encore matière à améliorer (Figure 14).

Figure 14 Une entreprise sur trois mentionne la faible qualité des services financiers



Note: Les participants répondaient aux questions « Veuillez évaluer la qualité des banques que votre entreprise a contacté. »; et « Veuillez évaluer la qualité des compagnies d'assurance que votre entreprise a contacté. ». Les options de réponse allaient de 1 (faible qualité) à 6 (qualité élevée). Les réponses 1 et 2 étaient considérées comme « faible » et les réponses 5 et 6 comme « élevée ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.



De fait, les services offerts par les institutions financières du Burkina Faso, surtout lorsqu'il s'agit de fournir des informations, sont globalement considérés comme opaques et inaccessibles⁶³. Seuls 15 % des établissements financiers nationaux sont équipés d'un site internet, un des taux les plus faibles dans la Région économique ouest africaine⁶⁴. Cela complique la tâche d'une compagnie cherchant les informations nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire.

Les entreprises souffrant le plus de la faible qualité des services financiers sont les entreprises petites, informelles, ou dirigées par des femmes. Parmi les grandes, deux entreprises sur trois considèrent la qualité des services financiers comme étant élevée, contre un tiers seulement parmi les microentreprises.

Les données de l'Enquête montrent également que les entreprises dirigées par des femmes sont moins impressionnées par les services des institutions financières. Presque la moitié des entreprises dirigées par des femmes qualifient les services financiers non adaptés à leurs besoins, beaucoup plus que celles dirigées par des hommes (31 %). Cela s'explique en partie par la nature informelle des entreprises gérées par des femmes. Les recherches précédentes montrent qu'en 2017, seuls 18 % des compagnies enregistrées au Burkina Faso étaient détenues par des femmes⁶⁵.

Lorsqu'on cherche à mesurer la qualité des services fournis par les institutions financières, le taux de souscription bancaire est un instrument efficace⁶⁶. Au Burkina Faso, une entreprise interrogée sur cinq ne détient pas de compte bancaire; et la plupart des compagnies sans compte bancaire (60 %) estiment que la qualité des services bancaires est faible. L'absence de compte en banque est encore bien plus préoccupante parmi les microentreprises (35 %). À l'autre extrémité, les grandes entreprises disposent toutes d'un compte bancaire.

Des solutions numériques pour l'inclusion financière

Les technologies du numérique peuvent aider les compagnies avec divers services financiers, leur permettant de surmonter plusieurs des problèmes financiers auxquels elles se heurtent. Les services et produits financiers numériques ont non seulement le potentiel de changer radicalement la donne dans le financement du secteur privé, mais ils sont aussi de formidables instruments de promotion de l'inclusion financière.



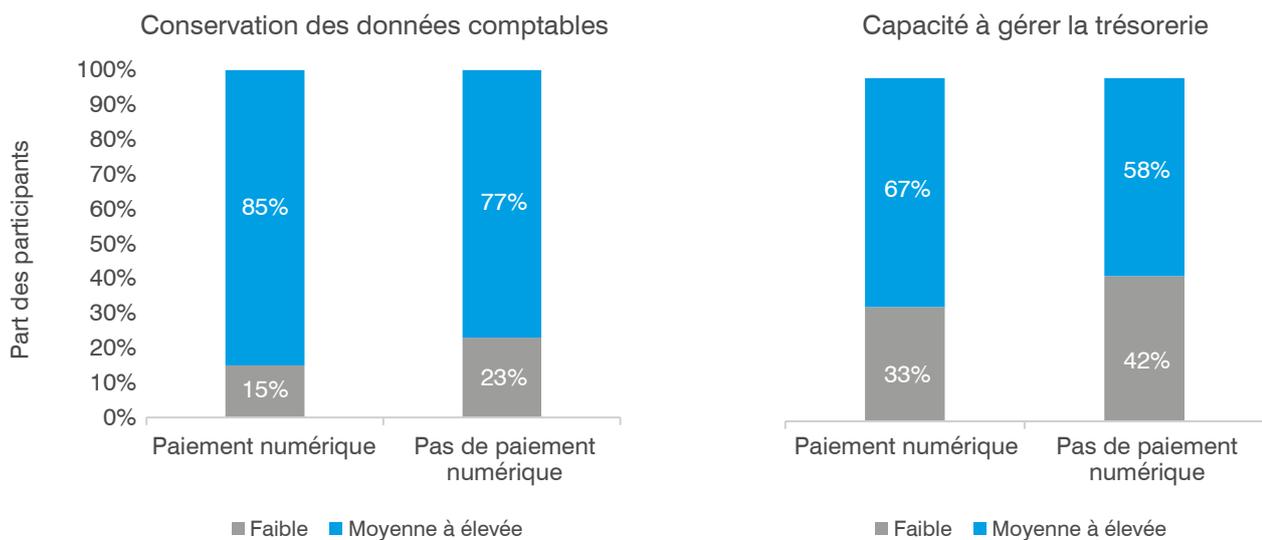
Deux tiers des compagnies burkinabè interrogées recourent aux paiements numériques. C'est le résultat de l'augmentation spectaculaire, ces dernières années, du nombre de comptes mobiles en monnaie dans le pays, et de manière générale en Afrique subsaharienne⁶⁷. De fait, le Burkina Faso est l'un des 10 pays dans le monde où la proportion de détenteurs de comptes mobiles en monnaie dépasse celle de détenteurs de comptes bancaires traditionnels. La documentation simplifiée requise pour l'ouverture de tels comptes mobiles facilite la mise en place de systèmes de paiement numérique, ce dont les entreprises profitent largement.

Ainsi, les nouvelles technologies réduisent les barrières à l'inclusion financière qui pèsent sur les PME, et plus spécialement sur les entreprises informelles et celles dirigées par des femmes. Ces compagnies tirent parti des technologies du numérique pour réaliser des investissements commerciaux et obtenir des prêts pour le fonctionnement de leur affaire⁶⁸.

Plus les entreprises petites, informelles et dirigées par des femmes ont de difficultés à ouvrir un compte bancaire traditionnel et à accéder aux financements, plus elles tendent à adopter les paiements numériques. Environ deux tiers des PME admettent recourir aux paiements numériques, contre moins de la moitié des grandes compagnies. Cela vaut aussi pour les entreprises informelles (63 %), celles dirigées par des femmes (68 %), et celles opérant dans le secteur agricole (67 %).



Figure 15 Les paiements numériques favorisent la gestion financière



Note: Les participants répondaient aux questions « Votre entreprise conserve-t-elle les informations suivantes – revenus, dépenses, dette, actif ? »; « Évaluez la capacité de cette entreprise à gérer ses flux de trésorerie en vue de l'exécution fiable des paiements. »; et « Quels outils et services utilisez-vous actuellement pour l'activité de votre entreprise ? – Les paiements numériques (par exemple, PayKap, Orange Money, Mobicash, Paypal, Amazon Pay) ». Les options de réponse allaient de 1 (pas de capacité) à 6 (très bonne capacité). Les réponses 1 et 2 étaient classées comme « faible capacité » et les réponses 5 et 6 comme « capacité moyenne à élevée ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Les paiements numériques, en retour, encouragent la gestion financière. Ils aident les entreprises à conserver leurs données comptables et à gérer la trésorerie, même en l'absence de compte bancaire traditionnel. Environ 85 % des compagnies sans compte bancaire mais utilisant les paiements numériques conservent au moins un type de donnée comptable, contre 77 % de celles qui ne les utilisent pas (Figure 15).

En parallèle, 42 % des entreprises sans compte bancaire et n'utilisant pas les paiements numériques font état d'une faible capacité à gérer leur trésorerie. Ce taux est plus faible

(33 %) pour les entreprises sans compte bancaire mais utilisant ce type de paiements (Figure 15). Cela montre comment les entreprises tirent profit des technologies pour compenser le fait de ne pas pouvoir ouvrir de compte bancaire. En appuyant la gestion financière, les paiements numériques aident aussi à promouvoir la résilience aux chocs futurs.

Perspectives politiques : Améliorer les services et produits financiers numériques

Les opportunités de numériser le paiement des PME augmentent au Burkina Faso. Les nouvelles technologies pourraient étendre les opportunités des compagnies agricoles, informelles et dirigées par des femmes, s'il ne persistait pas plusieurs barrières au renforcement de l'inclusion financière.

Le taux de détention de téléphone mobile croît considérablement au Burkina Faso, mais davantage chez les hommes que chez les femmes : 67 % des hommes déclarent avoir un téléphone mobile, contre 30 % des femmes. En outre, les femmes sont moins informées sur les types de paiement numérique disponibles. Les efforts doivent être poursuivis pour lever les barrières auxquelles les femmes sont confrontées, notamment par la promotion des services et produits financiers numériques.

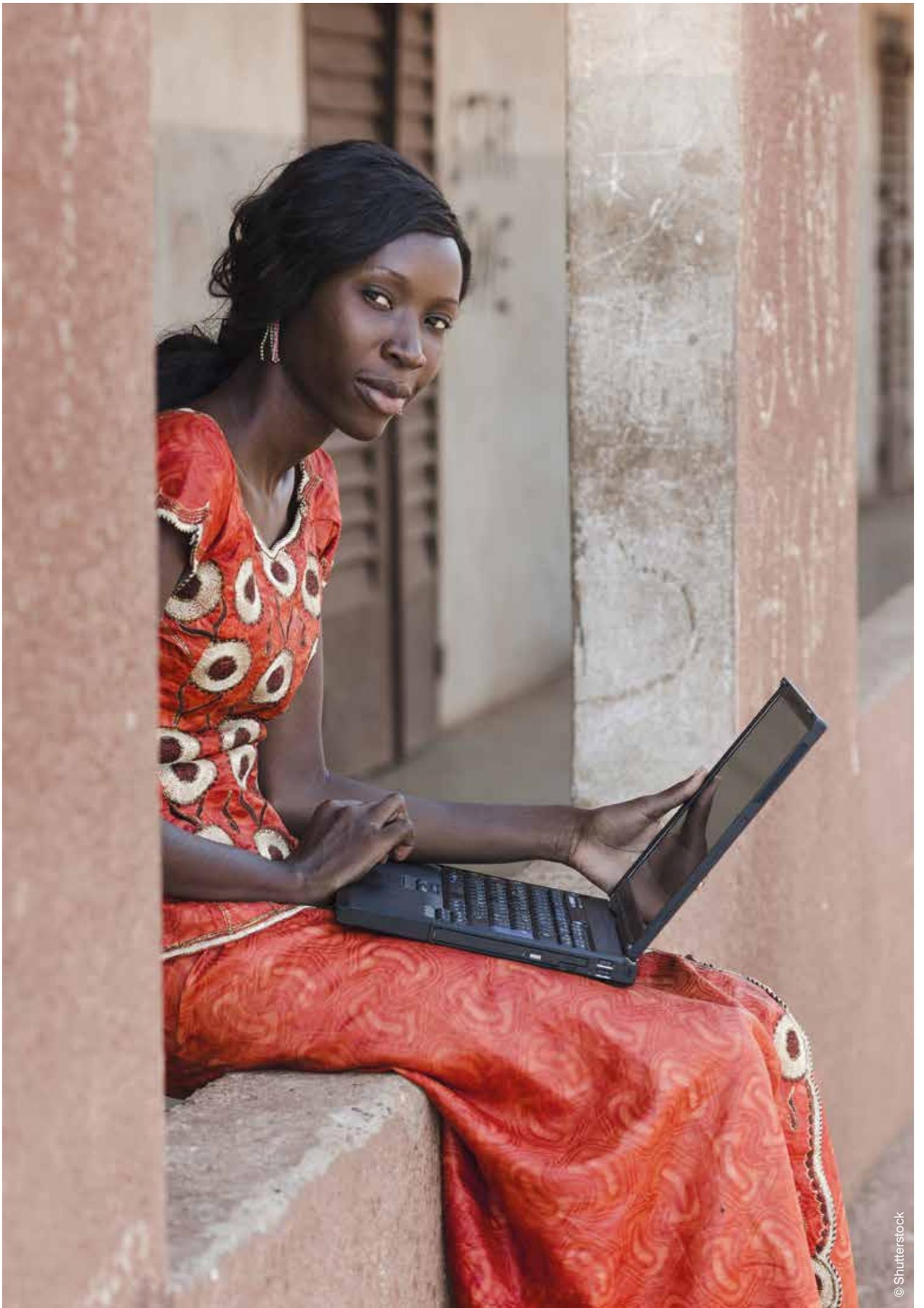
Pour les femmes burkinabè résidant dans les zones reculées, les services de téléphonie mobile et l'internet peuvent sembler hors de portée. Certains groupes de femmes rencontrent même des difficultés pour obtenir les documents d'identité requis pour ouvrir un compte bancaire. Le coût élevé de l'internet au Burkina Faso peut également réduire l'utilisation par les femmes de produits numériques, parce qu'elles ont souvent une

indépendance financière limitée, des revenus plus faibles, et un accès moindre aux sources externes de financement comparé à leurs homologues masculins. Pour rendre les services de téléphonie mobile et l'internet plus abordables pour les femmes, le Gouvernement peut mener des réformes réglementaires. Celles-ci pourraient inclure des projets dédiés à l'adoption de ces services par les femmes.

Au Burkina Faso, une proportion plus grande de femmes que d'hommes est illettrée ou moins éduquée. Les femmes manquent aussi souvent de compétences en outils numériques, ou de la confiance nécessaire à l'utilisation des services internet et de téléphonie mobile. Pour promouvoir une connaissance avancée des outils du numérique parmi les filles et les jeunes femmes, le Gouvernement pourrait lancer des initiatives, par exemple sous la forme d'ateliers ou de programmes de mentorat.

À titre illustratif, Viamo offre dans 15 pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie un service d'information gratuit à la demande, en partenariat avec les opérateurs des réseaux de téléphonie mobile. Les femmes y trouvent un contenu interactif et éducatif, ainsi qu'une formation en compétences du numérique.

Source: Harell, A. (30 septembre 2020). «Assessing the Gender Gap in Access to Digital Financial Services in Burkina Faso». *Agrilinks*. <https://www.agrilinks.org/post/assessing-gender-gap-access-digital-financial-services-burkina-faso>; Banque mondiale, «Promoting Digital and Innovative SME financing», *op. cit.*; Agence Ecofin, «Cherté, opacité, mauvaise qualité du service clientèle: notre enquête sur les services corporate des banques de l'UEMOA», *op. cit.*



Chapitre 5

Renforcer les liens commerciaux grâce à l'inclusion numérique

La connexion aux organisations d'appui est vitale en période de crise	41
Les entreprises dirigées par des jeunes sont moins connectées à leur écosystème	42
L'accès à Internet est essentiel à la connectivité des entreprises	44

Renforcer les liens commerciaux grâce à l'inclusion numérique



Pour améliorer leur production, créer des liens et affiner leur marketing, les entreprises ont besoin d'informations sur les marchés et la concurrence. En conséquence, la coopération entre elles pour améliorer leur accès aux informations peut aussi les aider à générer de la croissance et renforcer leur résilience. En retour, cela exige des entreprises opérant dans des écosystèmes d'affaires favorables qu'elles investissent leurs ressources. La pandémie de COVID-19 a révélé l'importance des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui permettent aux compagnies de se connecter aux organisations d'appui aux entreprises⁶⁹, aux acheteurs et aux fournisseurs.

Au vu des problèmes affectant l'infrastructure des TIC, les structures d'appui au secteur privé (terme utilisé pour désigner les OAE au Burkina) ont joué un rôle central pendant la crise sanitaire pour faciliter les flux d'informations

vitales. Les compagnies les plus impliquées dans ces organisations ont rapporté avoir un meilleur accès aux informations et aux prestations offertes par les programmes d'appui en lien avec la pandémie. À cet effet, il est primordial que les OAE poursuivent leur travail à mesure que l'économie se redresse après la crise.

Les compagnies informelles et celles dirigées par des jeunes rencontrent souvent de graves difficultés à se connecter avec d'autres entreprises et les OAE. Ces entreprises tendent également à avoir des informations incomplètes sur les acheteurs, et des informations de faible qualité sur les fournisseurs.

Les efforts des compagnies burkinabè pour renforcer leur coopération et partager leurs informations sont freinés par plusieurs facteurs, notamment la faible qualité de

l'accès internet et son coût élevé. De fait, les entreprises utilisent rarement les sites internet professionnels pour positionner leurs produits et services. En conséquence, des investissements dans l'infrastructure du numérique pourrait aider de nombreuses compagnies à se connecter à leurs clients, et de manière plus large à l'écosystème des affaires.

La connexion aux organisations d'appui est vitale en période de crise

Les OAE jouent un rôle essentiel dans l'appui à la compétitivité des entreprises et dans la promotion de la coopération dans le secteur privé. La connexion à ces organisations est même particulièrement vitale lorsque les informations sont difficiles à obtenir. Par exemple, dans les régions où les PME manquent d'un accès internet, les OAE peuvent agir comme vecteur d'informations entre les différents acteurs des secteurs public et privé⁷⁰. Durant le premier confinement, les compagnies les plus impliquées dans les organisations d'appui aux entreprises rapportaient un meilleur accès aux informations et prestations proposées en lien avec la pandémie. En fait, de nombreuses OAE ont mis sur pied des programmes mobiles pour s'assurer que les PME obtiennent ces informations⁷¹.

Les éléments probants tirés de l'Enquête sur la compétitivité des PME montrent également que l'interaction avec les OAE encourage le partage d'information. Parmi les entreprises

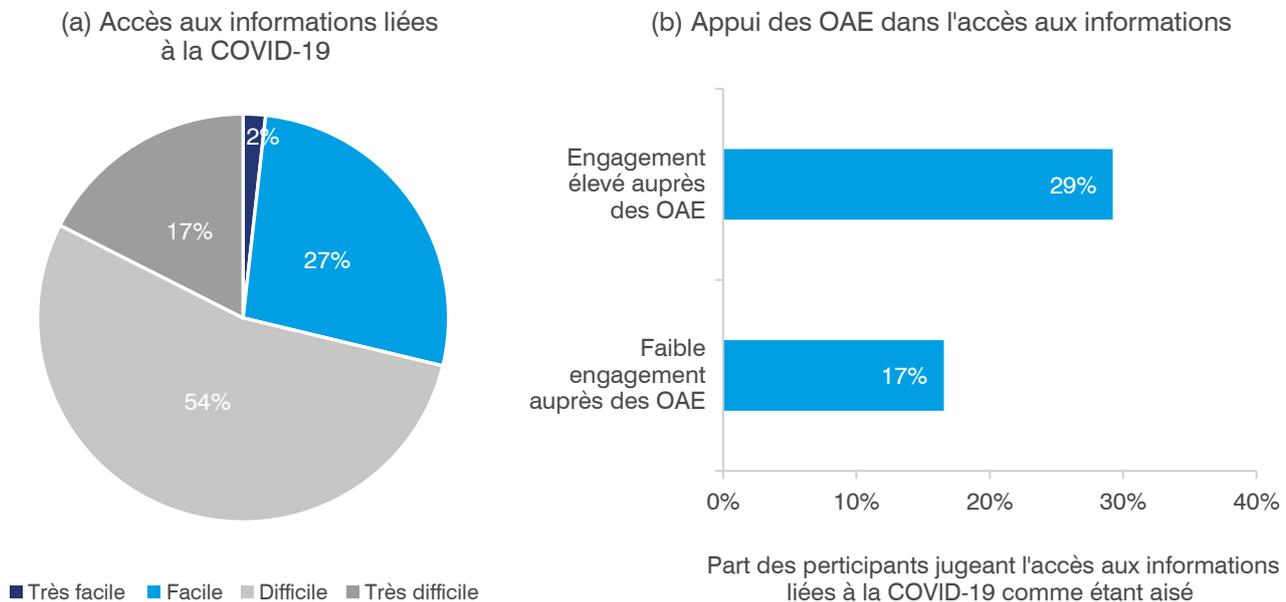
sans lien avec ce type d'organisation, seuls 20 % des participants déclarent coopérer de manière régulière avec d'autres entreprises de leur secteur pour résoudre leurs problèmes communs. Au contraire, plus de la moitié des compagnies engagées auprès d'une ou plusieurs OAE affirment échanger fréquemment des informations de marché et coopérer avec leur réseau à la résolution de problèmes communs, pour le bénéfice du secteur dans son ensemble.

La capacité des entreprises à se connecter est précieuse en temps normal, mais elle l'est encore davantage en période de crise. Des études ont montré que les PME étroitement connectées à leur écosystème d'affaires sont plus résilientes aux crises que celles disposant d'un capital social moindre, et que les revenus des premières, une fois la crise passée, étaient bien plus élevés⁷². Par exemple, durant la crise financière de 2007-2008, les compagnies coopérant le plus avec leurs pairs ont pu renforcer leur activité à la fois pendant et après la récession, tandis que celles qui ne collaboraient pas ont vu leurs revenus décliner pendant encore cinq ans après la fin de la crise⁷³.

Ce point est particulièrement pertinent pour les petites entreprises burkinabè, confrontées à de grandes difficultés pour accéder aux informations sur les prestations des programmes gouvernementaux censés appuyer les PME durant la pandémie. Les données de l'Enquête sur la compétitivité des PME indiquent que presque trois entreprises sur quatre ont trouvé difficile, voire très difficile l'accès à ces informations et prestations.



Figure 16 Les OAE facilitent l'accès des entreprises à l'appui lié à la COVID-19



Note: Les participants répondaient aux questions « Est-il facile d'accéder aux informations et aux avantages des programmes gouvernementaux d'aide aux PME liés à la COVID-19 ? »; et « Êtes-vous activement engagé auprès d'un des types d'institutions suivants ? ». Les organismes d'appui aux entreprises englobent (1) les organisations de promotion du commerce, (2) les organismes de promotion des investissements, (3) la chambre de commerce et (4) les associations sectorielles.

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Pour aider les entreprises à réagir, puis à se redresser après une crise, les OAE ont plusieurs moyens à leur disposition. Elles peuvent agir en tant que source principale d'informations⁷⁴, en informant les entreprises des programmes d'appui gouvernementaux disponibles, et en les conseillant sur la manière de tirer parti des plans de reprise économique. Elles peuvent également servir de liaison entre les petites entreprises, les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds, en tenant ces derniers informés des besoins les plus urgents des PME.

Les OAE peuvent encore aider les petites entreprises à tirer profit des économies d'échelle. Par exemple, des entreprises s'approvisionnant en intrants chez le même fournisseur peuvent coordonner leurs livraisons afin de réduire le coût du transport.

Hélas, seul un tiers des entreprises burkinabè interrogées sont engagées auprès d'une ou plusieurs institutions d'appui aux entreprises. Celles qui l'étaient avant la crise ont pu bénéficier d'un meilleur accès aux informations et aux prestations (Figure 16, cadre b).

Les entreprises dirigées par des jeunes sont moins connectées à leur écosystème

Les connexions et l'accès aux informations qu'elles facilitent aident les entreprises à prendre de meilleures décisions⁷⁵. Les compagnies peuvent se relier à un environnement des affaires élargi à travers trois dimensions. D'abord, elles doivent se lier aux acheteurs, à la fois pour s'enquérir des attentes des consommateurs et pour déployer leurs efforts de marketing pour attirer les clients. Ensuite, elles doivent se relier aux fournisseurs afin de se tenir informées de la disponibilité des intrants et ainsi planifier leur propre production. Enfin, elles doivent pouvoir se connecter aux institutions, telles que les organisations d'appui aux entreprises, qui peuvent offrir des conseils et fournir de précieuses informations de marché⁷⁶.

Les éléments probants tirés de l'Enquête sur la compétitivité des PME indiquent que les entreprises informelles et celles dirigées par des jeunes peinent à se connecter selon ces trois dimensions. Des études antérieures suggèrent que, comparé aux détenteurs

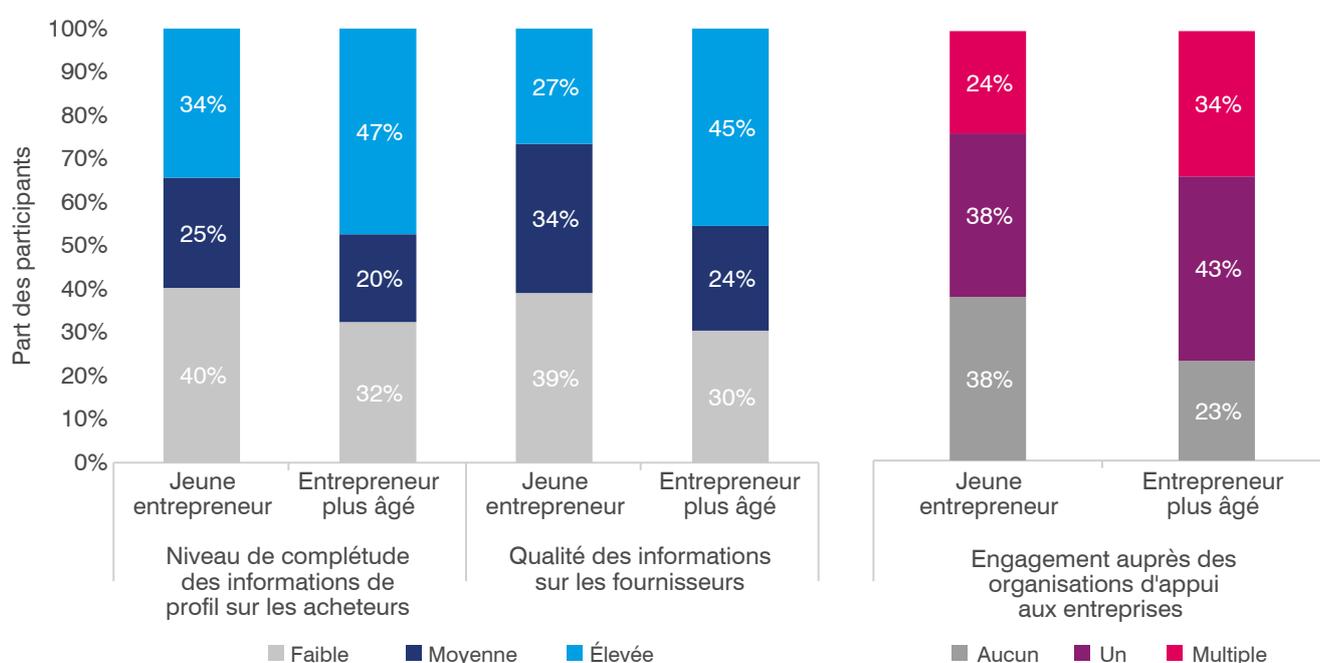
de compagnies enregistrées et aux entrepreneurs plus âgés, les détenteurs de entreprises informelles et les jeunes entrepreneurs semblent manquer du capital social nécessaire pour rejoindre les réseaux, pour établir des connexions et s'engager au sein de l'environnement institutionnel des affaires⁷⁷.

Pour les entreprises dirigées par des jeunes au Burkina Faso, la connexion avec d'autres entreprises et les OAE semble être particulièrement ardue. À l'image des compagnies informelles, les jeunes entrepreneurs ont souvent une information incomplète sur les acheteurs et des informations de faible qualité sur les fournisseurs. Ils

sont aussi moins impliqués que leurs homologues plus âgés auprès des institutions.

Seul un tiers des compagnies dirigées par des jeunes évaluent l'information sur les acheteurs comme étant complète, contre presque la moitié de celles dirigées par leurs aînés. Par ailleurs, seuls 27 % des jeunes entrepreneurs affirment avoir une information de haute qualité sur les fournisseurs, contre 45 % pour les entrepreneurs plus âgés. Enfin, 38 % des entreprises dirigées par des jeunes ne s'impliquent pas auprès des organisations d'appui aux entreprises, contre 23 % pour les autres.

Figure 17 Les jeunes entrepreneurs manquent de connexions



Note: Les participants répondaient aux questions « Évaluez l'exhaustivité des informations de cette entreprise sur le profil de ses acheteurs (par exemple, des informations sur l'âge, le sexe, l'expérience professionnelle). »; « Veuillez évaluer la qualité des informations sur le marché par rapport à de potentiels fournisseurs. »; et « Êtes-vous activement engagé auprès d'un des types d'institutions suivants: organisation de promotion du commerce; organisation de promotion des investissements; chambre de commerce; et/ou association sectorielle? ». Les options de réponse allaient de 1 (pas d'information / faible qualité) à 6 (information de très bonne qualité / qualité élevée). Les réponses 1 et 2 étaient considérées comme « faible », les réponses 3 et 4 comme « moyenne », et les réponses 5 et 6 comme « élevée ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Une des raisons pour lesquelles les entreprises dirigées par des jeunes peinent à se connecter réside dans la tendance des réseaux d'affaires à se retrancher. Ces réseaux sont en effet généralement dominés par les grandes entreprises, mieux établies. Les dirigeants plus âgés tissent leurs liens sur plusieurs années, et les bénéficiaires de ces relations

viennent avec le temps. Les jeunes entrepreneurs manquent aussi souvent du capital social nécessaire pour se relier à d'autres entreprises⁷⁸, ce qui les pousse à se reposer sur leur famille et leurs amis pour des appuis informationnels et financiers⁷⁹.

Cela confirme le rôle à jouer par les organisations d'appui aux entreprises, pour aider les petites entreprises informelles et dirigées par des jeunes à nouer des liens avec leurs pairs. Pour cela, les OAE doivent d'abord attirer ces compagnies, au travers de campagnes d'adhésion ciblées. Elles peuvent ensuite leur fournir des ressources et des formations pour les aider à construire un site internet et pour naviguer le paysage du commerce électronique. En outre, à travers des dialogues public-privé, elles peuvent aussi encourager les pouvoirs publics à appuyer les entreprises dirigées par des jeunes.

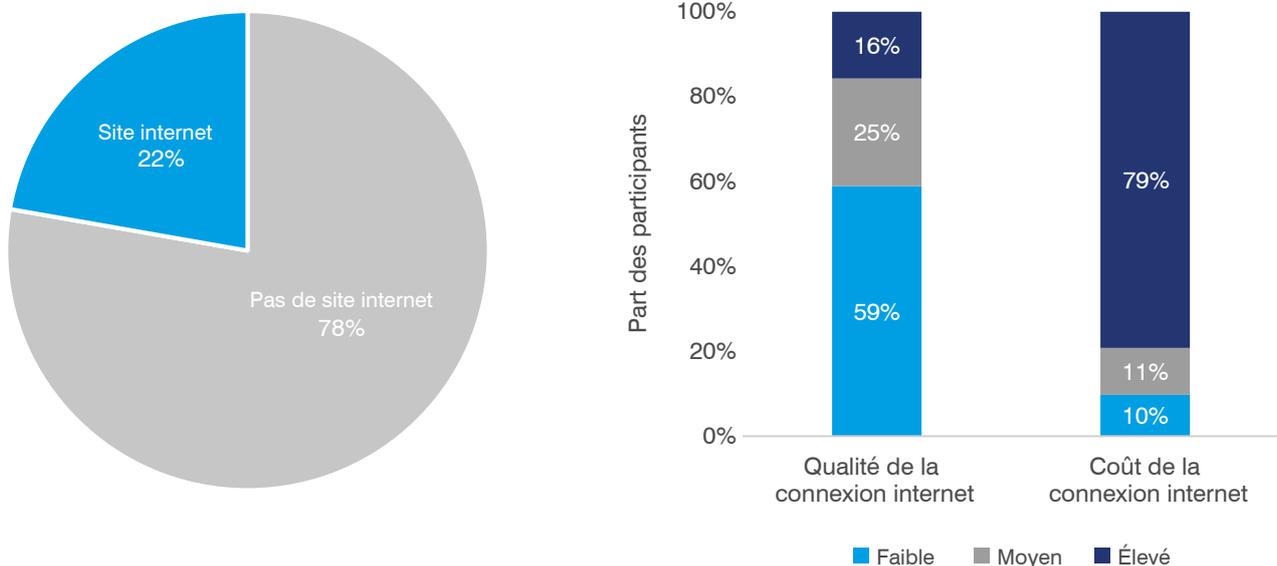
L'accès à Internet est essentiel à la connectivité des entreprises

Pour une entreprise, l'accès à Internet facilite la construction et le maintien de connexions avec ses acheteurs et ses fournisseurs. Ces connexions sont un

facteur important de la compétitivité des entreprises⁸⁰. Malgré ces bénéfices évidents, les données de l'Enquête révèlent que peu de compagnies burkinabè recourent à Internet pour positionner leurs biens et services en ligne. Moins d'un quart des entreprises ont un site internet. De plus, en comparaison aux compagnies des pays voisins tels que le Togo et le Bénin, également interrogées par l'ITC, les entreprises burkinabè postent moins de publicités sur les réseaux sociaux (35 %).

Plus encore, il existe des disparités entre la taille des entreprises et le genre du gestionnaire principal. Seule une microentreprise sur 10 dispose d'un site internet, cinq fois moins que les grandes entreprises. En parallèle, un quart des compagnies dirigées par des hommes ont un site internet, contre seulement 14 % de celles dirigées par des femmes. Ces écarts de connectivité ne sont pas uniques au Burkina Faso, ils représentent des défis persistants dans la plupart des pays en développement⁸¹.

Figure 18 Un internet défaillant et coûteux entrave les connexions



Note: Les participants répondaient aux questions « Évaluez la qualité de votre connexion internet. »; « Évaluez le coût de votre connexion internet. »; et « Cette entreprise possède-t-elle un site web professionnel ? ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

La faible qualité de l'internet dans le pays, et ses coûts élevés, expliquent en partie l'usage limité qui en est fait. En plus d'un taux de pénétration de l'internet de 19 %⁸², contre une moyenne de 25 % pour l'ensemble du continent africain⁸³, le Burkina Faso souffre également de faibles

vitesse de téléchargement, pour lesquels il se classe 42e sur 46 pays africains⁸⁴. C'est donc sans surprise que presque deux tiers des compagnies interrogées rapportent une faible qualité des connexions internet (Figure 18, cadre de droite).

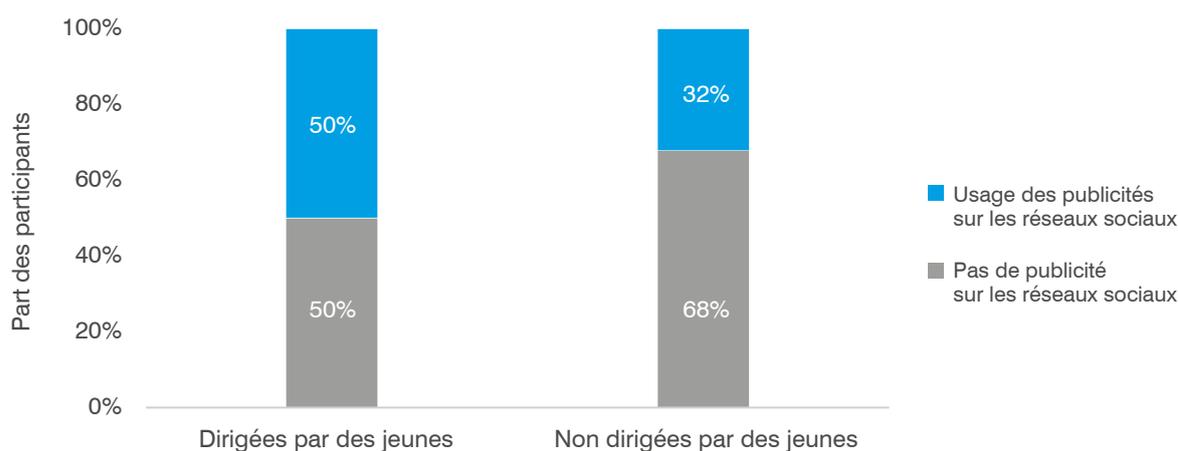
Cependant, l'accès à l'internet est également assez cher, comme le confirment 79 % des entreprises interrogées. Les coûts de l'internet au Burkina Faso sont parmi les plus élevés de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest⁸⁵.

En conséquence, des opportunités existent pour investir dans l'infrastructure des TIC afin d'améliorer l'accès à de nouveaux marchés. Comme l'ont déjà souligné des recherches antérieures, l'amélioration de l'accès internet est essentielle au développement économique des pays africains⁸⁶. De même, des études récentes ont montré qu'un accès internet universel en Afrique stimulerait la croissance économique du continent, estimée à 1,5 point de pourcentage annuel pour le produit intérieur brut par habitant. Les dividendes seraient encore plus grands

pour l'Afrique subsaharienne, où la connexion internet universelle pourrait faire croître l'économie de 2 points de pourcentage annuels⁸⁷.

Le Burkina Faso est particulièrement bien placé pour tirer parti des améliorations de l'infrastructure des TIC. Le pays est relativement jeune – quelque 65 % de la population a moins de 25 ans – et les jeunes tendent à adopter les nouvelles technologies bien plus vite que leurs aînés⁸⁸. Par exemple, et comme l'illustre la Figure 19, les entreprises dirigées par des jeunes sont deux fois plus enclines que celles dirigées par des personnes plus âgées à utiliser les publicités sur les réseaux sociaux. La moitié de ces entreprises dirigées par des jeunes recourent aux publicités sur les réseaux sociaux, contre à peine trois sur 10 pour les autres.

Figure 19 Les entreprises dirigées par des jeunes utilisent davantage les réseaux sociaux



Note: Les participants répondaient aux questions « Au cours de l'année passée, cette société a-t-elle utilisé l'une des formes de publicité suivantes ? »; et « Quel est l'âge du gestionnaire principal ? ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Fort heureusement, les récents efforts déployés au Burkina Faso ont permis de réaliser des progrès en termes de portée et d'accès de l'internet. Selon les données de la Banque mondiale, en 2000, moins d'une personne sur mille avait une connexion internet; en 2017, ce sont 160 personnes sur mille qui disposaient d'une telle connexion⁸⁹.

À mesure que l'économie se redresse après la crise liée à la COVID-19, le marketing et les paiements numériques (avec des paiements numériques qui encouragent une bonne gestion financière, comme démontré au chapitre 4), ainsi que le commerce électronique vont prendre de

l'importance. Cela confirme le besoin pour le Burkina Faso de poursuivre ses investissements dans l'infrastructure des TIC, afin de combler l'écart numérique et de créer un environnement réglementaire favorable à l'adoption des nouvelles technologies.



Encadré 2 Investir dans le commerce électronique pour une reprise vigoureuse

Durant la pandémie de COVID-19, avec des consommateurs effectuant leurs achats depuis la maison et des entreprises cherchant à établir de nouvelles connexions pour rétablir leurs chaînes d'approvisionnement, les entreprises en sont venues à dépendre des TIC. Selon toute vraisemblance, le commerce électronique et les ventes par correspondance continueront à prendre de l'importance. Non seulement ces outils permettent de servir les clients sans contact physique, mais le marketing numérique et le commerce électronique permettent surtout aux entreprises de se connecter avec des clients qu'ils n'auraient pas atteints sans eux.

Toutefois, la perspective de voir les ventes à distance devenir prédominantes pourrait poser un problème particulier pour le Burkina Faso. Par exemple, comme le montrent les éléments probants tirés de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire, seuls 16 % des entreprises burkinabè utilisent de nouvelles techniques de marketing, telles que les ventes en ligne, pour

compenser les effets de la crise. Les obstacles inhérents aux TIC continuent d'entraver une plus grande participation dans les activités de commerce électronique des petits producteurs, des vendeurs et des consommateurs des pays en développement. Cela confirme le besoin de TIC efficaces et abordables.

Il y a néanmoins de bonnes nouvelles concernant le commerce électronique dans les marchés émergents. Les livraisons à domicile gagnent en popularité dans les pays en développement, et les consommateurs ont modifié leurs habitudes de consommation en faveur des ventes à distance. Cela tient en partie au fait que les gouvernements de certains pays africains ont encouragé les ventes en ligne. Les gouvernements pourraient poursuivre l'assistance aux entreprises et les accompagner dans leur transition vers les ventes en ligne en offrant des subventions pour les TIC ou pour les frais des paiements électroniques.

Sources: OMC (2020b). *Le commerce électronique, le commerce et la pandémie de COVID-19*. Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. Ungerer, C. et A. Portugal (27 avril 2020). «Leveraging E-Commerce in the Fight against COVID-19». Future Development – Brookings. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/04/27/leveraging-e-commerce-in-the-fight-against-covid-19/>; Chinje, N.B. (2015). «Harnessing Digital Marketing to Access Markets: Opportunities for Africa's SMEs». *Africagrowth Agenda 2015*, n° Oct/Dec 2015, pp. 14–18; Shemi, A.P. et C. Procter (2013). «Explaining Contextual Factors Affecting E-Commerce Adoption Progression in Selected SMEs: Evidence from Botswana». *International Journal of Management Practice*, n° 1, pp. 94–109; Howe, J. (28 avril 2020). *The E-Commerce Response to COVID-19*. Genève, Suisse: Centre du commerce international. <https://www.intracen.org/covid19/Blog/The-e-commerce-response-to-COVID-19/>; CNUCED (2020). *COVID-19 and e-Commerce: Impact on Businesses and Policy Responses*. Genève, Suisse: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. https://unctad.org/system/files/official-document/dt1stictinf2020d2_en.pdf.

Perspectives politiques: Il faut poursuivre les investissements dans les TIC

L'infrastructure des TIC du Burkina Faso représente un défi majeur pour les entreprises du pays. La faible qualité et les coûts élevés de l'internet peuvent expliquer le taux très faible de pénétration internet – bien en-dessous de la moyenne africaine. Bien que le Gouvernement ait adopté des mesures politiques stratégiques pour améliorer l'accès internet, de plus amples efforts sont nécessaires pour améliorer l'infrastructure des TIC, et ainsi développer la connectivité et la compétitivité des petites entreprises burkinabè. L'extension de l'accès internet serait particulièrement bénéfique pour les entreprises dirigées par des jeunes, dont les gestionnaires sont bien placés pour adopter les nouvelles technologies, utiliser des sites internet d'entreprises et poster leurs publicités sur les réseaux sociaux.

Considérant les coûts élevés de l'accès internet, tandis que des réformes sont en cours pour renforcer la compétition parmi les fournisseurs d'internet, le Gouvernement pourrait aussi proposer des subventions pour les inscriptions à Internet. En outre, les institutions et les OAE pourraient offrir aux chefs d'entreprise des formations sur le développement de sites internet et leur maintenance, ainsi que sur la culture du numérique. Vu l'importance du numérique comme moteur de la croissance des compagnies et d'amélioration des services publics, l'augmentation de l'éducation au

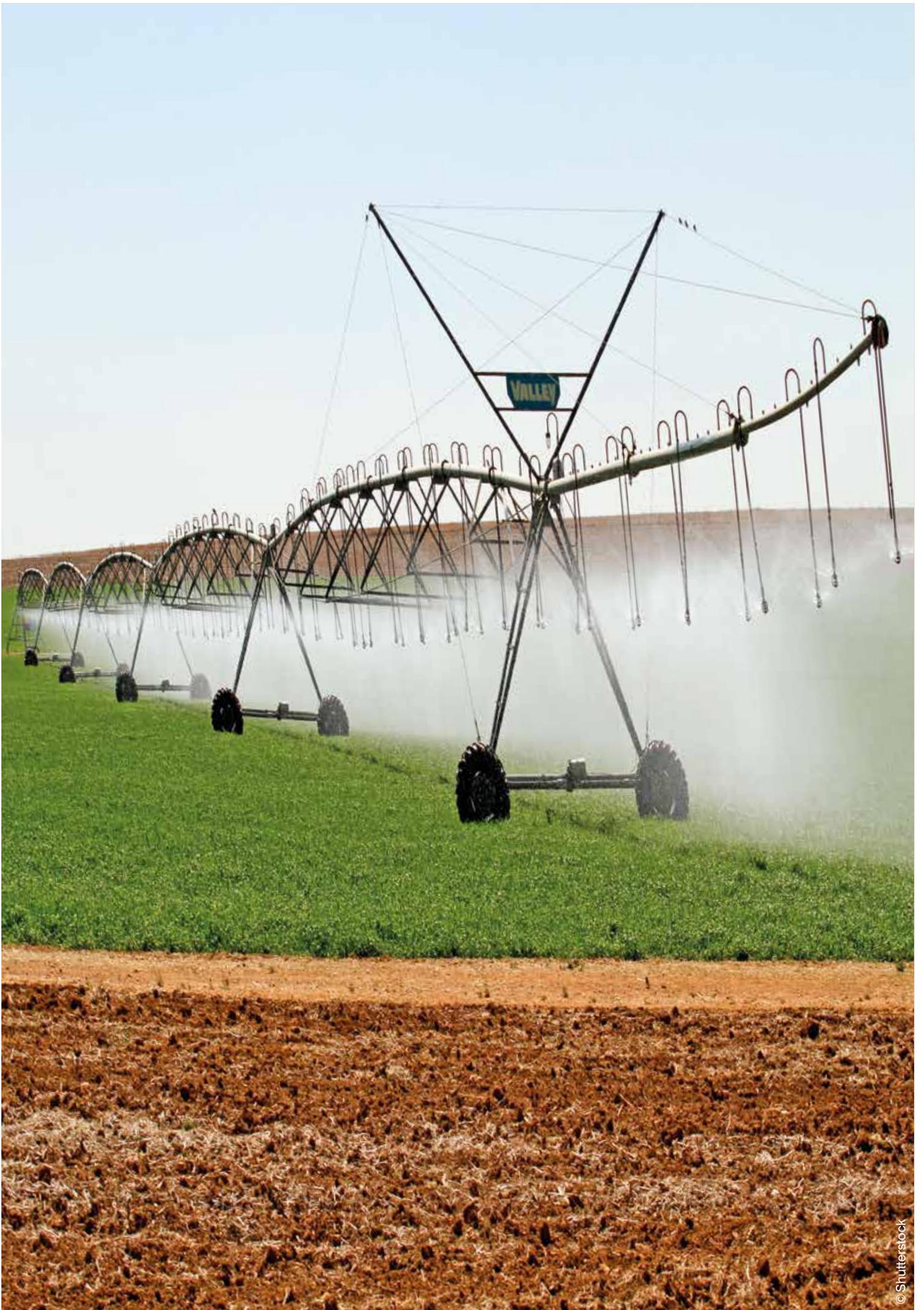
numérique parmi les entrepreneurs et leur personnel pourrait aider à stimuler la productivité.

L'infrastructure des TIC limitée et onéreuse du Burkina Faso a entravé l'accès à des informations vitales sur les prestations gouvernementales et les réglementations adoptées dès le début de la crise liée à la COVID-19. Si la solution à ce problème se situe sur le long terme, en investissant dans un large accès internet à travers tout le pays, la mobilisation des organisations d'appui aux entreprises pourrait constituer une solution à court terme efficace pour s'assurer que les PME reçoivent bien les informations vitales.

Les données tirées de l'Enquête au Burkina Faso suggèrent que les entreprises engagées auprès d'OAE étaient mieux placées pour obtenir des informations et des prestations en lien avec la pandémie durant le premier confinement. Cela indique que les OAE peuvent assister un grand nombre de entreprises, en agissant comme un vecteur d'informations entre les secteurs privé et public. En plus de fournir aux compagnies les informations en provenance du Gouvernement, elles peuvent également regrouper les préoccupations des PME individuelles et suggérer des recommandations politiques promouvant les intérêts de la communauté des affaires.

Sources: OMC (2020b). *Le commerce électronique, le commerce et la pandémie de COVID-19*. Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/french/tratop_f/covid19_f/ecommerce_report_f.pdf; ITC (2020c). *Supporting Small Businesses Through the COVID-19 Crisis and Towards the Future: A 15-Point Action Plan*. Genève, Suisse: Centre du commerce international. <http://www.intracen.org/uploadedFiles/15point.pdf>





Chapitre 6

Appuyer l'innovation pour renforcer la résilience

Une attitude positive envers l'innovation et les technologies.....	51
Cibler l'appui aux entreprises innovantes dirigées par des femmes	52
Les entreprises innovantes se sont montrées plus flexibles durant la crise	53

Appuyer l'innovation pour renforcer la résilience



© Shutterstock

Face à l'évolution rapide des marchés d'aujourd'hui, les entreprises doivent pouvoir s'adapter aux forces dynamiques à l'œuvre. L'innovation aide les entreprises à anticiper les changements de l'environnement économique et à s'y adapter⁹⁰. L'adoption des nouvelles technologies est le fondement de l'innovation et de la compétitivité des compagnies, en leur procurant un avantage concurrentiel⁹¹.

Les résultats de l'Enquête sur la compétitivité des PME indiquent que les entreprises burkinabè manifestent un large intérêt pour les nouvelles technologies, surtout pour leur potentiel à améliorer les opérations commerciales. Accompagnée de mesures politiques appropriées, cette attitude positive envers les nouvelles technologies

pourrait stimuler l'innovation et la productivité des petites entreprises du Burkina Faso. Les entreprises agricoles en particulier – un secteur essentiel à l'économie du pays – pourraient bénéficier considérablement de ces technologies émergentes pour accroître leur productivité, et renforcer leur résilience aux changements climatiques et autres perturbations.

Les données mettent au jour des différences entre plusieurs groupes des compagnies burkinabè. Les entreprises dirigées par des femmes et interrogées dans le cadre de l'Enquête semblent être plus enclines à innover que celles dirigées par des hommes. Les femmes sont toutefois confrontées à des barrières plus marquées lorsqu'elles cherchent à se connecter aux institutions qui appuient

l'innovation. La levée de ces barrières pourrait donc renforcer la tendance des entreprises dirigées par des femmes à innover, puis à réinvestir les bénéfices obtenus au profit de la société burkinabè dans son ensemble.

Avec les perturbations engendrées par la pandémie, la créativité et l'innovation sont devenues particulièrement importantes. Les données de l'Enquête montrent que les compagnies innovantes étaient plus flexibles dans leur approche pour faire face aux perturbations, en adoptant des mesures comme la création de nouveaux produits ou le détachement de certains employés.

Une attitude positive envers l'innovation et les technologies

Le monde des affaires actuel est fortement compétitif, et l'innovation y est essentielle. Les entreprises innovantes tendent à se montrer plus productives, elles jouissent d'une meilleure croissance économique, et elles sont plus susceptibles d'exporter⁹². Or, la capacité d'une compagnie à innover est étroitement liée à ses capacités technologiques⁹³.

L'innovation et les nouvelles technologies pourraient être particulièrement bénéfiques au secteur agricole de pays comme le Burkina Faso, surtout aux fermiers, limités dans

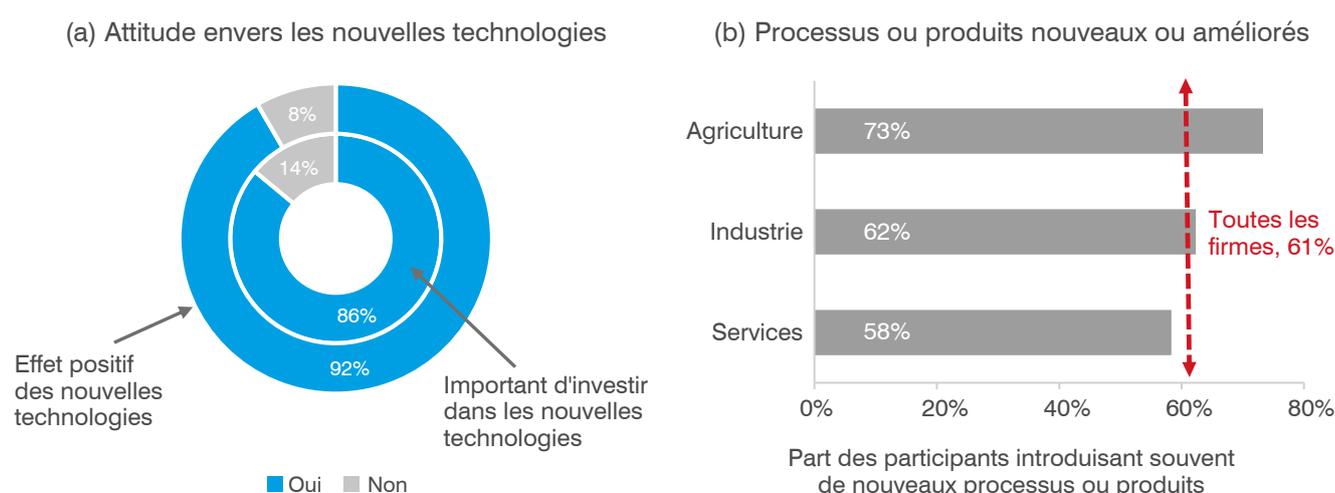
leur productivité et fortement vulnérables aux changements climatiques. En effet, des changements technologiques permettant de surmonter ces défis apporteraient un appui considérable aux compagnies agricoles.

Les entreprises burkinabè comprennent parfaitement les bénéfices apportés par les nouvelles technologies. En effet, les données de l'Enquête indiquent que 92 % des compagnies interrogées ont une perception positive des effets de ces technologies émergentes, et 86 % considèrent que l'investissement dans les technologies est primordial pour leur activité (Figure 20).

Cette attitude positive envers les nouvelles technologies se traduit pour la majorité des participants par un engagement régulier dans des activités d'innovation en faveur de leur entreprise. Ainsi, trois compagnies interrogées sur cinq proposent fréquemment de nouveaux produits ou améliorent leurs processus opérationnels.

Étonnamment, les fermiers burkinabè sont plus susceptibles que les entreprises des autres secteurs de développer ou d'utiliser de nouveaux produits ou pratiques. Presque trois quarts des entreprises agricoles rapportent introduire très fréquemment de nouveaux biens ou des nouveaux processus de production, contre 62 % des entreprises industrielles et 58 % de celles dans le secteur des services.

Figure 20 Une attitude positive envers les nouvelles technologies



Note: Les participants répondaient aux questions « Comment percevez-vous l'effet des nouvelles technologies sur votre entreprise ? »; « Comment évalueriez-vous le niveau d'importance de l'investissement dans des outils/applications/services technologiques dans l'intérêt de votre entreprise ? »; « Évaluez la fréquence à laquelle votre entreprise développe et met en œuvre des processus ou des produits nouveaux ou améliorés. »; et « Quel est votre secteur d'activité ? ». Les options de réponses varient selon une échelle de Likert allant de 1 (très positif, très important, très souvent) à 6 (négatif, pas important, rarement). Les pourcentages ci-dessus comprennent les participants ayant choisi les options 1, 2 ou 3.

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Les innovations des entreprises agricoles consistent souvent en de nouvelles techniques de collecte des eaux. Par exemple, de nombreuses fermes burkinabè recourent à présent à des systèmes de micro-captage pour récupérer les eaux de pluie⁹⁴. Ce type d'innovation devient de plus en plus urgent à l'heure où les conséquences des changements climatiques se font de plus en plus ressentir en Afrique de l'Ouest. Tandis que le réchauffement de la région va se poursuivre, les fermiers burkinabè, qui dépendent fortement des précipitations sahéliennes, incertaines et irrégulières, pourront se reposer davantage sur les nouvelles technologies d'irrigation et de gestion des eaux.

Le secteur agricole peut tirer un bénéfice considérable de l'innovation, y compris par l'adoption des nouvelles technologies du numérique⁹⁵. L'agriculture représente environ 80 % de tous les emplois du Burkina Faso, mais la plupart de ces emplois sont informels et la production par travailleur est faible⁹⁶. Le secteur est dominé par des systèmes de production de subsistance, qui se caractérisent par des fermes de petite taille, une faible productivité, une diversification limitée, une faible participation des entreprises privées et formelles dans les chaînes de valeur agricoles et agropastorales, ainsi que par une forte vulnérabilité aux changements climatiques.

Les données de l'Enquête indiquent que les fermiers burkinabè sont, de manière générale, ouverts aux nouvelles technologies du numérique. En effet, toutes les entreprises agricoles interrogées font part d'une perception positive des effets des technologies émergentes.

Cependant, de nombreux petits fermiers ne bénéficient pas du plein potentiel de ces technologies. De fait, un écart considérable apparaît, entre la part des compagnies burkinabè qui considèrent que l'investissement dans les technologies est très important (80 %), et celle qui investit réellement dans la recherche et le développement (33 %). Des études antérieures menées dans d'autres pays en développement insistent sur le fait que le niveau réel d'investissement dans les technologies est miné par le manque de compétences techniques, des coûts technologiques élevés, et des infrastructures de base inadéquates⁹⁷.

En conséquence, des mesures politiques visant à lever ces freins pourraient stimuler l'innovation, la productivité et la résilience du secteur agricole burkinabè aux changements climatiques. Vu l'importance du secteur dans l'économie du pays, cela pourrait en retour avoir une cascade d'effets positifs.

Cibler l'appui aux entreprises innovantes dirigées par des femmes

Faire progresser la participation des femmes à l'économie du Burkina Faso permettrait d'améliorer à la fois la croissance économique et le bien-être social⁹⁸. La diversité de genre sur le lieu de travail favorise une bien meilleure utilisation du capital humain et l'échange d'idées, favorisant à leur tour l'innovation au sein de l'entreprise. Comme l'ont montré des recherches précédentes, la diversité de genre aide à stimuler la productivité⁹⁹.

Les données collectées au Burkina Faso confirment ce point, en montrant que les entreprises qui emploient davantage de femmes tendent à innover plus que celles avec moins de femmes. Ainsi, parmi les compagnies peu innovantes, 28 % de la force de travail est constituée de femmes. À l'inverse, parmi les entreprises moyennement et fortement innovantes, respectivement 33 % et 35 % des employés sont des femmes.

En outre, les données montrent également que les compagnies dirigées par des femmes tendent à recruter une plus grande proportion de femmes. Selon les résultats de l'Enquête, la part des femmes dans les entreprises dirigées par des femmes s'élève à 53 %, contre 18 % dans celles dirigées par des hommes. Ce point est confirmé par des recherches antérieures montrant que les cheffes d'entreprises recrutent plus volontiers des femmes¹⁰⁰, et, en général, les rémunèrent mieux que leurs homologues masculins¹⁰¹.

En raison de leur inclusion de la question de genre, les entreprises dirigées par des femmes tendent plus que celles dirigées par des hommes à générer de nouveaux produits ou à améliorer leurs processus opérationnels. Cela confirme de précédentes recherches montrant que les compagnies dirigées par des femmes innover davantage que celles dirigées par des hommes¹⁰². En conséquence, les entreprises détenues et gérées par des femmes peuvent jouer un rôle significatif dans la promotion de l'innovation au Burkina Faso. Au travers de son Plan national de développement, le Gouvernement appuie déjà les femmes entrepreneures – il est essentiel de maintenir ces efforts et de les intensifier.

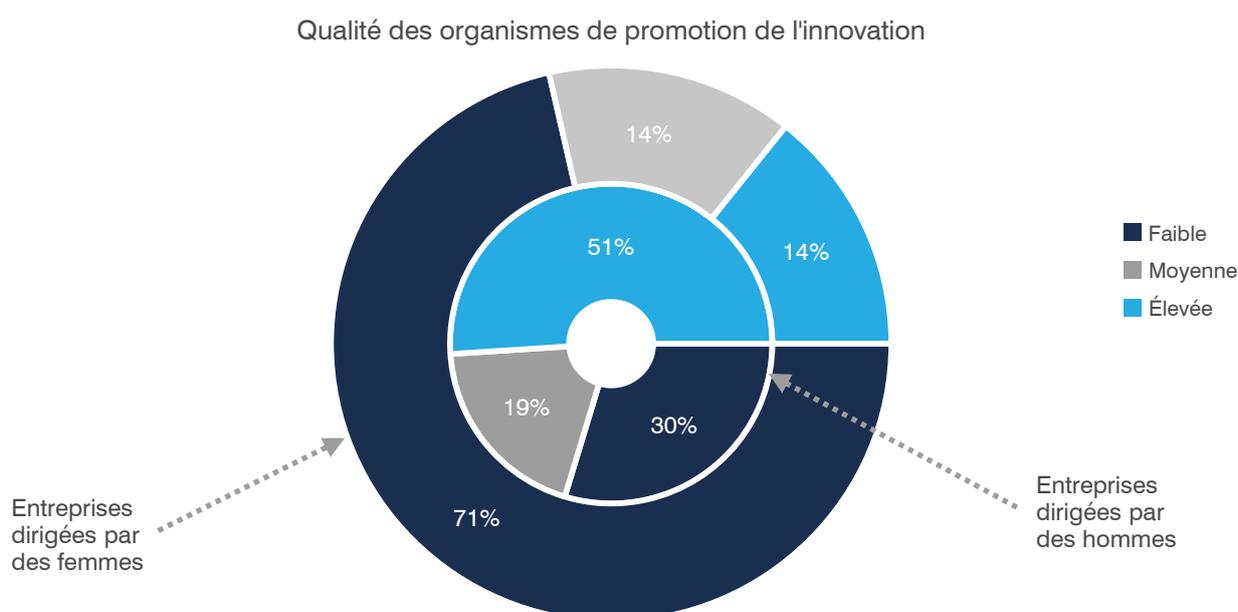
L'innovation exige des activités continues de recherche et de développement. Plusieurs facteurs sous-tendent les décisions d'investir dans la recherche et le développement, y compris des facteurs institutionnels et financiers.¹⁰³

Les obstacles que rencontrent les femmes lorsqu'elles mènent leurs opérations sont disproportionnés, et ce, malgré les bénéfices considérables que leur autonomie pourrait apporter.

Des recherches antérieures ont exposé les nombreuses contraintes pesant sur les entreprises dirigées par des femmes¹⁰⁴. La principale contrainte est l'appui bancaire et institutionnel, ce que confirme les données de l'Enquête en relevant les domaines dans lesquels les compagnies dirigées par des femmes réclament des actions concrètes à ce sujet. Par exemple, presque la moitié des femmes d'affaires se déclarent insatisfaites de la qualité des services bancaires, contre seuls 31 % des hommes d'affaires.

Les résultats de l'Enquête montrent également que la proportion d'entreprises dirigées par des femmes et n'ayant jamais interagi avec des organismes de promotion de l'innovation est plus importante. De plus, celles qui interagissent avec ces organismes estiment que la qualité de leurs prestations est faible. Plus précisément, les données indiquent que les femmes entrepreneures sont deux fois plus susceptibles que les hommes entrepreneurs d'évaluer la qualité de ces organismes comme étant médiocre (Figure 21). Cela s'explique en partie par le fait que les femmes d'affaires se déclarent sceptiques quant au bénéfice de l'adhésion à des organisations dominées par les hommes, dont elles doutent de la volonté de prendre au sérieux leurs besoins spécifiques.

Figure 21 Les entreprises dirigées par des femmes soucieuses de la qualité de l'appui institutionnel



Note: Les participants répondaient aux questions « Combien de femmes à temps plein cette entreprise emploie-t-elle actuellement ? »; et « Évaluez la qualité des organismes de promotion de l'innovation auxquels votre entreprise a fait appel. ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Les entreprises innovantes se sont montrées plus flexibles durant la crise

De nos jours, l'innovation est devenue centrale, face aux changements et perturbations considérables amenés par la crise liée à la COVID-19, mais aussi face aux changements transformationnels engendrés par les échanges commerciaux internationaux, les nouvelles technologies, les changements climatiques et la croissance

démographique¹⁰⁵. Pour survivre durant la pandémie, les entreprises ont dû innover. Les PME, en particulier, ont été confrontées à un dilemme cornélien, innover ou mourir, que n'avaient pas les grandes entreprises dont les ressources étaient suffisantes pour les maintenir en vie durant la crise. L'innovation requiert de la patience et une perspective de gestion à long terme, parce qu'elle implique d'investir dans une chose qui pourrait n'être payante qu'à une date ultérieure¹⁰⁶. Le corollaire est que l'innovation nécessite aussi de prendre en compte une part considérable d'incertitude.



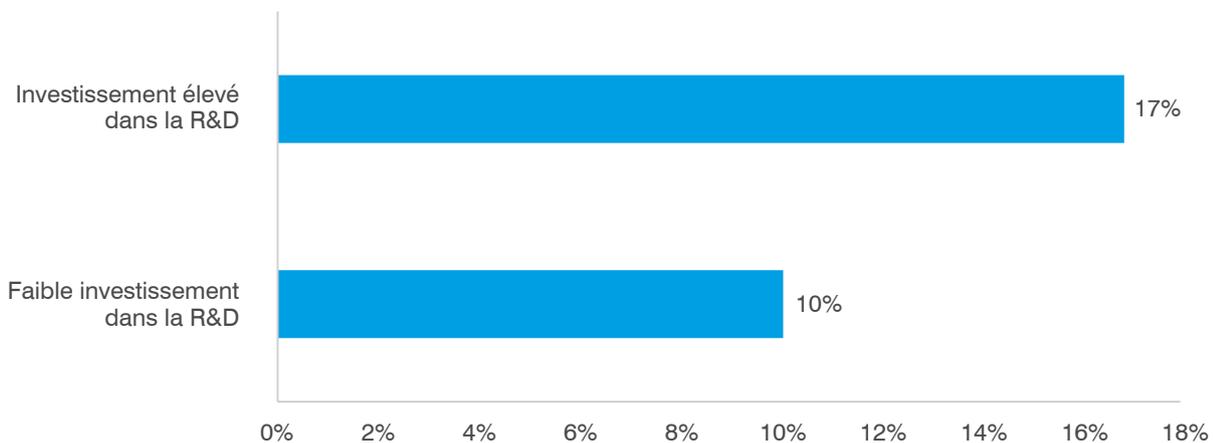
Les éléments probants tirés de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire montrent que les entreprises innovantes du Burkina Faso ont été en meilleure position pour gérer la crise. Environ 17 % des compagnies qui investissaient des ressources substantielles dans la recherche et le développement ont pu adopter des stratégies d'adaptation pour affronter les effets de la pandémie, contre 10 % de celles dont le niveau d'investissement était plus modeste

(Figure 22). Plus précisément, les entreprises les plus innovantes ont pu développer de nouveaux produits ou des modèles d'affaires alignés sur les tendances des marchés, ou encore détacher une partie de leur personnel auprès d'autres entreprises. Ces stratégies d'adaptation leur ont permis de traverser la tempête.

Le fait que l'innovation sous-tende les stratégies résilientes et d'adaptation est primordial, car ces approches ont été vitales pour aider les entreprises à survivre à la crise. Comme le montrent les données de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire, les compagnies ayant adopté des stratégies d'adaptation positives étaient plus confiantes en leurs chances de survie.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière à quel point les entreprises sont vulnérables face aux chocs, et l'importance de l'innovation pour améliorer la capacité des entreprises à les encaisser. L'innovation est ainsi plus pertinente que jamais au moment où le monde fait l'expérience des effets sanitaires et économiques de la pandémie, et alors que les risques émanant des changements climatiques se font de plus en plus ressentir.

Figure 22 Les entreprises innovantes adoptent des stratégies d'adaptation pour affronter la crise



Part des participants ayant adopté des stratégies d'adaptation pour affronter la crise sanitaire

Note: Les participants répondaient à la question « Pour affronter la crise, avez-vous adopté une des stratégies suivantes ? ». Les stratégies d'adaptation sont les suivantes : détachement d'employés auprès d'autres entreprises, et/ou création/adaptation de produits. Ils répondaient aussi à la question « Estimez le niveau de ressources que votre entreprise consacre à la recherche et au développement. ».

Source: Calculs de l'ITC sur la base des données de l'Enquête sur la compétitivité des PME et celles de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les activités des entreprises, collectées par la CCI-BF au Burkina Faso.

Perspectives politiques : L'innovation au service de la résilience

Les éléments probants tirés de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire suggèrent que les entreprises innovantes se sont révélées plus résilientes à la crise liée à la COVID-19. Pour aider les compagnies à devenir plus résilientes à cette crise et aux chocs futurs, mais aussi les aider à être plus compétitives sur des segments de marché dynamiques, il faut les inciter à investir dans l'innovation et améliorer l'environnement des affaires en matière d'innovation.

Or, il n'est pas possible de créer, ou d'adopter des innovations et de nouvelles technologies sans les compétences pertinentes. Le développement de solutions créatives pour résoudre les difficultés d'une entreprise et l'utilisation des nouvelles technologies requiert des employés compétents.

L'instruction et de meilleures compétences dans le numérique seront cruciales pour la disposition technologique et innovante du Burkina Faso. La mise à niveau des compétences est particulièrement importante pour les PME burkinabè, car le niveau d'éducation de la force de travail est plutôt faible, et les petites entreprises emploient souvent des ouvriers peu qualifiés, moins à même de changer de poste. Il faut donc porter l'attention sur la formation et le développement des compétences.

Le Gouvernement et les organisations d'appui aux entreprises peuvent œuvrer de concert pour offrir des programmes de formation et de certification, afin d'accroître le bassin de travailleurs talentueux. Les OAE peuvent aussi proposer des formations spécifiques sur les dernières technologies du numérique, les options de technologie financière (fintech) et les plateformes de financement pair à pair.

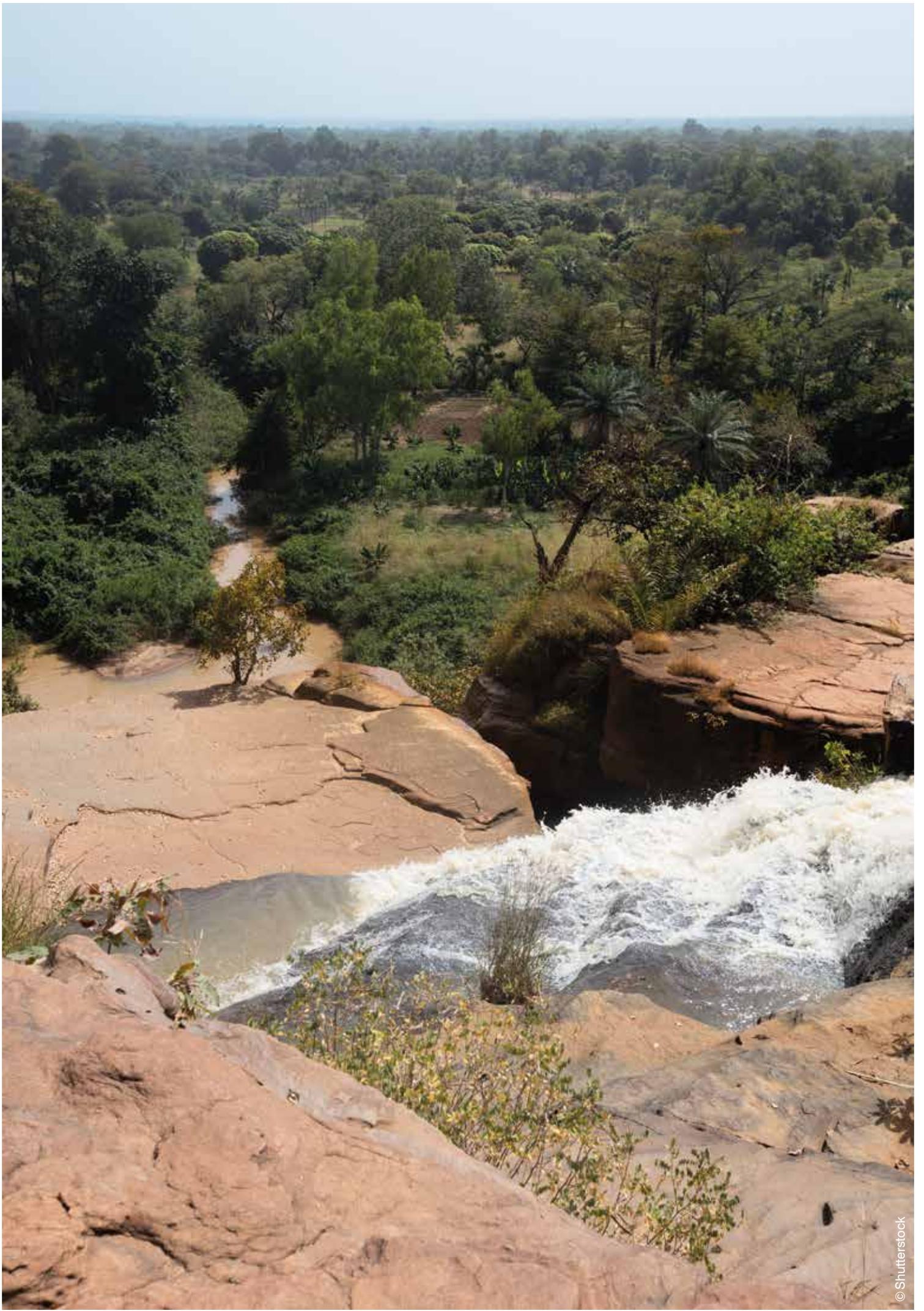
L'innovation et la recherche nécessitent une mise de fonds initiale conséquente. Les PME burkinabè, et spécialement

les fermiers et les entreprises dirigées par des femmes, risquent de demeurer à la traîne si leurs ressources financières ne leur permettent pas d'investir dans la recherche et les nouvelles technologies. Le Gouvernement pourrait leur venir en aide, en offrant des financements ou des subventions aux entreprises impliquées dans des activités innovantes. Il pourrait également offrir des récompenses financières pour des inventions relatives à des sujets spécifiques, comme la COVID-19, en échange d'une utilisation large des droits de propriété intellectuelle. Cela pourrait encourager les activités innovantes dédiées à la réduction des risques de crise, et permettre à de nombreuses entreprises burkinabè d'accéder à ces innovations mises au point par d'autres.

Un autre moyen à la disposition des OAE pour promouvoir l'innovation parmi les petites entreprises est d'appuyer la création de réseaux et de coalitions, afin de proposer les nouvelles innovations sur le marché. Ces réseaux peuvent exploiter les dernières technologies du numérique pour renforcer les plateformes de partage des connaissances et élargir leur accès. De plus, les plateformes numériques participatives (crowd-sourcing) peuvent servir à rassembler et diffuser les meilleures pratiques, et à lever des financements.

Certains secteurs pourraient nécessiter une approche plus ciblée pour encourager l'innovation et l'adoption des nouvelles technologies. Par exemple, les petits exploitants agricoles du Ghana ont pu stimuler leurs revenus de 9 % grâce à l'utilisation des plateformes de téléphonie mobile pour accéder aux informations de marché et aux prévisions météorologiques en temps réel. Au vu de la pénétration croissante des téléphones mobiles dans les zones rurales et l'utilisation limitée des TIC dans son secteur agricole, le Burkina Faso pourrait grandement bénéficier de ces nouvelles technologies.

Sources : Bonzanini, D., G. Giudici et A. Patrucco (2016). « The Crowdfunding of Renewable Energy Projects ». *In Handbook of Environmental and Sustainable Finance*, pp. 429–444. Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-803615-0.00021-2>; Schulz, K. et M. Feist (2020). « Leveraging blockchain technology for innovative climate finance under the Green Climate Fund ». *Earth System Governance*. <https://doi.org/10.1016/j.esg.2020.100084>; OIE (2020). *Make transitions work: Climate change and employment*. Genève, Suisse: Organisation internationale des employeurs. <https://www.ioe-emp.org/index.php?eID=dumpFile&t=f&f=147890&token=c96f267c7c177e1edbbc2a8cc92b750677e6e548>; OIT (2017). *Upskilling SMEs. How governments fund training and consulting. Comparing experiences from Asia, Europe and North America*. Genève, Suisse: Organisation internationale du travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_609267.pdf



Chapitre 7

Politiques de résilience et de compétitivité

Politiques de résilience et de compétitivité

Le secteur privé burkinabè est essentiellement composé de petites et moyennes entreprises qui emploient des groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les résidents ruraux. Aider ces entreprises à devenir plus compétitives pourrait libérer leur potentiel et permettre de construire un avenir résilient, numérique, inclusif et durable.

Sur la base des données recueillies lors de l'Enquête sur la compétitivité des PME et de l'Enquête sur l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises, toutes deux menées au Burkina Faso en 2020, le présent rapport permet d'affirmer que, malgré les forces importantes dont font preuve les entreprises burkinabè, des politiques stratégiquement choisies contribueraient à améliorer leur performance. De telles politiques pourraient aider ces compagnies à se montrer plus résilientes aux chocs, comme la crise actuelle liée à la COVID-19, et leur permettre de tirer profit des opportunités prometteuses qui se profilent.

Les PME burkinabè sont confrontées à de graves difficultés.

- L'accès limité à des services publics de haute qualité, comme l'eau et l'électricité, freinent de nombreuses petites entreprises, les empêchant de produire à pleine capacité.
- Les faibles taux de certification aux normes internationales nuisent aux efforts pour attirer de nouveaux acheteurs internationaux.
- L'accès aux financements demeure une contrainte, surtout pour les PME dotées d'une gestion financière moins rigoureuse.
- Les services internet, de faible qualité et coûteux, empêchent les compagnies – et spécialement celles dirigées par de jeunes gestionnaires – de se connecter aux acheteurs par le biais de sites internet professionnels et de poster leur publicité sur les réseaux sociaux.

- Un meilleur appui de la part des organismes de promotion de l'innovation est nécessaire, surtout parmi les entreprises dirigées par des femmes, afin d'encourager l'innovation, la compétitivité et la résilience.

Améliorer la compétitivité pour une plus grande résilience

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'expérience de la crise liée à la COVID-19 au Burkina Faso. La première est que les compagnies dotées d'une bonne gestion financière et une bonne gestion des stocks sont mieux positionnées pour affronter la crise, ce qui est un point fondamental en ces temps tumultueux. La seconde concerne les liens qui rassemblent les entreprises, que ce soient les câbles électriques véhiculant les informations sur les programmes d'appui ou les réseaux sociaux grâce auxquels les entreprises d'un même secteur résolvent leurs problèmes de transport: ces liens sont absolument essentiels pour améliorer de manière dynamique la performance commerciale. La troisième, enfin, concerne l'innovation: celle-ci est vitale si les entreprises veulent s'adapter avec succès aux changements.

Les entreprises burkinabè compétitives ont mieux résisté à la crise accompagnant la pandémie. La raison en est de meilleures pratiques de gestion. Celles qui détenaient un compte bancaire ont pu assurer une meilleure gestion des flux de trésorerie, et aussi enregistrer et conserver leurs données comptables. Celles qui tenaient un tel registre comptable en bonne et due forme ont couru moins de risques de fermeture. Par conséquent, pour prévenir à l'avenir que certaines entreprises cessent leurs activités, il serait judicieux d'investir dans le développement des compétences et d'établir les conditions d'une bonne gestion des PME.

Une fois la pandémie déclarée, les compagnies affirmant être engagées auprès d'une association sectorielle, une chambre de commerce ou un autre type d'organisation



© Shutterstock

d'appui aux entreprises, ont eu plus de facilité à accéder aux informations relatives à la crise sanitaire. Cela souligne le fait que la résilience des entreprises burkinabè à la crise dépend de solides connexions.

Enfin, les conditions du marché mondial connaissent des changements rapides, en raison des perturbations technologiques et commerciales, mais aussi des changements climatiques. Les entreprises les plus innovantes ont adopté des stratégies de résilience, telles que le détachement de certains employés auprès d'autres entreprises, l'adoption du télétravail ou la vente de nouveaux produits. Les innovations doivent donc être encouragées plus amplement car elles augurent de la capacité des PME burkinabè à naviguer les flots agités de marchés fluctuants.

Investir dans les infrastructures pour développer les exportations

Le Burkina Faso étant un pays enclavé, la connectivité et les infrastructures sont cruciales à la prospérité de ses entreprises. Cependant, des disparités prévalent entre les

régions, en termes d'accès aux infrastructures de transport et aux services publics. Plus précisément, un accès à des routes en bon état et aux services publics fait défaut dans les zones reculées.

Cet accès insuffisant à des infrastructures de transport efficaces et des services publics fiables augmente les difficultés des entreprises qui cherchent à exporter des produits à valeur ajoutée. Les exportations burkinabè se concentrent sur des marchandises à faible valeur ajoutée, telles que le coton, relativement faciles à transporter et moins dépendantes de la fourniture en eau et en électricité. Toutefois, les entreprises spécialisées dans ce type de produit courent le risque d'autres perturbations, comme les chocs dus aux changements climatiques et la fluctuation du prix de ces marchandises. L'extension de l'accès à des services publics et de transport fiables et abordables permettrait donc aux compagnies de capitaliser sur l'opportunité d'exporter des biens à valeur ajoutée, comme les fils de coton et les textiles.

Encourager la certification pour un accès élargi aux marchés internationaux

Le niveau de certification aux normes internationales des entreprises burkinabè demeure faible. Pourtant, à mesure que les entreprises tentent de se redresser des effets de la crise sanitaire, la certification prend une nouvelle importance. En effet, tandis que les chaînes de valeur internationales se réorganisent, les acheteurs seront probablement plus sensibles aux normes sanitaires de production.

Or, pour que les PME puissent signaler la qualité de leurs biens aux acheteurs étrangers, elles doivent avoir accès aux informations sur les normes et les réglementations techniques.

Ce problème peut être résolu au Burkina Faso par la promotion de la coopération entre les entreprises. Ce rapport montre que les entreprises engagées dans une telle coopération sont mieux informées sur les normes et la certification, et donc plus susceptibles d'être certifiées. Cependant, les informations sur les normes sont parfois compliquées et difficiles à mettre en pratique, mais l'assistance technique des organisations d'appui aux entreprises peut aider à surmonter cette nouvelle difficulté.

Promouvoir l'inclusion financière grâce aux paiements numériques

Les entreprises du Burkina Faso sont trop peu bancarisées – une entreprise burkinabè sur cinq n'a pas de compte en banque. Des disparités existent dans l'accès aux services financiers, en termes de taille de l'entreprise et de genre du gestionnaire principal. Par exemple, presque une microentreprise sur trois n'a pas de compte bancaire alors que toutes les grandes compagnies en ont un. Il est donc important de promouvoir la culture bancaire chez les MPMEs.

Les plateformes de paiement électronique peuvent aider à promouvoir l'inclusion financière, d'abord parce que l'accès et l'ouverture d'un compte sur ces plateformes sont plus facile qu'auprès des banques traditionnelles, réclamant une documentation plus légère. Ensuite, comme le montrent les éléments probants tirés de l'Enquête, la détention d'un compte bancaire numérique, tout comme celle d'un compte en banque traditionnel, encourage de bonnes pratiques de gestion financière, comme la tenue d'un registre comptable et une gestion prudente des

flux de trésorerie. Ces avantages sont particulièrement prometteurs pour les entreprises agricoles, informelles et gérées par des femmes, qui sont souvent laissées de côté par l'industrie financière traditionnelle.

Toutefois, certaines barrières au renforcement de l'inclusion financière demeurent. Par exemple, l'augmentation de la détention de téléphones portables est plus concentrée chez les hommes que chez les femmes. En outre, de nombreuses femmes n'ont pas reçu d'éducation formelle, et ne sont pas tenues informées des types de services numériques qui leur sont disponibles¹⁰⁷. Il faut donc poursuivre les efforts de promotion des services financiers numériques afin de combler l'écart de genre qui prévaut dans l'accès aux produits numériques, l'instruction au numérique et l'éducation formelle.

Investir dans un internet de haute qualité

Des investissements dans l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication pourraient aider les PME burkinabè à capitaliser sur les opportunités du numérique. L'accès à Internet facilite la création de connexions entre les entreprises et leurs acheteurs et fournisseurs. À l'inverse, le manque d'accès internet freinent de nombreuses PME, surtout celles dirigées par de jeunes gestionnaires. Des investissements sont donc nécessaires pour élargir l'accès à Internet à travers tout le pays.

En outre, les TIC seront cruciales pour aider les entreprises à se redresser après la crise sanitaire. En premier lieu, elles doivent pouvoir accéder aux informations en ligne pour se tenir au courant des programmes d'appui gouvernementaux et des nouvelles réglementations. En deuxième lieu, face à la popularité croissante du commerce électronique, par suite des confinements, les entreprises sans accès internet fiable risquent fort d'être laissées de côté.

Appuyer l'innovation

La technologie est essentielle, du fait des changements qu'elle amène et du développement qu'elle induit. La quasi-totalité des entreprises du Burkina Faso comprennent parfaitement que les nouvelles technologies ouvrent de nouvelles opportunités. En particulier dans l'agriculture, ces nouvelles technologies pourraient changer la donne en stimulant l'innovation, la productivité et la résilience aux changements climatiques.

Néanmoins, des barrières subsistent, comme le manque de compétences techniques et l'appui inadéquat des organismes de promotion de l'innovation. Ces barrières doivent être levées pour favoriser les investissements dans la technologie et l'innovation¹⁰⁸. Face au manque de travailleurs qualifiés, qui empêche les entreprises d'adopter de nouvelles technologies, la mise à niveau de la force de travail burkinabè est particulièrement importante¹⁰⁹. En conséquence, l'éducation réclame de plus amples investissements, afin de doter les travailleurs burkinabè des compétences dont les PME ont besoin pour devenir innovantes et résilientes.

Les données de l'Enquête révèlent que les entreprises burkinabè dirigées par des femmes innovent davantage que celles dirigées par des hommes. Les femmes sont cependant confrontées à des barrières plus importantes que les hommes lorsqu'elles cherchent à se connecter aux institutions qui promeuvent l'innovation. La levée de ces barrières favoriserait l'innovation au sein des compagnies dirigées par des femmes, générant des bénéfices pour l'ensemble de la société burkinabè.

Enfin, l'innovation et la recherche requièrent une mise de fonds initiale substantielle. Le Gouvernement pourrait y contribuer en offrant des financements ou des subventions

aux entreprises dont les activités sont innovantes. Il peut également mettre en œuvre des réformes pour promouvoir les transferts de connaissance, et s'assurer que les compagnies puissent tirer profit des investissements fructueux réalisés dans l'innovation.

En marche vers la compétitivité et les échanges internationaux

Les opportunités identifiées dans ce rapport mettent en lumière une voie vers une plus grande compétitivité à l'international des petites entreprises du Burkina Faso. Ces recommandations politiques, tirées de l'analyse des données recueillies auprès des compagnies burkinabè au cours des deux enquêtes, montrent comment des programmes et des mesures ciblées peuvent contribuer à résoudre les difficultés auxquelles les PME sont confrontées.

Ces approches qui cherchent à stimuler la compétitivité et la résilience des entreprises vont les aider à monter d'un cran la qualité de leurs exportations. Si, en parallèle, les liens en amont et en aval à travers toute l'économie sont aussi inclusifs et durables, les PME pourront tenir leur promesse de contribuer à la transformation structurelle du Burkina Faso.



Annexe

À propos de l'Enquête sur la compétitivité des PME

À propos de l'Enquête sur la compétitivité des PME

De nombreux facteurs influencent la compétitivité d'une économie sur les marchés national et international. Le Centre du commerce international (ITC) fournit une vision holistique de la compétitivité des entreprises dans la définition suivante :

La compétitivité est la capacité démontrée à concevoir, produire et commercialiser une offre qui réponde de manière pleine, unique et continue aux besoins des segments de marché ciblés, tout en se reliant à l'environnement des affaires et en exploitant ses ressources, afin d'atteindre un retour durable des ressources mises en œuvre.

L'importance de la compétitivité comme moteur de la survie, de la croissance et de la capacité à échanger des entreprises est un élément clé du développement économique. C'est pourquoi l'ITC a développé un cadre analytique qui permet de mieux comprendre les facteurs de compétitivité d'une entreprise et la manière de l'améliorer avec le temps. Ce cadre consiste en trois piliers, moteurs de la compétitivité, chacun de ces piliers étant sous-divisé en trois thèmes distincts (voir Figure 1).¹¹⁰

Les trois piliers de la compétitivité sont les suivants : concurrencer, se connecter et évoluer.

- **Capacité à concurrencer** : Ce premier pilier se réfère à la dimension statique de la compétitivité, axée sur les opérations présentes des entreprises et leur efficacité en termes de coûts, délais, qualité et quantité. Ce concept s'étend également à l'environnement national immédiat et celui des affaires. Des exemples de facteurs déterminants incluent l'utilisation de certificats de la qualité internationalement reconnus (capacité des entreprises), l'accès aux infrastructures techniques (environnement immédiat des affaires) et de faibles tarifs (macro-environnement).
- **Capacité à se connecter** : Le second pilier se concentre sur la collecte et l'exploitation des informations et connaissances. Au niveau de

l'entreprise, ce pilier se réfère aux efforts de collecte des informations affluant vers la firme (comme le profil des consommateurs, les préférences et les demandes), et aux efforts pour faciliter le flux d'informations depuis la firme (comme le marketing et les publicités). Au niveau de l'environnement immédiat des affaires, cela inclut les liens avec les associations de secteur, les chambres de commerce et les autres institutions d'appui au commerce et à l'investissement. Au niveau national, la capacité à se connecter concerne surtout la disponibilité d'infrastructures des technologies de l'information et de la communication. La capacité à se relier n'est pas à prendre au sens temporel, mais la collecte et l'exploitation des informations sont à ce point fondamentales pour la compétitivité présente et future d'une entreprise qu'elles constituent aussi un lien essentiel entre deux piliers, celui de la compétitivité statique et celui de la compétitivité dynamique.

- **Capacité à évoluer** : Le troisième pilier concerne la capacité d'une firme à procéder à des changements en réponse aux forces dynamiques des marchés, ou à les anticiper, et à innover à travers des investissements dans les capitaux humains, intellectuels et financiers. Ce pilier incorpore la dimension dynamique de la compétitivité. Les phases et percées industrielles, ainsi que les innovations de rupture exigent toutes des stratégies d'adaptation. La capacité à évoluer inclut donc la manière dont les entreprises accèdent aux financements, et investissent dans le capital humain, l'innovation et la protection de leur propriété intellectuelle. Au niveau du secteur privé ou macro-économique, la capacité de l'environnement à fournir ces ressources aux compagnies est également mesurée.

Ces trois piliers de la compétitivité peuvent être examinés selon les trois niveaux de l'économie :

- Au **niveau de l'entreprise**, sa capacité à gérer habilement ses ressources influence sa compétitivité.

- Au **niveau de l'écosystème des affaires**, les facteurs qui appuient la compétitivité de l'entreprise mais lui sont externes – y compris la disponibilité de travailleurs qualifiés, d'infrastructures et d'organisations d'appui au secteur privé – sont également essentiels.
- **L'environnement national** inclut les facteurs macro-économiques et gouvernementaux qui établissent les fondements du fonctionnement des marchés au sein de l'économie.

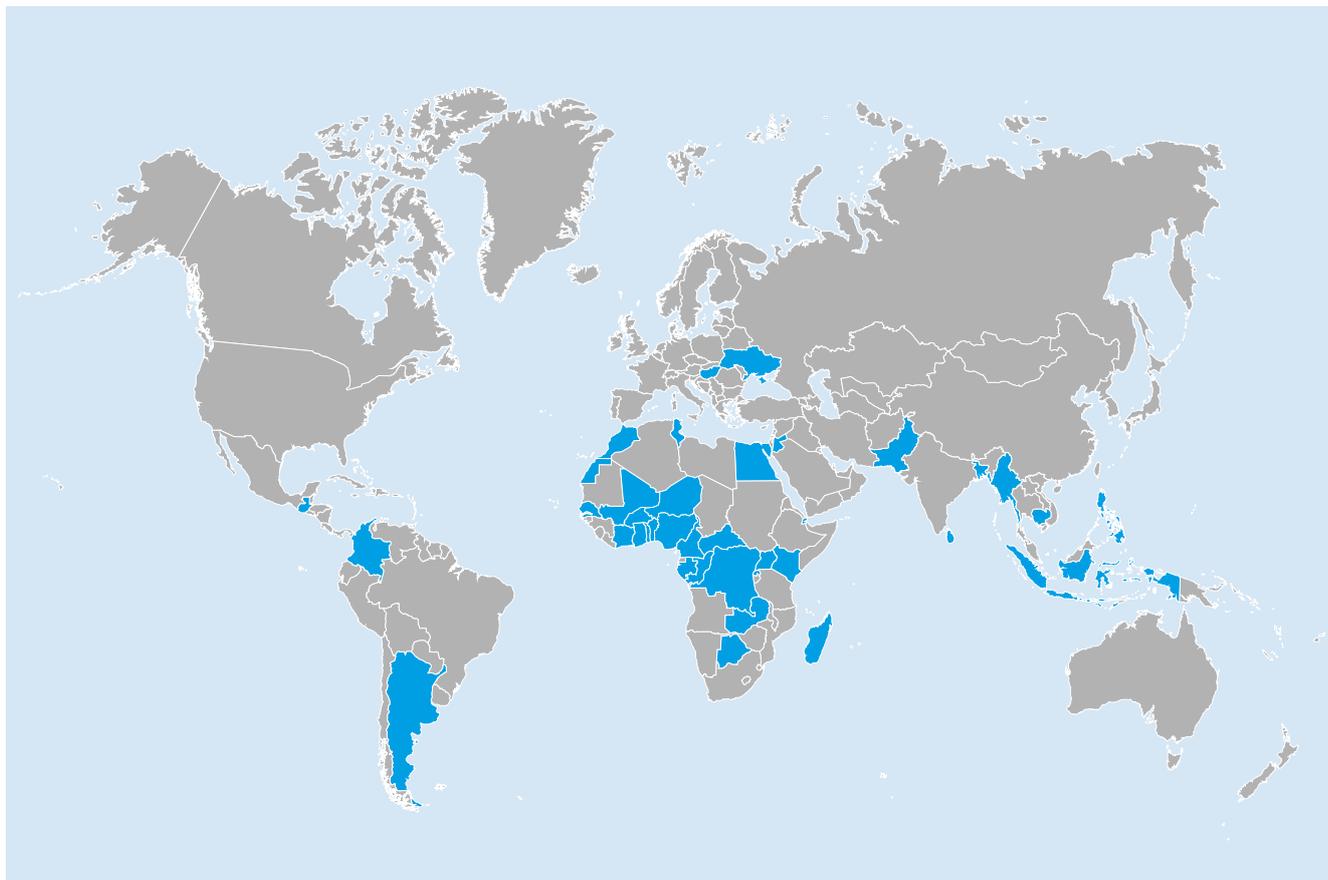
La Grille de compétitivité des PME comble l'écart entre des indicateurs composites axés sur les déterminants macro-économiques de la compétitivité, plutôt qu'entre les déterminants locaux ou micro-économiques. L'importance des premiers est pleinement reconnue, et se reflète au niveau de « l'environnement national » de la grille de compétitivité. La *Perspective de la compétitivité des*

PME 2015 de l'ITC fournit une description plus détaillée de la Grille de compétitivité des PME et la méthodologie qui la sous-tend.

Comment mesurer la compétitivité des petites entreprises ?

Mesurer toutes les dimensions de la compétitivité n'est pas chose aidée. L'ITC a créé à cette fin l'Enquête sur la compétitivité des PME pour permettre aux pays de collecter les données dont ils ont besoin pour mesurer la compétitivité de leurs entreprises. À janvier 2021, plus de 18 400 compagnies réparties sur 50 pays ont été interrogées, dont le Bénin, le Botswana, le Ghana, le Kenya, au Togo et la Zambie.

Figure 23 Enquêtes sur la compétitivité des PME à travers le monde



Source: ITC.

L'Enquête est en général déployée en partenariat avec des institutions locales d'appui au commerce et à l'investissement. L'ITC leur fournit le logiciel pour rassembler et maintenir une base de données active sur les micros, petites et moyennes entreprises. Il aide également leur personnel à sélectionner les échantillons et forme les enquêteurs.

Cet outil aide les gouvernements et les institutions d'appui au commerce à mieux comprendre les besoins de leurs entreprises. Il est conçu pour combiner des informations aux niveaux macro (climat national des affaires), méso (écosystème local d'appui aux entreprises) et micro (capacité des entreprises). Il fournit ainsi une image détaillée de la capacité du secteur privé d'un pays à se montrer compétitif sur les marchés internationaux.

Les pouvoirs publics et les institutions d'appui au commerce peuvent utiliser les résultats pour identifier les goulets d'étranglement à la compétitivité et y remédier; comparer la compétitivité des entreprises selon leur taille, leur secteur d'activité et leur situation géographique; et mieux relier les firmes avec des investisseurs et acheteurs potentiels.

Comment comprendre la compétitivité des petites entreprises ?

Ce rapport utilise le cadre conceptuel décrit ci-dessus pour évaluer les données de l'Enquête sur la compétitivité des PME au Burkina Faso, ainsi que la situation concurrentielle des petites et moyennes entreprises dans le pays.

Il analyse les données selon les trois niveaux de la Grille de compétitivité des PME: national, écosystème et entreprise. L'environnement national est examiné sur la base des données secondaires et de la littérature pertinente. La compétitivité au niveau des entreprises et de l'écosystème est évaluée à partir des données recueillies au niveau des compagnies dans le cadre de l'Enquête.

Le rapport est structuré selon les thèmes sélectionnés dans la Grille de compétitivité des PME. Ces thèmes sont intégrés dans le rapport si les données indiquent que le Burkina Faso présente des forces ou faiblesses particulières dans le domaine considéré, ou si des recherches antérieures suggèrent que le sujet est important pour les PME du pays.

Une analyse ventilée de l'ensemble des données recueillies au cours de l'Enquête sur la compétitivité des PME au Burkina Faso fournit des observations pour chaque thème abordé. Des sous-échantillons pour chaque secteur sont analysés pour mettre à jour les difficultés et forces spécifiques des secteurs. Les résultats varient selon la taille de l'entreprise, définie sur la base du nombre d'employés. Les entreprises dirigées par des femmes ou des jeunes sont comparées à leurs homologues menés par des hommes.

Lorsque c'est pertinent, et notamment dans le dernier chapitre, des recommandations d'ordre politique mettent en avant les opportunités pour résoudre les problèmes identifiés par l'analyse des données. Le rapport présente ainsi les principaux résultats de l'étude des données, en fonction de l'espace limité restant. De plus amples analyses ont été menées et des informations additionnelles peuvent encore être extraites des données.

Notes de fin

- 1 FMI (2020). *Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa: A Difficult Road to Recovery*. Washington D.C., États-Unis: Fonds monétaire international
- 2 Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (2020). Rapport 2020 sur l'État du Secteur Privé au Burkina Faso. Ouagadougou: CCI-BF.
- 3 ITC (2020). *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 4 BAD (2020). *Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2020 – Faire face à la pandémie du COVID-19*. Abidjan, Côte d'Ivoire: Banque africaine de développement; FMI (2020). *Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa: A Difficult Road to Recovery*. Washington D.C., États-Unis: Fonds monétaire international; BAD (2017). *Burkina Faso – Document de stratégie pays 2017-2021*. Abidjan, Côte d'Ivoire: Banque africaine de développement.
- 5 FMI, *Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa: A Difficult Road to Recovery*. *Ibid.*
- 6 Mold, A. et A. Mveyange (2020). « Crisis? What Crisis? COVID-19 and the Unexpected Recovery of Regional Trade in East Africa ». *Africa in Focus*. 28 septembre. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/09/28/crisis-what-crisis-covid-19-and-the-unexpected-recovery-of-regional-trade-in-east-africa/>
- 7 Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Burkina Faso (2018). « Financement des PME/PMI: 5 milliards de prêts par an pour les petites entreprises – "Un cadeau de Noël" de Orabank Burkina ». Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Burkina Faso. <http://www.mcia.gov.bf/index.php/177-informations/600-financement-des-pme-pmi-5-milliards-de-prets-par-an-pour-les-petites-entreprises-un-cadeau-de-noel-de-orabank-burkina>
- 8 Les compagnies compétitives ont cette capacité avérée de concevoir, produire et commercialiser une offre répondant aux demandes des marchés, ce qui leur vaut un retour durable. La compétitivité consiste à savoir mettre à profit les liens avec l'environnement des affaires, afin d'obtenir les informations et intrants nécessaires à l'activité commerciale, puis à les transformer avec succès grâce à un modèle commercial prospère, et ce faisant capter des parts sur les marchés national et international. Voir en annexe la définition de la compétitivité proposée par l'ITC, ainsi que son approche analytique.
- 9 ITC, *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, *op. cit.*
- 10 Site internet de l'ITC. Local Business Intelligence: *SME Competitiveness Survey*. <https://www.intracen.org/SMEIntelligence> (page en anglais)
- 11 Par définition, les PME sont des entreprises employant moins de 100 salariés.
- 12 ITC (2015). *Perspective de la compétitivité des PME 2015: Connectivité, concurrence et changement pour une croissance solidaire*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 13 Les entreprises agricoles pourraient être sous-représentées dans l'échantillon, en raison de problèmes de sécurité nuisant à la collecte des données dans les zones rurales.
- 14 Agence UMOA-Titres (2020). *Burkina Faso: le secteur tertiaire comme première source de création de richesses*. Agence UMOA-Titres. <http://www.marchedestitrespublics.com/burkina-faso-le-secteur-tertiaire-comme-premi%C3%A8re-source-de-cr%C3%A9ation-de-richesses>
- 15 PNUD (2019). *Rapport sur le développement humain 2019*. New York, États-Unis: Programme des Nations Unies pour le développement. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf
- 16 Site internet de l'ITC, outil *Export Potential Map*. « Identifier des opportunités d'exportation pour le développement du commerce ». <https://exportpotential.intracen.org/fr/#/home>
- 17 Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ITC, Division de la statistique des Nations Unies, et Organisation mondiale du commerce. [World Integrated Trade Solution database]. Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Centre du commerce international, Division de la statistique des Nations Unies, et Organisation mondiale du commerce. <https://wits.worldbank.org/countrysnapshot/en/BFA/textview>
- 18 Charmes, J. (2012). « The Informal Economy Worldwide: Trends and Characteristics », *Margin: The Journal of Applied Economic Research*, vol. 6, n° 2, pp. 103–32; IFC (2019). *Créer des marchés au Burkina Faso: Développer et mobiliser le secteur privé pour renforcer la résilience économique du Burkina Faso*. Washington D.C., États-Unis: International Finance Corporation, Groupe de la Banque mondiale.
- 19 Kinda, R.S., P.R. Zidouemba et I.M. Ouedraogo (2020). « How Could the Covid-19 Pandemic Impact the Economy of Burkina Faso? », *Economics Bulletin*, vol. 40, n° 3, pp. 2034-2046.
- 20 LeFaso.net. (1^{er} juin 2020). « Burkina/Coronavirus: Le couvre-feu levé à compter du 3 Juin ». *LeFaso.net*. <https://lefaso.net/spip.php?article97191>

- 21 ITC (2020a). *Promouvoir la compétitivité des PME au Bénin*. Genève, Suisse: Centre du commerce international; ITC (2020b). *Promouvoir la compétitivité des PME aux Philippines*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 22 Banque mondiale (2018). *Country Partnership Framework for Burkina Faso for the Period FY18-FY23*. Groupe de la Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/989871531020679064/pdf/BURKINA-FASO-CPF-06112018.pdf>.
- 23 IFC, *Créer des marchés au Burkina Faso: Développer et mobiliser le secteur privé pour renforcer la résilience économique du Burkina Faso*, op. cit.
- 24 ITC, *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, op. cit.
- 25 Falciola, J., M. Jansen et V. Rollo (2020). « Defining firm competitiveness: A multidimensional framework ». *World Development*, vol. 129. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104857>.
- 26 *Ibid.*
- 27 Statistiques annuelles du Ministère de l'énergie, des mines et des carrières du Burkina Faso (2017).
- 28 Site internet Sustainable Energy for All – Africa Hub. « Burkina Faso ». Sustainable Energy for All. <https://www.se4all-africa.org/seforall-in-africa/country-data/burkina-faso/#:~:text=Burkina%20Faso%20is%20one%20of,%2C%20reaching%20around%208%25%20nationally>
- 29 IFC, *Créer des marchés au Burkina Faso: Développer et mobiliser le secteur privé pour renforcer la résilience économique du Burkina Faso*, op. cit.
- 30 Les régions centrales comprennent les régions Centre, Centre-Ouest, Nord et Haut-Bassins.
- 31 Banque mondiale, *Country Partnership Framework for Burkina Faso for the Period FY18-FY23*, op. cit.
- 32 Arlet, J. (2017). « Electricity Tariffs, Power Outages and Firm Performance: A Comparative Analysis ». In *DECRG Kuala Lumpur Seminar Series*, Kuala Lumpur, Malaisie.
- 33 Les entreprises affirmant atteindre 75 % ou plus de leur capacité maximale de production sont classées comme ayant une forte capacité d'utilisation de leurs ressources.
- 34 BAD, *Burkina Faso – Document de stratégie pays 2017-2021*, op. cit.
- 35 Environ 85 % des exportations du Burkina Faso sont expédiées en dehors de la région. La majorité des échanges burkinabè passent ainsi par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin.
- 36 Banque mondiale (2019). *Enhancing Burkina Faso Regional Connectivity: An Economic Corridor Approach*. Washington, D.C., États Unis: Banque mondiale.
- 37 Ces coûts comprennent le dédouanement portuaire, le transit terrestre, le temps passé dans les transports (qui est fonction des distances à parcourir), les formalités à accomplir et les risques associés au processus de transport; OMC (2010). *Examen des politiques commerciales*, « Annexe 2 – Burkina Faso ». Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp336_e.htm
- 38 Banque mondiale, *Enhancing Burkina Faso Regional Connectivity: An Economic Corridor Approach*, op. cit.
- 39 Briceño-Garmendia, C. et C. Domínguez-Torres (2011). *Burkina Faso's Infrastructure: A Continental Perspective*. Africa Infrastructure Country Diagnostic. Washington D.C., États-Unis: Banque mondiale.
- 40 *Ibid.*
- 41 IFC, *Créer des marchés au Burkina Faso: Développer et mobiliser le secteur privé pour renforcer la résilience économique du Burkina Faso*, op. cit.
- 42 *Ibid.*
- 43 *Ibid.*
- 44 ITC (2018). *Promoting SME Competitiveness in Africa: Data for De-Risking Investment*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 45 IFC, *Créer des marchés au Burkina Faso: Développer et mobiliser le secteur privé pour renforcer la résilience économique du Burkina Faso*, op. cit.
- 46 Hammoudan, Z., O. Grunder, T. Boudouh et A. El Moudni (2016). « A Coordinated Scheduling of Delivery and Inventory in a Multi-Location Hospital Supplied with a Central Pharmacy ». *Logistics Research*, vol. 9, n° 1, p. 18.
- 47 Fafchamps, M., J. W. Gunning et R. Oostendorp (2000). « Inventories and Risk in African Manufacturing ». *The Economic Journal*, vol. 110, n° 466, pp. 861-893.
- 48 ITC, *Promoting SME Competitiveness in Africa: Data for De-Risking Investment*, op. cit.
- 49 ITC, *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, op. cit.
- 50 OMC (2020). *Standards, Regulations, and COVID-19 – What Actions Taken by WTO Members?* Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/english/tratop_e/covid19_e/standards_report_e.pdf
- 51 Goedhuys, M. et L. Sleuwaegen (2013). « The Impact of International Standards Certification on the Performance of Firms in Less Developed Countries ». *World Development*, vol. 47, pp. 87-101.
- 52 *Ibid.*; Henson, S., O. Masakure et J. Cranfield (2011). « Do Fresh Produce Exporters in Sub-Saharan Africa Benefit from GlobalGAP Certification? » *World Development*, vol. 39, n° 3, pp. 375-386.
- 53 ITC (2016). *Perspective de la compétitivité des PME 2016: Se mettre aux normes pour échanger*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.

- 54 ITC, *Promoting SME Competitiveness in Africa: Data for De-Risking Investment*, *op. cit.*
- 55 Pacte mondial des Nations Unies et CCI (2015). *Scaling up Sustainability Collaborations: Contributions of Business Associations and Sector Initiatives to Sustainable Development*. Paris, France; New York, États Unis: Pacte mondial des Nations Unies; Chambre de commerce internationale. <https://www.unglobalcompact.org/library/3121>
- 56 Goedhuys et Sleuwaegen, « The Impact of International Standards Certification on the Performance of Firms in Less Developed Countries », *op. cit.*
- 57 Borino, F., E. Carlson, V. Rollo et O. Solleder (2020). « International Firms and COVID-19: Evidence from a Global Survey ». *ITC Working Paper Series*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 58 Stellingher, A., I. Berglund et H. Isakson (2020). « How trade can fight the pandemic and contribute to global health ». In *COVID-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work*. Edité par E. Baldwin et S. Evenett, Londres, Royaume-Uni: Center for Economic Policy Research.
- 59 ITC (2019b). *Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone: Favoriser l'accès au financement pour une croissance inclusive*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 60 Ali, A.Y.S. et A.O. Isak (2019). « Financial Management Practices and Financial Performance of Service Companies in Somalia ». *Research Journal of Finance and Accounting*, vol. 10, n° 4, pp. 59-68.
- 61 Banque mondiale (2020). *Promoting Digital and Innovative SME Financing*. Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale. https://www.gpfi.org/sites/gpfi/files/saudi_digitalSME.pdf
- 62 Karadag, H. (2015). « Financial Management Challenges in Small and Medium-Sized Enterprises: A Strategic Management Approach ». *EMAJ: Emerging Markets Journal*, vol. 5, n° 1, pp. 26-40.
- 63 Agence Ecofin (8 décembre 2019). « Cherté, opacité, mauvaise qualité du service clientèle: notre enquête sur les services corporate des banques de l'UEMOA ». *Agence Ecofin*. <https://www.agenceecofin.com/banque/0812-71905-cherte-opacite-mauvaise-qualite-du-service-clientele-notre-enquete-sur-les-services-corporate-des-banques-de-l-uemoa>
- 64 *Ibid.*
- 65 Kabore, J. (20 juin 2019). « Opportunités d'affaires et de financement: 48 heures pour valoriser l'expertise féminine ». *Burkina24*. <https://www.burkina24.com/2019/06/20/opportunités-daffaires-et-de-financement-48-heures-pour-valoriser-l'expertise-feminine/>
- 66 Islam, S. (2011). « Measuring Service Quality of banks: An empirical study ». *Research Journal of Finance and Accounting*, vol. 2, n°4. <https://core.ac.uk/download/pdf/234629205.pdf>
- 67 OMC (2020a). *Rapport sur le commerce mondial 2020: Les politiques publiques visant à promouvoir l'innovation à l'ère numérique*. Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr20_f.htm
- 68 Banque mondiale, *Promoting Digital and Innovative SME Financing*, *op. cit.*
- 69 Les organisations d'appui aux entreprises (OAE) englobent les organisations de promotion du commerce et de promotion des investissements, ainsi que des chambres de commerce et des associations sectorielles.
- 70 ITC, *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, *op. cit.*
- 71 *Ibid.*
- 72 Torres, A.P., M.I. Marshall et S. Sydnor (2019). « Does Social Capital Pay off? The Case of Small Business Resilience after Hurricane Katrina ». *Journal of Contingencies and Crisis Management*, vol. 27, n° 2, pp. 168-181.
- 73 Gardner, H.K. et I. Matviak (8 juillet 2020). « 7 Strategies for Promoting Collaboration in a Crisis ». *Harvard Business Review*. <https://hbr.org/2020/07/7-strategies-for-promoting-collaboration-in-a-crisis>
- 74 Chappaz, A. (16 avril 2020). « Résilience et relance pour le bien de tous: Les organisations d'appui aux entreprises sont des acteurs essentiels à la survie des entreprises ». Centre du commerce international. <https://www.intracen.org/nouvelles/Blog-Resilience-and-recovery-for-good-Business-support-organizations-critical-actors-for-business-survival-en/>
- 75 Cacciolatti, L. et S.H. Lee (2015). « The Role of Structured Marketing Information in SMEs' Decision-Making ». *Entrepreneurial Marketing for SMEs*, pp. 89-103.
- 76 Falciola, Jansen et Rollo, « Defining firm competitiveness: A multidimensional framework », *op. cit.*
- 77 Machirori, T. et O. Fatoki (2013). « The Impact of Firm and Entrepreneur's Characteristics on Networking by SMEs in South Africa ». *Journal of Economics*, vol. 4, n° 2, pp. 113-120.
- 78 *Ibid.*
- 79 Mumba, M.H. (2016). « Social Capital among Young Entrepreneurs in Zambia ». In *Young Entrepreneurs in Sub-Saharan Africa*, première édition, Taylor & Francis Group. <https://www.taylorfrancis.com/chapters/social-capital-among-young-entrepreneurs-zambia-moonga-mumba/e/10.4324/9781315730257-24>
- 80 Falciola, Jansen and Rollo, « Defining firm competitiveness: A multidimensional framework », *op. cit.*
- 81 Antonio, A. et D. Tuffley (2014). « The Gender Digital Divide in Developing Countries ». *Future Internet*, vol. 6, n° 4, pp. 673-687.

- 82 People Input (2019). « La technologie: un outil au service de l'éducation financière ». People Input. www.bceao.int/sites/default/files/inline-files/La%20technologie%20un%20outil%20au%20service%20de%20l%E2%80%99C3%A9ducation%20financi%C3%A8re.pdf
- 83 Intellivoire (10 juillet 2018). « Le taux d'accès à l'internet au Burkina Faso est de 19 % (PM) ». Intellivoire. <https://intellivoire.net/le-taux-dacces-a-linternet-au-burkina-faso-est-de-19-pm/>
- 84 Edjo, M. (19 July 2018). « Classement des pays africains selon la vitesse de téléchargement: Madagascar largement en tête ». Agence Ecofin. <https://www.agenceecofin.com/internet/1907-58726-classement-des-pays-africains-selon-la-vitesse-de-telechargement-madagascar-largement-en-tete-cable-co-uk>
- 85 Autorité de réglementation des secteurs de postes et de télécommunications (2011). *Benchmark sur le tarif de connexion internet*. Autorité de réglementation des secteurs de postes et de télécommunications, République togolaise. http://www.artp.tg/rapport/Benchmark_tarif_connexion_Internet.pdf
- 86 Ghanem, H. (7 février 2020). « Shooting for the Moon: An Agenda to Bridge Africa's Digital Divide ». *Africa in Focus* (blog). <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/02/07/shooting-for-the-moon-an-agenda-to-bridge-africas-digital-divide/>
- 87 Calderon, C. et al. (avril 2019). « An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future ». *Africa's Pulse*, n° 19, Banque mondiale.
- 88 Central Intelligence Agency – Page internet *The World Factbook*. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/>
- 89 UIT. [World Telecommunication/ICT Indicators Database]. Union internationale des télécommunications.
- 90 Falciola, Jansen and Rollo, « Defining firm competitiveness: A multidimensional framework », *op. cit.*
- 91 Ciocanel, A.B. et F.M. Pavelescu (2015). « Innovation and competitiveness in European context ». *Procedia Economics and Finance*, vol. 32, n° 15, pp. 728-737. [https://doi.org/10.1016/s2212-5671\(15\)01455-0](https://doi.org/10.1016/s2212-5671(15)01455-0)
- 92 Cainelli, G., R. Evangelista et M. Savona (2004). « The impact of innovation on economic performance in services ». *The Service Industries Journal*, vol. 24, n° 1, pp. 116-130.
- 93 ITC, *Perspective de la compétitivité des PME 2015: Connectivité, concurrence et changement pour une croissance solidaire*, *op. cit.*
- 94 Bunclark, L. et al. (2018) « Understanding Farmers' Decisions on Adaptation to Climate Change: Exploring Adoption of Water Harvesting Technologies in Burkina Faso ». *Global Environmental Change*, vol. 48, pp. 243-254.
- 95 BAD, *Burkina Faso – Document de stratégie pays 2017-2021*, *op. cit.*
- 96 Weber, M. (2018). « Jobs Diagnostic Burkina Faso: Overview and Suggestions for a Jobs Policy Framework ». *Jobs Series*, n° 15. Washington, D.C., États Unis: Banque mondiale. <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/435151544130430468/burkina-faso-jobs-diagnostic-overview-and-suggestions-for-a-jobs-policy-framework>
- 97 ITC, *Perspective de la compétitivité des PME 2015: Connectivité, concurrence et changement pour une croissance solidaire*, *op. cit.*
- 98 ITC (2015b). *Unlocking Markets for Women to Trade*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- 99 Turban, S., Wu, D. et Zhang, L. (11 février 2019). « When Gender Diversity Makes Firms More Productive ». *Harvard Business Review*. <https://hbr.org/2019/02/research-when-gender-diversity-makes-firms-more-productive>
- 100 Bossler, M., Mosthaf, A. et Schank, T. (2020). « Are Female Managers More Likely to Hire More Female Managers? Evidence from Germany ». *ILR Review*, vol. 73, n° 3, pp. 676-704.
- 101 Cohen, P.N. et Huffman, M.L. (2007). « Working for the Woman? Female Managers and the Gender Wage Gap ». *American Sociological Review*, vol. 72, n° 5, pp. 681-704.
- 102 Dezsö, C.L. et Ross, D. G. (2012). « Does Female Representation in Top Management Improve Firm Performance? A Panel Data Investigation ». *Strategic Management Journal*, vol. 33, n° 9, pp. 1072-1089.
- 103 Arrow, K.J. (1972). « Economic Welfare and the Allocation of Resources for Invention ». In *Readings in Industrial Economics*, by Charles K. Rowley, pp. 219-236.
- 104 CESAP (2013). *Enabling Entrepreneurship for Women's Economic Empowerment in Asia and the Pacific*. Bangkok, Thaïlande: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies. <https://www.unescap.org/resources/enabling-entrepreneurship-womens-economic-empowerment-asia-and-pacific>
- 105 OIT (2019). *Skills and jobs mismatches in low- and middle-income countries*. Genève, Suisse: Organisation internationale du travail.
- 106 Arrow, « Economic Welfare and the Allocation of Resources for Invention », *op. cit.*
- 107 Harell, A., « Assessing the Gender Gap in Access to Digital Financial Services in Burkina Faso », *op. cit.*
- 108 BAD, *Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2020 – Faire face à la pandémie du COVID-19*, *op. cit.*
- 109 BAD, *Burkina Faso – Document de stratégie pays 2017-2021*, *op. cit.*
- 110 ITC (2015). *Perspective de la compétitivité des PME 2015: Connectivité, concurrence et changement pour une croissance solidaire*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.

Références

- Agence Ecofin (8 décembre 2019). « Cherté, opacité, mauvaise qualité du service clientèle: notre enquête sur les services corporate des banques de l'UEMOA ». *Agence Ecofin*. <https://www.agenceecofin.com/banque/0812-71905-cherte-opacite-mauvaise-qualite-du-service-clientele-notre-enquete-sur-les-services-corporate-des-banques-de-l-uemoa>
- Agence UMOA-Titres (2020). *Burkina Faso: le secteur tertiaire comme première source de création de richesses*. Agence UMOA-Titres. <http://www.marchedestitrespublics.com/burkina-faso-le-secteur-tertiaire-comme-premiere-source-de-creation-de-richesses>
- Ali, A.Y.S. et A.O. Isak (2019). « Financial Management Practices and Financial Performance of Service Companies in Somalia ». *Research Journal of Finance and Accounting*, vol. 10, n° 4, pp. 59-68.
- Antonio, A. et D. Tuffley (2014). « The Gender Digital Divide in Developing Countries ». *Future Internet*, vol. 6, n° 4, pp. 673-687.
- Arlet, J. (2017). « Electricity Tariffs, Power Outages and Firm Performance: A Comparative Analysis ». In *DECRG Kuala Lumpur Seminar Series*, Kuala Lumpur, Malaisie.
- Arrow, K.J. (1972). « Economic Welfare and the Allocation of Resources for Invention ». In *Readings in Industrial Economics*, by Charles K. Rowley, pp. 219-236.
- Autorité de réglementation des secteurs de postes et de télécommunications (2011). *Benchmark sur le tarif de connexion internet*. Autorité de réglementation des secteurs de postes et de télécommunications, République togolaise. http://www.artp.tg/rapport/Benchmark_tarif_connexion_Internet.pdf
- Banque africaine de développement (2017) *Burkina Faso – Document de stratégie pays 2017-2021*. Abidjan, Côte d'Ivoire: Banque africaine de développement.
- _____ (2020). *Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2020 – Faire face à la pandémie du COVID-19*. Abidjan, Côte d'Ivoire: Banque africaine de développement.
- Banque mondiale (2018). *Country Partnership Framework for Burkina Faso for the Period FY18-FY23*. Groupe de la Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/989871531020679064/pdf/BURKINA-FASO-CPF-06112018.pdf>
- _____ (2019). *Enhancing Burkina Faso Regional Connectivity: An Economic Corridor Approach*. Groupe de la Banque mondiale.
- _____ (2020). *Promoting Digital and Innovative SME Financing*. Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale. https://www.gpfi.org/sites/gpfi/files/saudi_digitalSME.pdf
- Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ITC, Division de la statistique des Nations Unies, et Organisation mondiale du commerce. [World Integrated Trade Solution database]. Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Centre du commerce international, Division de la statistique des Nations Unies, et Organisation mondiale du commerce. <https://wits.worldbank.org/countrysnapshot/en/BFA/textview>
- Bonzanini, D., G. Giudici et A. Patrucco (2016). « The Crowdfunding of Renewable Energy Projects ». In *Handbook of Environmental and Sustainable Finance*, pp. 429-444. Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-803615-0.00021-2>
- Borino, F., E. Carlson, V. Rollo et O. Solleder (2020). « International Firms and COVID-19: Evidence from a Global Survey ». *ITC Working Paper Series*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- Bossler, M., Mosthaf, A. et Schank, T. (2020). « Are Female Managers More Likely to Hire More Female Managers? Evidence from Germany ». *ILR Review*, vol. 73, n° 3, pp. 676-704.
- Briceño-Garmendia, C. et C. Domínguez-Torres (2011). *Burkina Faso's Infrastructure: A Continental Perspective*. Africa Infrastructure Country Diagnostic. Washington D.C., États-Unis: Banque mondiale.
- Bunclark, L., J. Gowing, E. Oughton, K. Ouattara, S. Ouoba and D. Benao (2018). « Understanding Farmers' Decisions on Adaptation to Climate Change: Exploring Adoption of Water Harvesting Technologies in Burkina Faso ». *Global Environmental Change*, vol. 48, pp. 243-254.
- Cacciolatti, L. et S.H. Lee (2015). « The Role of Structured Marketing Information in SMEs' Decision-Making ». *Entrepreneurial Marketing for SMEs*, pp. 89-103.
- Cainelli, G., R. Evangelista et M. Savona (2004). « The impact of innovation on economic performance in services ». *The Service Industries Journal*, vol. 24, n° 1, pp. 116-130.
- Calderon, C. et al. (avril 2019). « An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future ». *Africa's Pulse*, n° 19, Banque mondiale.
- Centre du commerce international (2015). *Perspective de la compétitivité des PME 2015: Connectivité, concurrence et changement pour une croissance solidaire*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2015b). *Unlocking markets for women to trade*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2016). *Perspective de la compétitivité des PME 2016: Se mettre aux normes pour échanger*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.

- _____ (2018). *Promoting SME Competitiveness in Africa: Data for De-Risking Investment*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2019). *Promoting SME Competitiveness in Kenya: Targeted Solutions for Inclusive Growth*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2019a) *Enquête sur la compétitivité des PME exportatrices au Maroc*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2019b). *Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone: Favoriser l'accès au financement pour une croissance inclusive*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2020). *COVID-19: The Great Lockdown and its Impact on Small Business*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2020a). *Promouvoir la compétitivité des PME au Bénin*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2020b). *Promouvoir la compétitivité des PME aux Philippines*. Genève, Suisse: Centre du commerce international.
- _____ (2020c). *Supporting Small Businesses Through the COVID-19 Crisis and Towards the Future: A 15-Point Action Plan*. Genève, Suisse: Centre du commerce international. <http://www.intracen.org/uploadedFiles/15point.pdf>
- CESAP (2013). *Enabling Entrepreneurship for Women's Economic Empowerment in Asia and the Pacific*. Bangkok, Thaïlande: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies. <https://www.unescap.org/resources/enabling-entrepreneurship-womens-economic-empowerment-asia-and-pacific>
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (2020). *Rapport 2020 sur l'État du Secteur Privé au Burkina Faso*. Ouagadougou: CCI-BF.
- Chappaz, A. (16 avril 2020). « Résilience et relance pour le bien de tous: Les organisations d'appui aux entreprises sont des acteurs essentiels à la survie des entreprises ». Centre du commerce international. <https://www.intracen.org/nouvelles/Blog-Resilience-and-recovery-for-good-Business-support-organizations-critical-actors-for-business-survival-en/>
- Charmes, J. (2012). « The Informal Economy Worldwide: Trends and Characteristics », *Margin: The Journal of Applied Economic Research*, vol. 6, n° 2, pp. 103-32.
- Chinje, N.B. (2015). « Harnessing Digital Marketing to Access Markets: Opportunities for Africa's SMEs ». *Africagrowth Agenda 2015*, n° Oct/Dec 2015, pp. 14-18.
- Ciocanel, A.B. et F.M. Pavelescu (2015). « Innovation and competitiveness in European context ». *Procedia Economics and Finance*, vol. 32, n° 15, pp. 728-737. [https://doi.org/10.1016/s2212-5671\(15\)01455-0](https://doi.org/10.1016/s2212-5671(15)01455-0)
- Cohen, P.N. et Huffman, M.L. (2007). « Working for the Woman? Female Managers and the Gender Wage Gap ». *American Sociological Review*, vol. 72, n° 5, pp. 681-704.
- Conseil national de prospective et de planification stratégique (2005). *Étude nationale prospective 'Burkina 2025'*. Burkina Faso: Conseil national de prospective et de planification stratégique. http://213.154.74.164/invenio/record/18783/files/burkina2025_rapportgeneral.pdf
- CNUCED (2020). *COVID-19 and e-Commerce: Impact on Businesses and Policy Responses*. Genève, Suisse: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. https://unctad.org/system/files/official-document/dt1stictinf2020d2_en.pdf
- Dezsö, C.L. et Ross, D. G. (2012). « Does Female Representation in Top Management Improve Firm Performance? A Panel Data Investigation ». *Strategic Management Journal*, vol. 33, n° 9, pp. 1072-1089.
- Edjo, M. (19 July 2018). « Classement des pays africains selon la vitesse de téléchargement: Madagascar largement en tête ». Agence Ecofin. <https://www.agenceecofin.com/internet/1907-58726-classement-des-pays-africains-selon-la-vitesse-de-telechargement-madagascar-largement-en-tete-cable-co-uk>
- Fafchamps, M., J. W. Gunning et R. Oostendorp (2000). « Inventories and Risk in African Manufacturing ». *The Economic Journal*, vol. 110, n° 466, pp. 861-893.
- Falciola, J., M. Jansen et V. Rollo (2020). « Defining firm competitiveness: A multidimensional framework ». *World Development*, vol. 129. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104857>
- Fonds monétaire international (2018). *Burkina Faso Economic Development Documents*. Washington D.C., États-Unis: Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2018/cr1885.ashx>
- _____ (2020). *Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa: A Difficult Road to Recovery*. Washington D.C., États-Unis: Fonds monétaire international.
- Gardner, H.K. et I. Matviak (8 juillet 2020). « 7 Strategies for Promoting Collaboration in a Crisis ». *Harvard Business Review*. <https://hbr.org/2020/07/7-strategies-for-promoting-collaboration-in-a-crisis>
- Ghanem, H. (7 février 2020). « Shooting for the Moon: An Agenda to Bridge Africa's Digital Divide ». *Africa in Focus* (blog). <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/02/07/shooting-for-the-moon-an-agenda-to-bridge-africas-digital-divide/>
- Goedhuys, M. et L. Sleuwaegen (2013). « The Impact of International Standards Certification on the Performance of Firms in Less Developed Countries ». *World Development*, vol. 47, pp. 87-101.

- Hammoudan, Z., O. Grunder, T. Boudouh et A. El Moudni (2016). « A Coordinated Scheduling of Delivery and Inventory in a Multi-Location Hospital Supplied with a Central Pharmacy ». *Logistics Research*, vol. 9, n° 1, p. 18.
- Harell, A. (30 septembre 2020). « Assessing the Gender Gap in Access to Digital Financial Services in Burkina Faso ». *Agrilinks*. <https://www.agrilinks.org/post/assessing-gender-gap-access-digital-financial-services-burkina-faso>
- Henson, S., O. Masakure et J. Cranfield (2011). « Do Fresh Produce Exporters in Sub-Saharan Africa Benefit from GlobalGAP Certification? » *World Development*, vol. 39, n° 3, pp. 375-386.
- Howe, J. (28 avril 2020). *The E-Commerce Response to COVID-19*. Genève, Suisse: Centre du commerce international. <https://www.intracen.org/covid19/Blog/The-e-commerce-response-to-COVID-19/>
- Intellivoire (10 juillet 2018). « Le taux d'accès à l'internet au Burkina Faso est de 19 % (PM) ». Intellivoire. <https://intellivoire.net/le-taux-dacces-a-linternet-au-burkina-faso-est-de-19-pm/>
- International Finance Corporation (2019). *Creating Markets in Burkina Faso: Growing Burkina Faso's Private Sector and Harnessing It to Bolster Economic Resilience*. Washington, D.C., États-Unis: International Finance Corporation.
- Islam, S. (2011). « Measuring Service Quality of banks: An empirical study ». *Research Journal of Finance and Accounting*, vol. 2, n° 4. <https://core.ac.uk/download/pdf/234629205.pdf>
- Kabore, J. (20 juin 2019). « Opportunités d'affaires et de financement: 48 heures pour valoriser l'expertise féminine ». *Burkina24*. <https://www.burkina24.com/2019/06/20/opportunités-daffaires-et-de-financement-48-heures-pour-valoriser-l'expertise-feminine/>
- Karadag, H. (2015). « Financial Management Challenges in Small and Medium-Sized Enterprises: A Strategic Management Approach ». *EMAJ: Emerging Markets Journal*, vol. 5, n° 1, pp. 26-40.
- Kinda, R.S., P.R. Zidouemba et I.M. Ouedraogo (2020). « How Could the Covid-19 Pandemic Impact the Economy of Burkina Faso? », *Economics Bulletin*, vol. 40, n° 3, pp. 2034-2046.
- LeFaso.net. (1^{er} juin 2020). « Burkina/Coronavirus: Le couvre-feu levé à compter du 3 Juin ». *LeFaso.net*. <https://lefaso.net/spip.php?article97191>
- Machirori, T. et O. Fatoki (2013). « The Impact of Firm and Entrepreneur's Characteristics on Networking by SMEs in South Africa ». *Journal of Economics*, vol. 4, n° 2, pp. 113-120.
- Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Burkina Faso (2018). « Financement des PME/PMI: 5 milliards de prêts par an pour les petites entreprises – «Un cadeau de Noël» de Orabank Burkina ». Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Burkina Faso. <http://www.mcia.gov.bf/index.php/177-informations/600-financement-des-pme-pmi-5-milliards-de-prets-par-an-pour-les-petites-entreprises-un-cadeau-de-noel-de-orabank-burkina>
- Ministère de l'économie, des finances et du développement (2018). *PNDES 2016-2020: Transformer Le Burkina*. Ouagadougou, Burkina Faso: Ministère de l'économie, des finances et du développement. https://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/burkina_faso_plan_national_de_developpement_economique_et_socialpnDES.pdf
- Ministère de l'énergie, des mines et des carrières du Burkina Faso (2017). *Statistiques annuelles*.
- Mold, A. et A. Mveyange (2020). « Crisis? What Crisis? COVID-19 and the Unexpected Recovery of Regional Trade in East Africa ». *Africa in Focus*. 28 septembre. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/09/28/crisis-what-crisis-covid-19-and-the-unexpected-recovery-of-regional-trade-in-east-africa/>
- Morris, M., R. Kaplinsky et D. Kaplan (2012). *One Thing Leads to Another: Promoting Industrialisation by Making the Most of the Commodity Boom in Sub-Saharan Africa* (première édition). Lulu.com.
- Mumba, M.H. (2016). « Social Capital among Young Entrepreneurs in Zambia ». In *Young Entrepreneurs in Sub-Saharan Africa*, première édition, Taylor & Francis Group, p. 125. <https://www.taylorfrancis.com/chapters/social-capital-among-young-entrepreneurs-zambia-moonga-mumba/e/10.4324/9781315730257-24>.
- Newfarmer, R.S., J.M. Page et F. Tarp (Eds.) (2018). *Industries without smokestacks: Industrialization in Africa reconsidered* (première édition). Oxford University Press.
- Nordas, H., K., E. Pinali et M. Geloso Grosso (2006). « Logistics and Time as a Trade Barrier ». *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 35. Publication OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/664220308873>
- Organisation internationale des employeurs (2020). *Make transitions work: Climate change and employment*. Genève, Suisse: Organisation internationale des employeurs. <https://www.ioe-emp.org/index>.
- Organisation internationale du travail (2017). *Upskilling SMEs. How governments fund training and consulting. Comparing experiences from Asia, Europe and North America*. Genève, Suisse: Organisation internationale du travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_emp/--emp_ent/documents/publication/wcms_609267.pdf
- _____ (2019). *Skills and jobs mismatches in low- and middle-income countries*. Genève, Suisse: Organisation internationale du travail.
- Organisation mondiale du commerce (2017). « Annex 2 – Burkina Faso ». *Trade Policy Review*. Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce.
- _____ (2020). *Standards, Regulations, and COVID-19-What Actions Taken by WTO Members?* Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/english/tratop_e/covid19_e/standards_report_e.pdf

- _____ (2020a). *Rapport sur le commerce mondial 2020: Les politiques publiques visant à promouvoir l'innovation à l'ère numérique*. Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr20_f.htm
- _____ (2020b). *Le commerce électronique, le commerce et la pandémie de COVID-19*. Genève, Suisse: Organisation mondiale du commerce. https://www.wto.org/french/tratop_f/covid19_f/ecommerce_report_f.pdf
- Ouaga (2016). « Aménagement du territoire: un schéma national d'ici à la fin 2016 ». Ouaga. <http://news.aouaga.com/h/102330.html>
- Pacte mondial des Nations Unies et CCI (2015). *Scaling up Sustainability Collaborations: Contributions of Business Associations and Sector Initiatives to Sustainable Development*. Paris, France; New York, États Unis: Pacte mondial des Nations Unies; Chambre de commerce internationale. <https://www.unglobalcompact.org/library/3121>
- People Input (2019). « La technologie: un outil au service de l'éducation financière ». People Input. www.bceao.int/sites/default/files/inline-files/La%20technologie%20un%20outil%20au%20service%20de%20l'E2%80%99%C3%A9ducation%20financi%C3%A8re.pdf
- Programme des Nations Unies pour le développement (2019). *Rapport sur le développement humain 2019*. New York, États-Unis: Programme des Nations Unies pour le développement. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf
- Schulz, K. et M. Feist (2020). « Leveraging blockchain technology for innovative climate finance under the Green Climate Fund ». *Earth System Governance*. <https://doi.org/10.1016/j.esg.2020.100084>
- SEforALL: Site internet Sustainable Energy for All – Africa Hub. « Burkina Faso ». Sustainable Energy for All. <https://www.se4all-africa.org/seforall-in-africa/country-data/burkina-faso/#:~:text=Burkina%20Faso%20is%20one%20of,%2C%20reaching%20around%208%25%20nationally>
- Shemi, A.P. et C. Procter (2013). « Explaining Contextual Factors Affecting E-Commerce Adoption Progression in Selected SMEs: Evidence from Botswana ». *International Journal of Management Practice*, n° 1, pp. 94-109.
- Stelling, A., I. Berglund et H. Isakson (2020). « How trade can fight the pandemic and contribute to global health ». In *COVID-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work*. Edité par E. Baldwin et S. Evenett, Londres, Royaume-Uni: Center for Economic Policy Research
- Torres, A.P., M.I. Marshall et S. Sydnor (2019). « Does Social Capital Pay off? The Case of Small Business Resilience after Hurricane Katrina ». *Journal of Contingencies and Crisis Management*, vol. 27, n° 2, pp. 168-181.
- Turban, S., Wu, D. et Zhang, L. (11 février 2019). « When Gender Diversity Makes Firms More Productive ». *Harvard Business Review*. <https://hbr.org/2019/02/research-when-gender-diversity-makes-firms-more-productive>
- TV5Monde Afrique (5 mars 2020). « Coronavirus: quels pays ont rouvert leurs frontières ? ». *TV5Monde Afrique*. <https://afrique.tv5monde.com/information/coronavirus-quels-pays-ont-rouvert-leurs-frontieres>
- Ungerer, C. et A. Portugal (27 avril 2020). « Leveraging E-Commerce in the Fight against COVID-19 ». *Future Development – Brookings*. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/04/27/leveraging-e-commerce-in-the-fight-against-covid-19/>
- Union internationale des télécommunications. [World Telecommunication/ICT Indicators Database]. Union internationale des télécommunications.
- Weber, M. (2018). « Jobs Diagnostic Burkina Faso: Overview and Suggestions for a Jobs Policy Framework ». *Jobs Series*, n° 15. Washington, D.C., États Unis: Banque mondiale. <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/435151544130430468/burkina-faso-jobs-diagnostic-overview-and-suggestions-for-a-jobs-policy-framework>

Imprimé par ITC Digital Printing Service.

Un pdf gratuit est disponible sur le site web de l'ITC:
www.intracen.org/publications



Centre du
Commerce
International

